

Belgique - België

P.P.

7500 Tournai 1
BC 1894

Bureau de dépôt:
7500 Tournai 1
N° d'agrégation: P205025

TRIMESTRIEL

Edition
speciale
Assises
culturelles
2007

ac
Ho

HAINAUT OCCIDENTAL

CULTURE À CHAUD



L'avenir culturel
de la **Wallonie picarde**

AGENCE CULTURELLE DU

DÉCEMBRE - JANVIER - FÉVRIER 2008 - N°

15

L'ÉDITO

La finalité de la démarche des Assises culturelles, initiée dès le début de l'année 2007, était de se faire la représentation la plus exacte possible du présent et du devenir de la culture en Wallonie picarde. Il avait été convenu que par l'objet même de notre vocation, on s'en tiendrait au secteur culturel, sachant qu'il inclut directement le patrimoine et, par effet induit, le tourisme.

Il apparaît, sans démonstration compliquée, que le tourisme a des retombées sur l'économie, tandis que la bonne santé de celle-ci est la condition nécessaire à la conservation, voire au sauvetage, de ce précieux patrimoine, ainsi qu'à l'ensemble de la vie culturelle. L'histoire des hommes se fait démonstrative, puisque nul n'ignore que les grands moments de la création artistique, et les réalisations patrimoniales, qui en sont la conséquence, ont lieu dans les moments économiquement favorables. Un simple voyage en Suisse, entre montagnes et musées, en dit plus long que tout autre démonstration, pour le présent. Quant à l'Italie, il suffit d'évoquer Venise, Florence et le Vatican, en ce qui concerne le passé. On sait à présent que la culture, elle-même, est source d'essor économique, comme l'environnement d'ailleurs, et que le tourisme représente un gisement d'emplois important. La formule « tout est dans tout » semble usée, mais reste pertinente, même si depuis une vingtaine d'années, on lui préfère la notion d'approche systémique dont une des caractéristiques est la rencontre croisée entre les secteurs.

La transversalité s'impose

Ainsi, de tables-rondes en rencontres individualisées, un élément récurrent et premier s'est imposé : la transversalité. Le principe consiste à mettre ensemble des personnes appartenant à des secteurs différents, et les amener à travailler dans une vision commune, « systémique », orientée vers l'intérêt collectif. Le Conseil de développement de la Wallonie picarde a largement travaillé dans ce sens et l'entretien avec Philippe Destatte, Directeur de l'Institut Destrée, nous a confirmé l'impression que nous étions dans le bon.

Car l'Agence culturelle du Hainaut occidental a très vite œuvré dans le sens de cette transversalité. Elle y est arrivée par une réflexion alimentée par la conviction de ses créateurs, par les informations contenues dans le magazine « Culture à chaud » et par les fameux déjeuners thématiques réalisés chaque mois dans une entité différente de la Wallonie picarde. Au cours des rencontres, d'autres éléments récurrents se sont manifestés. Ils portaient sur le besoin de se fédérer, de susciter des synergies, d'aménager ou de dédier des lieux destinés aux rencontres et aux échanges, de créer des projets dépassant les clivages sectoriels, de mettre en commun le matériel et de réduire les coûts. La nécessité de travailler en réseaux, notamment pour mieux informer, et envisager l'avenir avec le regard de la clairvoyance sont apparus dans les

Créer des
projets
dépassant
les clivages
sectoriels

discussions. C'est bien la pensée systémique qui s'impose, sachant que les résistances sectorielles et territoriales existent et, parfois, se renforcent. Ainsi, dans les années à venir, le monde culturel, et l'évolution même de la conception de la culture, seront confrontés à deux forces contradictoires. L'une, centrifuge, généreuse et lucide est porteuse d'avenir, puisqu'elle inclut les autres dans un dialogue permanent et constructif. L'autre, centripète, égoïste et enfermée dans les poncifs du passé est porteuse de repli, d'esprit de clocher et de vision à court terme. Il nous faut croire en la première et agir ensemble pour qu'elle triomphe. Dans l'intérêt même de la Wallonie picarde.

Quant à l'avenir de l'ACHO, il va se jouer dans les mois qui suivent. Ou bien on se reverra dans le cadre de prochaines Assises, ou alors ce sera dans une autre vie... culturelle.

Le présent dossier clôture cinq ans de travail de l'Agence. C'est ici l'occasion de rappeler le travail accompli par l'ancienne équipe sous la coordination de Patricia Opsomer. Avec ses collègues, elle a initié et fait aboutir de nombreux projets. Depuis un an, c'est une nouvelle équipe qui a repris le flambeau sous la conduite de Sarah Wlomainck.

● ● ● Bruno Lestarquit

Rappel méthodologique

Pour préparer cette rencontre et la rendre la plus opérationnelle possible, l'ACHO avait prévu trois étapes.

La première consistait en une récolte d'informations et de points de vue auprès de différentes personnes ressources représentant les secteurs concernés. Cette approche consultative a permis de dégager des préoccupations abordées, par la suite, dans le cadre des tables-rondes. Pour y arriver, l'équipe a dû définir la notion d'acteur culturel et mettre au point une série de questions. La notion d'acteur culturel est particulièrement vaste et elle regroupe des univers aussi différents, et complémentaires, que sont l'Education permanente, les centres culturels, les artistes, les organisateurs d'événements, le tourisme, les médias et autres. Les questions posées dans les rencontres gravitaient le plus souvent autour de trois axes : l'état des lieux du secteur, une projection dans les vingt ans à venir et les attentes résumées sous formes de souhaits.

La seconde étape consistait en la tenue d'Assises culturelles, le 16 juin 2007, au Foyer socio-culturel d'Antoing. Au cours de celles-ci, les contenus des avis individuels, ou issus des tables-rondes, ont été mis en discussion au sein de carrefours intersectoriels, avec l'objectif de produire une réflexion globale.

La troisième étape est la publication de ce numéro spécial du « Culture à chaud » consacré à l'ensemble de la démarche : l'Avenir de la culture en Wallonie picarde.

Rappelons enfin que cette initiative s'inscrit dans le cadre, et en complément, de la démarche prospective initiée par le Conseil de développement de la Wallonie picarde. Plusieurs points mis en évidence au long de la démarche ont été relayés auprès du Conseil afin d'être éventuellement intégrés au sein de son projet de région.

LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

La culture, dans son sens le plus large, englobe beaucoup de domaines différents : la musique, la danse, les arts plastiques, le théâtre, l'artisanat, les arts littéraires, Nous avons demandé à tous ceux qui s'y intéressent de près ou de loin, d'exprimer leurs avis, leurs craintes, leurs envies,

Leurs réactions ont constitué une des bases du travail de réflexion sur l'Avenir de la culture en Wallonie picarde (Wapi) lors des Assises du 16 juin.

Dans notre courrier, nous leur proposons quelques pistes afin de susciter les réactions :

1. Selon certains, le secteur culturel ne semble pas suffisamment se projeter dans l'avenir. Les perspectives d'action relèvent essentiellement du court terme, exceptionnellement du moyen terme, jamais du long terme. Les préoccupations de demain sont, en général, celles des finances et de l'emploi. Est-ce suffisant du point de vue des missions et de la fonction sociale de l'action culturelle sur l'évolution de la société? Comment les acteurs culturels voient-ils se développer cette culture dans les trente années à venir? D'autre part, quelle place l'évolution de la société laissera-t-elle à la culture? Et quelle culture? Enfin, y a-t-il une spécificité d'avenir pour la Wapi, ou n'y aurait-il pas d'avenir spécifique pour cette région par rapport aux autres?
2. Les artistes ont une fonction essentielle dans la société. Seront-ils compris, et soutenus, par les structures et institutions existantes? Si ce n'est pas le cas, faudra-t-il s'attendre à un renforcement de l'intervention du secteur privé avec la marchandisation de la production artistique? Au contraire, s'il y a renforcement du soutien par les réseaux publics (Ministère, Province, Communes, Centres culturels,...), n'y aura-t-il pas le risque d'une domination par les courants officiels, suivant les modes du temps et d'un nouvel académisme?
3. L'enseignement est en crise permanente. C'est un phénomène propre aux sociétés occidentales. On parle d'acculturation, de régression, et les mesures prises d'en haut semblent davantage s'attaquer aux effets qu'aux causes. Quels seront dans l'avenir les liens entre l'enseignement et la culture?
4. Le développement durable semble devenir prioritaire. Quelle influence le concept va-t-il avoir sur la culture? Le développement

durable et l'écologie auront-ils un impact particulier sur la culture dans notre région?

5. L'Éducation permanente assume pour mission essentielle de mieux intégrer le citoyen dans la société en lui donnant les outils utiles à la compréhension des phénomènes sociétaux. Qu'en sera-t-il dans l'avenir?
6. Comment la culture peut-elle aider la Wapi à relever les défis aussi importants que l'économie des ressources, la diminution des pollutions et contribuer à une meilleure solidarité mondiale? Y aura-t-il encore un accès à la culture pour tous?

Certains ont répondu directement à ces questions, tandis que d'autres ont partagé un avis plus large, spécifique à leurs activités respectives. Vous découvrirez leurs avis répartis tout au long des pages de ce Culture à chaud.

Les artistes, créateurs de la Wallonie picarde!

Un large appel a été lancé aux artistes régionaux* en leur demandant de s'exprimer à travers leur art sur l'avenir culturel de la Wallonie picarde. Toutes les idées ont été acceptées... de la création artistique à la présentation d'une œuvre déjà créée. Cette démarche devait être impérativement accompagnée d'un texte explicatif permettant de faire le lien entre leur réalisation et la thématique. Les artistes s'y sont donnés à cœur joie! De la plume, aux images animées, à la peinture en passant par le recyclage.

Nous vous laissons découvrir, quelques-unes des richesses artistiques qui s'activent et s'impliquent dans notre région dans les pages de votre Culture à chaud!

* Vous en saurez plus sur tous ces artistes en surfant sur notre site www.acho.be, rubrique «Artistes».



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> Sylvie Meyers | Arts plastiques | Lahamaide

Devenons «ECHO Logique»

L'ensemble culturel du Hainaut occidental, toujours Terre de Déserts ...

La Wallonie picarde, Terre des hortillonageuses et hortillonageurs.

Elle aimerait que ses poissons-bouteilles signalent «Hortillonage».

La Wallonie picarde, une identité de terre et de langue particulière.

Hortillonage: un nom neuf bien qu'ancien signalé par mes œuvres, bon marché et durables.

Les idées sont là.

Ce sont les petits ruisseaux qui font les grands océans.



« NOUS DEVONS FÉDÉRER NOS DIFFÉRENCES ! »

La table-ronde des politiques a réuni des personnalités dont l'engagement culturel n'est pas des moindres : Michel Guilbert (Ecolo), Serge Hustache (PS), Christian Leclercq (MR) et Jean-Jacques Vandembroucke (Cdh). Chacun apportait un peu de son expérience, que ce soit dans le domaine de l'Education permanente, de la gestion des Centres culturels, de l'organisation de festivals ou encore de l'implication dans la créativité et l'animation.



Ils ont d'abord réagi à la question portant sur l'évolution du secteur culturel et ce dans une perspective quasi historique. Pour Jean-Jacques Vandembroucke, il est clair que les enjeux culturels n'ont pratiquement pas de place dans les débats politiques au niveau fédéral. La communautarisation y étant, inévitablement, pour quelque chose. Michel Guilbert le rejoint, mais rappelle à quel point il s'est produit de changements depuis les années soixante. Les institutions culturelles ont pris une grande importance, surtout dans les villes, tandis que la ruralité est encore négligée. Face à un besoin de culture, on constate dans les campagnes un déficit de réponses pour des causes multiples et surtout financières. Peut-on parler de désert culturel malgré les associations présentes sur le terrain ? Appel lancé à l'ACHO qui devrait avoir une fonction d'observatoire avec comme objectif principal la création d'un maillage culturel. Selon notre interlocuteur, la culture élitiste de la Maison de la culture de Tournai accentue la fracture avec les publics défavorisés. Pour lui, c'est à la culture d'aller vers les gens et un travail de proximité doit être réalisé.

Pour Serge Hustache, les sujets périphériques à la culture ne manquent pas, à commencer par la dimension éthique de celle-ci. Des questions ne sont pas posées pour ne pas se découvrir vis-à-vis d'un électorat potentiel. Par contre, notre interlocuteur ne partage pas l'approche des deux premiers par rapport au Fédéral. Selon lui, les institutions culturelles ne manquent pas, mais elles sont menacées par les réalités linguistiques. Ce sentiment est renforcé depuis lors par l'actualité politique. Quant à la culture, populaire ou élitiste, ou prétendues comme telles, elles ont toutes deux leur nécessité et donc leur justification. Lui aussi regrette l'absence de maillage culturel utile, pour ne pas dire indispensable, à l'identification territoriale. Et justement, la pertinence territoriale, celle de la Wallonie picarde est encore en élaboration puisque la réalité actuelle est multiterritoriale. Un travail fédérateur à caractère culturel doit encore être accompli pour atteindre l'objectif de la pertinence territoriale.

Culture territoriale ?

Jean-Jacques Vandembroucke rejoint pleinement le principe de l'élaboration d'un maillage culturel mais en respectant les particularités et les différences existantes entre les populations. Justement, selon lui, les Centres culturels qui ne se contentent pas de faire de la diffusion participent à la construction de cette identification territoriale. Par contre, notre interlocuteur montre une prudence, voire une méfiance, envers un marquage identitaire à l'échelle de tout le territoire de la Wallonie picarde, car les gens ne s'y retrouveraient pas. Alors, pas de création d'événement fédérateur artificiel, mais plutôt conserver la carte bigarrée des différents événements, les lister, les diffuser, et ce dans une perspective de connaissance et d'échanges.

LA PAROLE VOUS EST DONNÉE !



> Poi Messiaen | Organisateur | Musicaround | Mouscron

Au fil des années, je constate dans d'autres provinces et régions que des projets musicaux importants apparaissent. Des projets musicaux où l'on sent une implication directe des députés permanents, de la ville et évidemment des artistes... qui n'attendent que ça !

Via « Musicaround » et le collectif « Kokalane », nous menons actuellement sur Mouscron une étude (état des lieux des groupes, public et structures) sur les musiques actuelles.

Je pense qu'il y a du travail à faire à la base dans chaque ville. Où en sommes nous avec les réseaux des musiques actuelles du H.O?...Nulle part quasi... pourtant des projets et objectifs il y en a : collaboration avec d'autres régions, collaboration et soutien entre organisateurs, groupes...

Christian Leclercq rejoint la question de l'identification à travers une proposition de communication culturelle plurielle qui émanerait, selon sa proposition, de la Maison du Tourisme. No Télé et la RTBF sont des partenaires de premier plan et il faudrait travailler dans ce sens. D'autre part, il propose un listage des événements susceptibles d'avoir un retentissement international et de faire le forcing nécessaire dans le domaine de l'information et de la promotion pour attirer des publics extérieurs. Evidemment, les freins ne manquent pas, à commencer par les aspects financiers, car la communication globale coûte cher, mais aussi à cause du manque de circulation de l'information mais aussi des idées entre les différentes communes. Il faut ajouter à cela une certaine résistance au mouvement de la part d'une partie de la population et, enfin, ne pas oublier le cloisonnement entre les secteurs culturels et touristiques. « Il faut casser les frontières administratives qui bouchent tout ». Décloisonner !

La discussion et les échanges se poursuivent autour de la dualité existante entre la perception territoriale globale, la seule à pouvoir être perçue de l'extérieur, et le respect des spécificités de terroirs. Pour Serge Hustache, la définition territoriale est essentielle pour le futur, tout autant que les spécificités évoquées qui sont autant de richesses. « Nous devons fédérer nos différences ».

Et si la spécificité commune était tout simplement le « parler », celui de la Wallonie picarde, ajoute Jean-Jacques Vandembroucke qui opte pour un projet touristique-culturel apportant une vision commune dans le cadre de l'établissement d'un projet de région.

« Il faut casser les frontières administratives qui bouchent tout »

Michel Guilbert rejoint les points de vue avec l'approche transversale des différents secteurs. Mais dans la foulée de cette transversalité se pose la question de l'action culturelle des Centres concernés, sachant qu'il n'y aura pas de nouveaux Centres culturels. Après tout, n'est-ce pas le rôle de ces institutions que de favoriser le regroupement des communes, d'aider les associations, de participer au développement culturel de la région, avec les bibliothèques, tout en jouant un rôle institutionnel.



L'union fait la force

La discussion se poursuit autour des choix à faire, sans doute en définissant des priorités, de façon à construire un projet de région qui aboutit à l'identification nécessaire pour faire le poids face à la Flandre, à Lille et à Bruxelles. Il faudrait dépasser l'institutionnel et transcender les réalités, autrement dit, retrouver un certain sens de l'utopie. Et justement, les institutions de tutelle (par exemple la Communauté française) contrôlent les projets et y introduisent des contraintes souvent limitatives, à la limite du dictat. Ce point de vue, avancé par Serge Hustache, peut être amendé, selon lui, par des mises en commun autour d'événements régionaux, trouver un consensus pour fédérer le patrimoine, le tourisme et la culture et finalement se mettre d'accord pour répartir les moyens tout en restant unis. En culture, là aussi, l'union décidément fait la force.

Christian Leclercq se montre déçu par le principe des Contrats-programmes qui donnent peu de moyens mais complexifient les initiatives, sans nécessairement assurer leur suivi. Pour lui, le Contrat-culture favorise le « One Shot », ce qui est tout le contraire d'un projet territorial qui ne peut se concevoir qu'en termes d'avenir.

Michel Guilbert revient au décloisonnement, avec la mise en place d'un outil légitime et démocratique, tandis que Jean-Jacques Vandembroucke s'interroge sur la nature de l'outil « légitime ». Le rôle des bénévoles apparaît ici comme primordial, puisqu'ils forment la « base » associative sans l'existence de laquelle « ... on irait au désastre » dicit Michel Guilbert. « Alors, fonctionnement de bouts de ficelles, apologie du système D ? » se demande le représentant Cdh qui, en bon cominois, peut parler de l'admiration que nous portent souvent les français pour notre capacité à faire beaucoup avec peu de moyens. D'autant plus que ce volontariat est favorable à la créativité et à l'emballage de l'investissement humain dans les projets, précise encore Serge Hustache en connaisseur du Pays des Collines.

En fin de discussion, Michel Guilbert s'interroge sur le changement de nom, et ce en termes de communication car cela créerait, selon lui, une certaine confusion au sein de la population du Hainaut occidental ou de la Wallonie picarde.

Et l'avenir dans tout cela ?

Quelle est la position du secteur économique quant au soutien éventuel de la culture au sein de la nouvelle structure IDETA - IEG ? Certains regrettent l'absence de politique culturelle liée au territoire, ce qui doit devenir un objectif. Pourquoi ne pas mettre en place au sein de la Communauté française une structure consacrée au milieu rural ? D'autre part, comment ne pas faire preuve de pessimisme face au manque de moyens de cette même institution. À ce sujet, certains évoquent les frontières institutionnelles qui séparent la Communauté française de la Région wallonne, et qui constituent autant de freins. Plus que jamais les décloisonnements doivent être à l'ordre du jour et s'imposer dans un avenir proche. Et puisque l'on parle de décloisonnement, cela doit aussi commencer au niveau des communes qui devraient mettre en synergies les aides et les outils de création afin d'aider les jeunes artistes et créateurs. Le besoin se fait de plus en plus sentir. De ce point de vue, la Maison Folie à Tournai répondait à ces demandes. Et l'on pourrait terminer en se disant qu'elle représentait une possibilité d'avenir, ou pour le moins de renouveau, et qu'elle fait déjà partie du passé.

Parmi les aides à la création culturelle avancées par Michel Guilbert, celui-ci se posait la question de savoir comment imaginer et concevoir des points de vente de productions culturelles, par exemple la vente de CD réalisés par des chanteurs non repris par les circuits commerciaux. *

● ● ● B. L.

* Notons que cela se fait au niveau du livre, puisque les librairies à Tournai, distribuent les productions littéraires régionales. Découvrez les interviews complètes sur <http://video.google.fr>, et entrez "Assises culturelles" dans le moteur de recherche.

LA MISE EN RÉSEAU, CONTRAT D'AVENIR ?



Henry Ingberg était, depuis 1996, Secrétaire général du Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, responsable de l'Enseignement, de la Culture et de l'Audiovisuel. Il avait accepté de nous recevoir afin de répondre à notre jeu «question-réponse».

Henry Ingberg propose une approche en réseau, sans ordre de priorité, mais en ciblant quelques éléments qui apparaissent comme des éléments clefs. En termes de bilan, depuis quelques décennies, le Hainaut occidental s'est inséré dans un courant participatif. Un rôle de polarisation est apparu, avec une idée de coordination à partir des agences culturelles. L'essentiel repose sur un substrat culturel duquel l'avenir dépend. Mais comment donner un «plus», quelque chose de supplémentaire ?

«Votre agence est une étape importante. On a constaté des fluctuations, et des décisions organisationnelles qui ne sont pas dans la continuité.» Ce qui explique les formules de coordination, avec la création d'un certain plan, mais aussi avec un côté à géométrie variable induisant des questions. C'est ainsi que l'on a connu des pôles culturels, des Contrats de Pays, et au-delà des aspects positifs, cela crée aussi un brouillard organisationnel.

«Ne manquons-nous pas de perspectives?» Se posent des questions de survie à travers la confrontation du quotidien. Une structure de coordination est donc essentielle. Mais, il faut faire

attention à la terminologie utilisée: «Vous voyez trop court ! Ce n'est pas plaisant à entendre. Par contre, si vous apportez quelque chose de plus général, alors il y a un rôle déterminant qui consiste à donner des idées, à donner de l'air.» Et il ajoute: «Comment renforcer la dynamique culturelle sans se montrer en concurrence avec ce qui existe?»

Comment renforcer la dynamique culturelle sans se montrer en concurrence avec ce qui existe ?

«Si l'on n'intègre pas l'émergence et la dynamique, c'est voué à la mort», on serait en présence d'une dichotomie. D'une part, si cela doit se traduire par l'invention d'une nouvelle structure dont la dimension serait plus évidente, on «commence à courir des risques d'inflation, et avec des contradictions.» L'action, par définition, est évolutive. Or, au lieu d'animer on stérilise.

Le Hainaut occidental, un exemple à suivre ?

«Vous avez mentionné la diversité européenne, Interreg est intéressant puisqu'il s'inscrit dans une dynamique transfrontalière. En Hainaut occidental, ces projets vont loin et ont pris une place importante. Certaines régions pourraient vous imiter, au sens positif du terme.» Henry Ingberg rappelle alors le rôle de No Télé

qui regroupe ses projets avec des initiatives flamandes, ainsi que celles qui sont issues du Nord de la France. C'est une ouverture passionnante révélant toute la richesse des communautés avec un côté multipolaire. Certains considèrent que la création d'implantations multipolaires est une erreur. Au contraire, pour notre interlocuteur, il faut développer une écologie intelligente de la pratique culturelle. Car si on se concentre sur un seul centre, on risque de déboucher sur une situation de sclérose. Mais d'autre part une accumulation de théâtres, comme c'est le cas à Bruxelles, débouche sur un étouffement mutuel.

Le concept de diversité culturelle est également évoqué, ainsi que celui de la mobilité culturelle. D'où l'importance et l'encouragement des initiatives comme la création de pôles d'activité et de festivals, entre autres. On trouve des gens qui cherchent à circuler, à bouger et la réponse se trouve dans la multiplicité et dans l'extraordinaire.

A propos du « danger d'être mangé par la métropole, la contrainte peut devenir un véritable atout. Tournai ne deviendra pas la banlieue lilloise, mais elle dispose de points d'accrochage comme la Piste aux espoirs et autres activités. »

Du point de vue politique, « on ne trouve plus qui que ce soit qui nierait l'importance de la culture... ». Il faut refuser le binôme « espace travail – dortoir », et pour cela il est essentiel de mettre en valeur les rencontres culturelles. « Le pôle culturel va au secours de l'étouffement provoqué par les métropoles, ... et redonne vie au centre des mégapoles. » L'ouverture des milieux économiques est soulignée, sachant l'importance du vedettariat. On préfère souvent un effet immédiat et spectaculaire qu'une approche plus riche, mais aussi plus discrète. « Je pense que le mécénat reste dans un état embryonnaire, sachant aussi qu'il y a des moyens moindres en Communauté française. » Mais le mécénat se manifeste autrement, par l'achat d'œuvres d'art forcément lié à la puissance de l'argent. C'est un phénomène qui se manifeste fort en Communauté flamande, une façon différente de montrer qu'on a les moyens. En résumé, on se trouve en présence d'une forme de réciprocité : l'économie a besoin de la culture, mais la culture a besoin de l'économie. Si on se trouve dans un désert économique, l'appel d'air nécessaire à la création et au mouvement des œuvres, ne se produit pas. Les parties sont liées.

Il faut une réflexion stratégique, en évolution permanente. Pour cela, il faut aussi que se réalise pleinement un binôme positif (synergétique) entre la culture et les pouvoirs locaux qui déboucherait sur la création d'un cycle vertueux, l'un poussant l'autre qui accompagne et soutient. Avec l'apport du mécénat, le binôme se fait trinôme et à ce sujet, il serait intéressant à comparer avec la dynamique flamande intégrant des aspects nationalistes qui se sont manifestés, notamment à Bruxelles. Ici, Henry Ingberg est radical : c'est un nœud catégorique par rapport à toute démarche, en Communauté française, se voulant nationaliste.

Et la Région wallonne ?

« J'ai des exemples positifs dans le domaine de l'Audiovisuel, grâce à la coopération active des Régions bruxelloise et wallonne sous la forme d'une aide économique à l'industrie du cinéma. » Notre interlocuteur cite l'expérience Wallingant et ajoute que « la Région wallonne a mis en place des incitatifs fiscaux et que l'on est dans un système dont les frontières ne sont pas étanches. » L'existence de cette porosité induit une dynamique certaine, par exemple en matière d'équipement, par la prise en charge de l'équipement de la RTBF, les Régions ayant contribué au financement des stations de Liège, Namur, Charleroi, ... Grand défenseur d'un Audiovisuel de qualité, pour le Secrétaire général, il faut plus que jamais que l'information soit vivante. Cette régression de l'étanchéité, il la constate aussi à travers les échanges qui se déroulent de plus en plus entre le monde de l'éducation et celui de la formation. C'est ainsi qu'il existe d'autres accords portant sur les interventions de

la Région wallonne dans le domaine de l'équipement des écoles techniques et professionnelles. Au-delà de ce constat d'évolution, la question de cofinancements avec la Région flamande est évoquée, avec la volonté de dépasser les écueils, par exemple les difficultés liées à Bruxelles. Dans un contexte européen, l'ouverture vers la Flandre est une réalité résumée en une formule lapidaire « ... on a besoin les uns des autres. »

Et la question des salles de spectacle ?

Henry Ingberg y voit le côté négatif de l'implication avec un côté « moi aussi je veux ma salle ». Pour lui, il faut amener le public à se déplacer, mais avec le constat que les initiatives dans le domaine du déplacement à caractère culturel sont exceptionnelles. On remplit des cars, voire des trains, pour un match de football ! Réaliser un train culturel, sur la base d'un événement, relève de l'exceptionnel, voire de l'impossible. Il y a donc inertie en matière de circulation entre les différents bassins culturels. En cette fin d'entretien, on en arrive à la notion de mobilité culturelle. Et de souligner l'importance de l'animation culturelle, notamment en milieu scolaire, à laquelle il faut consacrer du temps et de l'énergie, dans une démarche résolument volontaire. « Ce qui est passionnant, c'est que les gens viennent avec des propositions qui deviennent des incitatifs. Il faut du temps, des moyens, ne pas bricoler les interventions et avoir une ouverture à la fois physique et mentale. On fait cinquante écoles pour en avoir dix ! » Le nerf de la guerre est enfin évoqué : « La situation budgétaire est telle qu'il faut faire des choix, s'interroger sur les contenus des projets, sachant que l'enveloppe budgétaire consacrée à la relation école-culture est de 150.000€ ». »

Nous quittons le Secrétaire général sur le devenir des agences culturelles pour lesquelles nous avons senti de sa part bien plus que de la sympathie.

● ● ● B. L.

Découvrez l'interview complète sur <http://video.google.fr> et entrez "Assises culturelles" dans le moteur de recherche.



En cette semaine du 15 octobre, où nous bouclons les pages de notre numéro édition spéciale, la nouvelle du décès d'Henry Ingberg nous a particulièrement touchés. Nous garderons le souvenir ému de l'accueil courtois, mais surtout chaleureux, dont il avait fait preuve lors de notre passage dans son bureau le 11 juin. Et rien ne laissait supposer qu'il s'agissait d'un adieu.

Il n'était pas seulement pour nous la représentation idéale d'un « grand commis de l'état », mais aussi, plus simplement, quelqu'un de proche quant à la sensibilité locale. Car Henry Ingberg avait des attaches avec Tournai, par sa belle-famille, et il s'y était d'ailleurs marié à la fin des années soixante. Le souvenir conservé était celui d'un jeune homme à la fois réservé et doté d'une certaine prestance. On s'était perdu de vue, jusqu'à ce que les circonstances nous remettent, ici et là, en présence l'un de l'autre. Il est allé rejoindre Thérèse Mangot, celle que nous appelions la « mère fondatrice » de la Maison de la culture de Tournai et disparue, elle aussi, beaucoup trop tôt. Ils ont, désormais, l'éternité pour rêver d'un monde meilleur, grâce à la culture et à l'Education permanente. Et nous, modestement, il nous reste à poursuivre la route ouverte par ses passeurs qui ont donné du pouvoir à l'imagination.

● ● ● B. L. et l'équipe de l'Acho

La culture à la sauce échevinale

Seize échevins de la culture de Wallonie picarde répondent à deux questions concernant l'Avenir culturel de notre région.

Nous avons écumé les différentes communes de Wallonie picarde afin de récolter les propos des vingt-trois échevins de la culture. Seize d'entre eux ont collaboré à notre démarche et pour des raisons qui leur sont propres, sept n'ont pas répondu.

Deux questions au menu : « Quel est le principal enjeu de l'avenir culturel pour la région dans les vingt années à venir ? (1) » et « Comment voyez-vous l'avenir culturel ? (2) ».

Chaque commune a des préoccupations particulières liées à la spécificité de son territoire et leurs élus, issus de différents partis politiques démocratiques, ont des points de vue divergents.

Malgré ces différences, les commentaires recueillis sont riches : parfois bien différents, souvent similaires !

Beloeil Bastien Marlot | MR

(1) Une région sans culture, c'est une région sans rencontre, sans échange, sans échappatoire au stress de la vie quotidienne, sans ouverture d'esprit.

C'est une région qui ne vit pas. La culture c'est avant tout un état d'esprit, un environnement qui permet à chacun de s'épanouir. L'enjeu pour les vingt ans à venir, c'est donc de développer encore plus notre région et ainsi émanciper ses habitants en leur donnant accès à une culture de qualité et de proximité. La culture est un aspect essentiel dans l'épanouissement d'une personne.

(2) J'envisage l'avenir culturel d'une manière optimiste à condition de prendre conscience que l'on s'inscrit dans une réflexion globale, en tenant compte de l'ensemble des acteurs et d'un thème qui paraît essentiel, le développement durable. À Beloeil, nous encourageons très tôt le développement culturel, nous invitons les enfants dès l'école maternelle à venir au Centre culturel pour des spectacles « Théâtre-chansons » à l'école. Nous espérons ainsi leur donner l'envie d'y revenir plus tard avec leurs parents. Chaque tranche d'âge se retrouve dans des activités diverses et adaptées. Nous encourageons les associations locales en mettant à leur disposition du matériel, des locaux, ... Il y a un véritable partenariat avec les associations de l'entité. Je suis confiant en l'avenir : notre devise à Beloeil n'est-elle pas « En route vers l'évasion, plus haut, plus loin et avec tout le monde ! ».

Brugelotte Magali Brotcorne Cdh

(1) Un facteur important reste le facteur financier. D'une part, nous

avons besoin de moyens pour assurer la logistique, la recherche d'artistes, la création d'espaces culturels. D'autre part, pour que la culture soit accessible, il faut pouvoir offrir cet art à un prix abordable.

(2) On essaye de valoriser le patrimoine de l'entité. On a plusieurs sites intéressants. Cela fait partie aussi de notre culture. Un souhait serait de créer des synergies entre les différentes instances culturelles locales et régionales. Favoriser les contacts entre les artistes eux-mêmes, les débutants et les plus expérimentés, ce serait plus enrichissant.

Celles Véronique Durenne | MR

(1) Il faudrait aider le milieu rural à poursuivre ses activités, ses actions culturelles, en ayant recours peut-être aux Centres culturels pour l'aider au niveau financier, au niveau administratif. Il faudrait que la culture ne soit plus isolée c'est-à-dire qu'il y ait d'autres branches qui puissent intervenir, travailler par exemple, avec la santé, l'environnement ; qu'il y ait des interfaces entre ses différentes branches qui ne communiquent pas vraiment entre elles.

(2) Il faudrait aider les associations bénévoles qui existent car elles sont là tous les jours au niveau de la vie rurale et de la vie urbaine. Il faudrait pour ces associations que l'administration soit plus légère. Par exemple, si l'on prend le coût de la SABAM. Il faudrait arriver à diminuer ce coût car l'on fait fuir certains organisateurs. Peut-être aussi une meilleure communication. Il faudrait des rencontres entre différents acteurs, car la culture est présente partout, que ce soit au niveau des écoles, au niveau des CPAS, ou dans le travail au quotidien. Et là, il y a un manque réel de communication.

Chièvres Paulette Duvivier | PS

(1) Au niveau de la Belgique, si l'on compare avec d'autres pays, les subsides ne sont quand même pas énormes. On nous laisse nous débrouiller localement. Alors évidemment, les communes qui ont de l'argent misent sur la culture ; les autres font ce qu'elles peuvent, comme nous. Et il faut bien reconnaître que le budget de la Commune pour la culture est très minime. La culture ne passe pas comme première priorité.

(2) La culture doit rester, à mon avis, à la portée de tous. On ne doit pas commencer à faire des spectacles qui coûtent horriblement chers et qui seraient la cause d'une exclusion sociale. Je profite de l'occasion pour lancer un grand appel aux politiques parce que dans des petites entités comme les nôtres, la culture est active grâce à un bénévolat énorme. Et s'il n'y a pas de bénévoles, il n'y a pas de culture.

Comines-Warneton Jean-Jacques Vandenbroucke Cdh

(1) J'ai envie de retenir la nécessité de nous fédérer sur un territoire qui doit encore être défini de manière pertinente. Si on pense à un projet commun en matière de culture, en estimant que c'est un enjeu fondamental pas seulement pour le plaisir de faire de la culture, mais aussi comme un enjeu économique important, à ce moment là, il faut trouver la structure où le faire. Pour le moment, on ne l'a

pas encore trouvée donc c'est très important d'essayer d'établir cette structure qui soit démocratique afin de fédérer les gens autour d'un projet et sur un territoire. Concrètement, l'élément fédérateur ne doit pas être un nouveau produit culturel que l'on aurait inventé ensemble pour identifier un territoire. Il faut plutôt lister tout ce qui se passe avec les gens. C'est important que ce soit ceux-ci qui fassent remonter leurs activités culturelles, leur volonté de faire de la culture ensemble et à partir de ces projets-là. Il faut booster ce qui doit l'être sur un territoire donné plutôt que de créer de manière artificielle quelque chose qui se superposerait à l'immensité de la richesse culturelle de cette région.

(2) Ce que je redouterais à priori, ce serait qu'on n'intègre pas certains facteurs qui sont aujourd'hui menaçants. Une simple modification de la législation fiscale peut par exemple apporter des flux de population sur notre territoire qui ne seraient pas forcément intégrés et qui ne se retrouveraient pas dans une identité Hainaut occidental ou Wallonie picarde. Par exemple les deux millions de français de la grande métropole du Nord qui choisissent de vivre en Belgique. Il faut pouvoir intégrer cette population, lui donner le goût de s'impliquer, de s'intégrer et de s'identifier à la région où elle s'installe. D'autant plus que dans les communes frontalières, les gens qui aujourd'hui s'installent considèrent avant tout que cette ville est une ville dortoir qui n'est pas ressentie comme un lieu de vie.

Enghien Josiane Gillaer | Écolo

(1) L'enjeu principal pour les années à venir, c'est surtout une accessibilité plus large à tous citoyens à la culture. La culture, cela s'apprend, cela s'entretient. On pourrait faire un plus gros effort au niveau de l'enseignement. Dès le plus jeune âge, permettre à l'enfant d'être à la découverte du monde culturel, pouvoir s'exprimer aussi, pouvoir communiquer parce que de tout temps la culture a été un outil de communication.

(2) L'avenir culturel, c'est l'accessibilité. Tout le monde n'a pas accès à la culture. Tout le monde, «soit disant», ne s'intéresse pas à la culture. C'est une erreur. Tout citoyen a envie de pouvoir faire profiter de la richesse qu'il a à l'intérieur de lui-même; cela fait partie de son potentiel culturel. En plus, nous avons la chance d'avoir dans notre région une muticulturalité assez développée. Ce serait intéressant de pouvoir utiliser ce potentiel.

Estaimpuis Daniel Senesael, Député-Bourgmestre | PS

(1) La culture est indispensable à la santé et à l'épanouissement d'une région. C'est par elle qu'une société, forte de ses coutumes et traditions se reconnaît et se réalise pleinement. Défendre l'identité culturelle de la Wallonie picarde, c'est promouvoir les Arts, les Sciences et les Lettres de notre région. Dans nos sociétés contemporaines, les dimensions de la culture, de l'économie, de l'enseignement et de la pensée ne peuvent être séparées. La culture n'est pas uniquement une occupation publique génératrice de dépenses supplémentaires; elle prend une part croissante dans l'économie, où elle dispose d'un important potentiel de croissance porteur d'éléments de créativité, d'innovation et de production bénéfiques pour les économies locales et régionales. C'est pourquoi, il faudra intéresser les pouvoirs à tous les niveaux: Communautés, Régions, Provinces et Communes au rôle fondamental de la culture.

(2) Dans la mouvance de la mondialisation, la défense de notre identité culturelle est un enjeu fondamental. C'est pourquoi, il semble indispensable que chaque commune de Wallonie picarde s'engage comme Estaimpuis, à inscrire la culture comme composante à part entière de son projet d'avenir. Notre commune entend d'une part affirmer la culture comme facteur d'épanouissement individuel et de développement local et d'autre part, participer à la démocratisation de celle-ci. Et ce, notamment en créant une équipe et un espace à vocation culturelle, en soutenant les associations locales, en développant des projets popularisant la mémoire locale et en mettant à disposition des citoyens, une offre culturelle de proximité apte à répondre à leurs besoins et attentes. Contribuer à la création artistique en Wallonie et à son rayonnement culturel en tenant compte des nouveaux enjeux du XXI^e est donc l'un des chantiers de demain.

Flobecq Véronique Kesteloot | PS

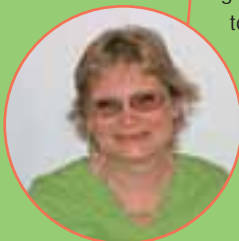
(1) La Wallonie picarde doit continuer à affirmer une identité culturelle forte à travers les outils institutionnels traditionnels que sont les grands Centres culturels sans oublier de renforcer l'action de proximité des plus petits centres et celle du tissu associatif. Certes, les centres urbains ont leur importance mais des actions culturelles fortes en milieu rural et semi-rural ont également leur importance. Plus que jamais, il faut se tourner vers les régions proches de Lille-Métropole et de Flandre, faire connaître chez eux nos talents et accueillir chez nous les leurs. La mixité culturelle doit devenir un atout car c'est par ces accents que la culture sera aussi un facteur de développement économique.

(2) Sur un plan plus régional, il faut redonner toute sa force au Centre culturel du Pays des Collines en s'adaptant aux réalités du territoire. Il faut plus que jamais coordonner pour que chaque région, sous région, développe des programmes diversifiés visant à se compléter plutôt qu'à reproduire partout les mêmes offres. C'est cette diversité et ces différences qui renforceront l'ensemble de l'offre de la région. Ici, encourager le théâtre au château, là, soutenir les arts plastiques. Je crois en un avenir culturel qui doit donner de notre région une image dynamique et contribuer à intensifier l'offre pour une population de plus en plus en mutation.

Frasnes-lez-Anvaing Jacques Dupire | MR

(1) L'enjeu sera surtout dépendant des moyens financiers qu'on voudra y mettre. S'il n'y a pas de moyens financiers, il sera difficile de concrétiser les projets. Il faut également établir une certaine cohérence au niveau de la région, une collaboration entre tous les acteurs culturels de la région pour parler d'une même voix. Et lorsque l'un ou l'autre émet un projet, qu'il n'y ait pas de projets qui le contrecarrent par ailleurs.

(2) L'avenir culturel sur le plan pratique dans nos régions dépend de différentes personnes. Il ne faut pas négliger les associations parce que la culture dans notre région rurale dépend aussi des associations qui sont souvent très dynamiques et qui doivent être aidées que ce soit sur le plan logistique ou financier. Il dépend aussi de nos artistes qui sont parfois fort méconnus ou insuffisamment aidés. Nous devons collaborer à promouvoir nos artistes régionaux. Et puis finalement, il faut aussi des outils culturels pour pouvoir assurer la promotion de nos artistes et permettre à nos associations de s'exprimer.





Lessines Pascal Delbecq | PS

(1) L'objectif futur sera de finaliser l'implantation du Centre culturel au sein même du site de l'Hôpital Notre-Dame de la Rose et de réaliser le mariage harmonieux de ces deux grandes institutions. Ce projet devra déborder sur la Ville et ses environs et constituer un facteur de développement. Parallèlement à cela, nous avons des projets de développement urbanistique du centre ville qui vont s'articuler autour de cet ensemble et donc de façon assez intéressante, un grand projet culturel deviendrait alors le pivot d'un développement urbain. Il faudra maintenir un certain équilibre entre les différentes activités pour éviter que le projet « Hôpital » n'avalent toute la politique culturelle de la Ville. Nous commençons à développer des partenariats avec des communes voisines de la Wallonie picarde mais aussi avec des communes situées de l'autre côté de la frontière linguistique. Ces activités sont extrêmement fructueuses et devront être approfondies.

(2) À Lessines, quitte à passer pour un optimiste béat, l'avenir me semble radieux. En effet, le Centre culturel dispose d'un personnel dynamique, compétent et travailleur. À l'inverse de ce qui était en cours lors de la législature précédente, l'actuelle majorité souhaite travailler dans un esprit positif et renforcer ce dynamisme. Dans un tel climat, la politique culturelle ne pourra que se développer favorablement. Également échevin de l'enseignement, je souhaiterais encore accentuer les partenariats entre le Centre culturel, les écoles et les bibliothèques.

Leuze-en-Hainaut Willy Hourez | MR

(1) Leuze est une ville qui est fréquentée par beaucoup d'étudiants, par beaucoup de jeunes. Un des soucis dans le développement de la politique culturelle dans les prochaines années sera une politique qui sera essentiellement axée sur ceux-ci. C'est extrêmement important au début du XX^e siècle de développer une politique qui est un peu en marge de la consommation culturelle fort superficielle des jeunes. Surtout, leur donner le goût de la culture, le goût de la participation à la culture et essayer qu'ils ne soient plus de simples consommateurs culturels. La culture à Leuze devra s'inscrire dans un cadre de développement touristique, culturel et économique. Tout est lié. On se plaint aussi qu'il n'y ait pas de pôle central économique au niveau Horeca qui attire les gens ne fut-ce qu'après un spectacle. Tout cela va devoir s'inscrire dans une volonté commune de développement à la fois culturel, touristique et économique.



(2) L'avenir culturel, ici à Leuze, sera un peu comme partout ailleurs. Ce sera un avenir multiculturel. Il faudra de plus en plus travailler avec d'autres communes, avec d'autres Centres culturels. C'est l'avenir!

Mouscron Michel Franceus | Cdh

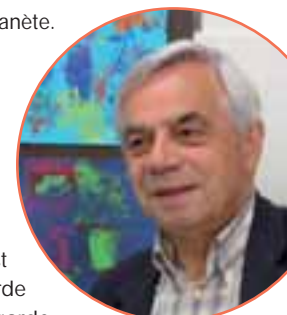
(1) Je ne peux pas répondre pour la région, mais bien pour Mouscron en disant que nous mettons l'accent sur le transfrontalier avec la Virgule, avec des collaborations avec des villes voisines comme Tourcoing et Wattrelos. Pour le reste, le soutien aux associations culturelles et autres est aussi une de nos priorités. Nous avons la chance d'avoir un tissu



associatif très fort, très compact, très divers. C'est une chance pour la Ville et nous y tenons.

(2) L'avenir culturel n'est pas différent de l'avenir tout court. Tous ceux qui travaillent dans le domaine de la culture savent que c'est tellement vaste que l'on peut tout y mettre et donc il faut affiner le propos. Je parle plutôt des affaires culturelles que de la culture. Les affaires culturelles consistent à ouvrir le plus grand nombre non seulement aux Beaux-arts mais aussi à la réflexion sur tout ce que les gens vivent, sur l'actualité, sur leurs conditions de vie et éventuellement même sur l'avenir de la planète. Tout cela constitue le culturel en général.

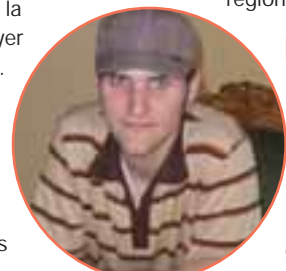
Péruwelz Pierre Dupriez Alliance communale



(1) Nous vivons dans une région, dans un pays, dans une société où la fracture économique est quand même très importante. Si on y regarde bien, cette fracture est sociale, si on y regarde encore plus, elle est vraiment culturelle. Ce qui veut dire que beaucoup de gens, ceux qui sont en dehors bien sûr, et même ceux qui sont dans le système, sont toujours en train de se demander mais quel est le sens? Pourquoi? Je dirais que la culture c'est essentiellement ce qui donne du sens. Pour nous, l'avenir culturel, c'est redonner un peu de ce sens aux gens et permettre de l'exprimer. Ils retrouvent confiance en eux et peuvent se réinsérer dans un circuit social, dans un circuit économique et à leur manière, de façon très modeste, ils contribuent un peu, peut-être, à redonner du sens à cette société.

(2) Il est important qu'une commune redonne un lieu dans lequel on puisse favoriser cette expression, cet accès à la culture. L'avenir culturel ne concerne pas qu'une commune bien entendu, ça concerne une région, on parle beaucoup de territoires, le territoire est transfrontalier. C'est vraiment tout le territoire dans lequel nous sommes qui doit définir la limite nouvelle de cette culture, de cette recherche de sens. Et tous les gens qui partageront avec nous cette quête de sens sont des gens qui se retrouveront dans le même territoire culturel. Les responsables de la Ville de Péruwelz, les responsables régionaux sont tous motivés pour pousser, pour encourager ce développement culturel qui est une des conditions du développement social et de l'avenir de la région et même de la société.

Rumes Sébastien Defontaine | Intérêts Communaux



(1) L'enjeu principal est surtout une accessibilité de tous à la culture. Certaines personnes n'ont pas accès à la culture mais ont également du mal à y rentrer parce qu'ils ne la comprennent pas. Il ne faut pas seulement la rendre accessible, il faut aussi la vulgariser, expliquer les projets, expliquer les finalités des spectacles. C'est dans ce sens qu'il faudrait peut-être plus travailler. Les écoles, l'enseignement, c'est primordial. Mais l'enseignement ne donne pas assez de chance à la culture. On est vraiment imbriqué dans des cours généraux (mathématique, français, ...). Les professeurs et le programme ne donnent pas le goût de la lecture aux jeunes. Ils proposent directement les grands classiques de bouquins. Il faudrait proposer n'importe quel bouquin à lire pour donner l'envie de lire et puis après se diriger vers quelque chose de plus pointu. L'enjeu principal, c'est une accessibilité à tous pour obtenir une pérennité de la culture au niveau de la région, au niveau de la Belgique et même à une plus grande échelle.



(2) Il faut le voir en deux axes. Il y a tout d'abord un très grand investissement de beaucoup d'associations qui font un travail formidable. Mais le gros problème c'est qu'il faut toujours de l'argent pour créer de nouveaux projets, pour proposer des choses nouvelles et intéressantes. Il faudrait du point de vue des politiques, au plus haut niveau, favoriser le financement des projets culturels, les suivre de plus près et les financer de manière beaucoup plus conséquente. Dans un deuxième temps, on arrive avec des personnes qui n'ont plus accès à la culture ou qui pensent avoir accès à la culture par le biais de la télévision. C'est un petit peu la mort de la culture parce que les gens restent devant leur télé, ils attendent que l'information leur parvienne sans aucune recherche et sans aucune investigation. Chacun a sa propre définition de la culture. La télé peut être un très bon moyen de communication pour tous les événements culturels, pour parler de la culture en général mais il faut aussi se méfier car les émissions culturelles intéressantes passent généralement en soirée ou très tard. Et les gens ne les regardent pas.

Silly

Christian Leclercq | MR

(1) Il faut créer un axe culture-économie-tourisme.

La culture crée des emplois et a un lien direct avec le tourisme. Il n'y a pas assez de politiques touristiques basées sur la culture. Et donc, il faut pour dans les vingt années à venir, que l'on développe d'une part, cet axe tourisme-culture qui a un lien direct avec l'économie et d'autre part également,

les synergies entre les événements d'une région. Notre région a un potentiel extraordinaire et il n'y a pas toujours de reliance entre les uns et les autres. Je verrais d'un très bon œil que les activités de Silly soient diffusées d'une manière beaucoup plus large sur Tournai et sur Mouscron. Et inversement, Mouscron et Tournai pourraient bénéficier de l'autre côté du Hainaut occidental.

(2) L'avenir culturel, je le vois avec certaines réserves puisque la culture manque de financements. La culture manque foncièrement d'argent et si on n'investit pas, elle ne pourra pas se développer. Par conséquent, il va falloir accentuer les partenariats avec le privé et peut-être moins saupoudrer toute une série de moyens. On aide beaucoup de choses et donc il faut un certain moment sérier les aides que l'on donne de manière peut-être à créer beaucoup plus

de synergies, de développer des thématiques et un certain nombre d'axes prioritaires qui permettent la vie d'une culture à plus long terme. Il faut également réinvestir dans l'infrastructure culturelle parce que c'est durable. Cela doit être des lieux d'exposition, des Centres culturels avec des salles de spectacle qui vont permettre un véritable développement dans les zones rurales où l'on sait que l'offre culturelle est moins grande. Par conséquent, on sait qu'il faut lui donner des lieux, une assise pour qu'elle permette de toucher un maximum de public et à beaucoup plus long terme, on met trop d'argent dans des 'one-shot', dans des événements d'un jour.

Tournai

Yves De Greef | Cdh



(1) Le principal enjeu culturel dans le cadre de l'avenir de notre région, c'est bien évidemment celui de la prise de conscience et du développement de notre identité culturelle «Wallonie picarde». D'Enghien à Comines, en passant par Ath, Tournai et Mouscron, nous constituons une entité politique qui veut, qui peut, qui doit s'appuyer sur une identité culturelle que nous appelons Wallonie picarde. Sommes-nous prêts à cela? En avons-nous la volonté? Le désir? Le plaisir?

Une mobilisation non seulement des Politiques mais aussi de tous les acteurs culturels est essentielle. Le citoyen, les associations, les Centres et organisations culturelles et d'Education permanente seront les acteurs qui le réaliseront. Le rôle du Politique est d'assurer et de porter cette mobilisation.

(2) L'avenir culturel n'existe pas parce qu'il faut encore l'inventer. Permettez-moi de rappeler cette parole de Max Bastin sous forme de boutade: «Demain il fera jour, camarade!»

● ● ● L'équipe de l'ACHO

Découvrez les interviews complètes sur <http://video.google.fr> et entrez "Assises culturelles" dans le moteur de recherche.



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> Dorothee Van Hona | Iconographe | Pecq

L'icône et l'avenir culturel de la Wallonie picarde

«Pour que chacun puisse trouver dans l'art, un peu de bonheur, de joie du regard, il est utile de proposer diverses catégories d'oeuvres pour répondre ainsi à la personnalité de chaque individu.

L'icône existe depuis déjà plusieurs siècles, il est donc important de continuer à la faire vivre. Elle fait appel à la technique de la tempéra, une technique très ancienne qui toujours pourra exister car elle utilise des "matériaux simples" que l'on peut se procurer facilement. Même si les fabricants pour raisons économiques ou autres fermaient leurs portes, tout artiste serait capable, avec de la patience, de fabriquer ses pigments. La technique de la tempéra est la base de beaucoup de peintures actuelles, peintures à l'huile, à l'aquarelle par exemple. Mais c'est une technique longue à maîtriser qui se transmet de "maître en maître" et l'abandonner serait perdre tout un art si difficilement acquis.

Il ne faut pas non plus oublier que l'icône porte au monde un message chrétien, la chrétienté existe depuis plus de deux mille ans et apporte un soutien, une qualité de vie, une aide spirituelle pour certaines personnes. Donner au monde la possibilité de s'ouvrir un chemin, une aide vers la foi, vers Dieu est tout aussi vital que de manger une nourriture terrestre car la foi nourriture céleste. Et l'icône apporte une part de nourriture céleste.»



TABLE-RONDE « ORGANISATEURS-LIEUX »

14 mai



Cette table-ronde a réuni des personnes venant d'univers différents et aux préoccupations diverses, mais dans l'ensemble les réflexions ont convergé vers les mêmes inquiétudes portant, notamment, sur la question des locaux. En accord avec la procédure déterminée, nous sommes partis de l'état actuel des choses incluant ainsi une part de l'histoire de la vie culturelle dans la région.

« La Guelière » est un peu l'héritière de l'expérience menée par le Théâtre Thernésium, dès la fin des années soixante, qui s'inscrivait dans cette « ville morte » qu'était Tournai à l'époque. Depuis lors, que de chemin parcouru avec pas un seul jour sans qu'il ne se passe quelque chose dans le domaine culturel. La petite salle pouvant accueillir trente spectateurs est en adéquation avec la demande et l'esprit des représentations.

L'espace d'exposition « L'Art est création », est une expérience récente, reposant sur la présence d'un lieu agréable pour la présentation d'œuvres d'art. Pour les organisateurs, les conseils prodigués par l'ACHO ont été profitables sur bien des points : relationnels, conceptuels et pratiques.

A l'opposé de ces deux exemples, « Etin-Celles » ne dispose pas d'un lieu d'accueil permanent. Cette association, dont l'objet est l'animation socioculturelle et l'organisation d'ateliers créatifs, constitue une réponse au fait que l'entité rurale de Celles n'est rattachée à aucun Centre culturel. Il faut donc investir des lieux privés, ce qui donne de très bons résultats du point de vue humain, mais n'est pas toujours des plus simple du point de vue organisationnel. Cette mouvance est d'autant plus difficile à gérer que l'entité est vaste, mais heureusement l'expérience acquise neutralise les difficultés. Cela a un prix qui se calcule en termes de temps et d'énergie, l'association étant gérée par des bénévoles. La question du soutien se pose, surtout par rapport à l'avenir.

Pour « Tournai Prog Event », association dont l'objet est la promotion et l'organisation de concerts de musique progressive, la question des locaux se pose en fonction des concerts. Les manifestations intimistes ne posent pas de difficultés particulières, tandis que les organisations plus lourdes ne trouvent pas facilement une réponse à Tournai, tant pour des questions de budget que de planification à long terme. La décentralisation à Antoing, au Foyer socioculturel, constitue une des solutions actuelles.

Si Paule Mauroy représente le Gîte rural « La Petite maison d'Aldegonde », à Stambruges, c'est aussi la conteuse bénévole qui est présente. En tant que tel, elle investit des lieux à vocation culturelle, mais aussi des lieux insolites, en ville ou à la campagne. La question des locaux ne se pose donc pas pour elle.

Pour « Mont-Marche », la question d'un local n'est pas prioritaire, le spectacle étant offert par nos paysages, que ce soit les chemins de halage, la marche des Jonquilles ou encore celle du Mont-St-Aubert. C'est plutôt en termes d'organisation que les difficultés abondent. La préparation d'une marche quelque peu intéressante passe par l'obtention de nombreuses autorisations de la part du Ministère de l'Équipement et du Transport (MET), des Voies navigables, des communes et, quand même, des responsables de salles, puisqu'il faut bien disposer d'un lieu d'accueil. On peut parler de lourdeur administrative. A ce propos, la question d'une salle des associations se pose, car les places sont rares et chères. Si comparaison n'est pas raison, il faut bien admettre qu'aller voir ailleurs est des plus utiles. C'est ainsi qu'en France, les associations peuvent disposer d'une salle gratuite une fois par an.

Et dans les vingt ans à venir ?

Quelques orientations sont proposées quant au rôle des Centres culturels en milieu rural, à la place de l'énergie dans la gestion des lieux, aux déplacements, aux subsides, etc.

Il semble qu'il y ait de plus en plus d'investissement dans des lieux dont la vocation première n'est pas la culture. Dans ce cas, la question qui se pose est celle des infrastructures peu ou pas adaptées. Pourtant, c'est une façon de mettre en évidence le patrimoine de la région et les expériences devraient se multiplier. C'est ainsi que l'événement « Le déjeuner sur l'herbe » a lieu à la Pommeraie, qui est un centre pour personnes handicapées. Cette mixité semble promise à un bel avenir, et l'on évoque des mariages « santé mentale-culture, environnement-culture, ... ». Il serait utile de faire un état des lieux des potentialités existantes dans notre Wallonie Picarde.

Quant aux Centres culturels, si leur nombre a doublé au cours des vingt dernières années, il n'en sera pas de même dans le futur puisqu'il existe un moratoire sur la création de nouveaux. Le présent et l'avenir reposent sur l'obtention et le renforcement des maillages entre les communes, sur les fusions possibles et l'organisation des collaborations. Précisons encore que les Centres culturels ont dans leurs missions la gestion des lieux à vocation culturelle (référence au pacte culturel). Il faut donc œuvrer à redonner vie à ce qui existe, tout en se préoccupant des aspects infrastructurels, de l'acoustique aux économies d'énergie en passant par les aspects purement techniques.

Il faut sortir d'un problème récurrent qui est la centralisation des activités culturelles sur le pôle de Tournai et qui constitue une discrimination, pour le moins implicite, par rapport au monde rural. Justement, les «maisons de village», perçues par certains comme un projet passe-partout de rénovation rurale, ne sont pas conçues dans le sens d'une application culturelle. Les problèmes d'infrastructures risquent de s'y poser face à des utilisations polyvalentes.



Investir
dans l'humain
plutôt que
dans la brique

En plus, elles sont aménagées pour accueillir une cinquantaine de personnes. D'une certaine façon, on peut dire qu'on multiplie les salles mais sans se poser la question de leur destination. L'étude de terrain serait préférable à l'étude de marché!

Par rapport à la polyvalence, celle-ci est obligatoire dans les Centres culturels, ce qui pose aussi des problèmes: une bonne salle de spectacle n'est pas nécessairement une bonne salle de concert. D'autre part, comme on l'a évoqué, les réservations se font un an à l'avance et la gratuité est rare.

Décloisonnement et synergies

Le clivage entre Communauté française et Région wallonne n'est pas fait pour faciliter les choses. Par exemple, une activité liée à l'environnement ne recevra pas de soutien. Il faut decloisonner, et les politiques menées doivent être plus souples. A ce propos, le monde politique manque souvent de conviction par rapport aux enjeux culturels, et encore moins quand il s'agit de projections à long terme.

Finalement, l'intervention du privé en matière de lieux d'exposition et de rencontres, constitue une alternative, à condition de trouver les subsides de base nécessaires à la pérennité du projet.

Plus que jamais il faudra trouver des formules originales basées sur la mixité «public-privé». D'autre part, l'évolution du coût de l'énergie pourrait mener à une recentralisation des activités culturelles en milieu rural, avec un retour souhaitable vers un sens collectif, dans l'esprit des premiers moments de la mouvance culturelle issue des années soixante.

Si le pessimisme est loin d'être de rigueur en ce qui concerne l'évolution des lieux de culture, il n'en est pas de même pour les petits musées, condamnés, affirment certains, à disparaître par manque de bénévoles. La crise du bénévolat prend ici sa signification la plus critique. Des questions doivent se poser en termes d'utilité, d'ancrage et de regroupements. L'enjeu de ces petits musées étant, évidemment, la sauvegarde du patrimoine. Investir dans l'humain plutôt que dans la brique! Mais quand est-il de l'intérêt du public alors que tant de choses peuvent être acquises, virtuellement, par le biais d'Internet. C'est une allusion aux visites «virtuelles» des plus grands musées, sachant que rien ne remplace la vision directe. Finalement, si on veut pérenniser ces petits musées, il faut agir dans le sens d'une plus grande information. Enfin, pour certains, les subsides créent des obligations incompatibles avec la liberté de l'organisateur. C'est un vaste débat!

Enfin, pour clôturer cette projection dans l'avenir, il faut bien admettre que jamais la culture n'a été aussi bien servie, avec, notamment, une professionnalisation du secteur. Mais rien n'étant acquis à l'homme, il est probable que les budgets s'orienteront vers d'autres priorités comme l'enseignement, l'environnement, le développement durable, ... avec, qui sait, un retour au bénévolat. Ainsi vont les boucles de l'histoire.

● ● ● B. L.

> John Bulteel Graveur et sculpteur | Comines

L'argent prime et primera toujours. L'art n'intéresse que peu de personnes et est considéré comme superflu. Il faut surtout s'ouvrir vers la France toute proche.

N'y aura-t-il pas le risque d'une domination par les courants officiels, suivant les modes du temps et d'un nouvel académisme? C'est déjà le cas maintenant.

> Catherine Laugier Peintre | Brunehaut

Ayons une pensée pour tous ces artistes, qui ne peuvent s'exposer faute de moyens personnels... Rappelons le prix d'un vernissage et cartons d'invitation pour une semaine qui culmine dans les sommets enneigés de nos galeries lointaines... 500€ et souvent bien plus!

> Serge Tranchant Privé | Tournai

On a, quelques années après la dernière guerre, développé la culture en créant les Maisons de la culture et ce fut une excellente chose. Mais, avec le temps, on se rend compte que ce sont surtout les personnes du troisième âge qui ont consommé sans modération tout ce qui leur était proposé. Depuis 1970, je vois l'âge moyen du spectateur de plus en plus élevé. La relève ne semble que peu assurée. La culture générale chez beaucoup de jeunes, paradoxalement, tend maintenant vers zéro. Y a-t-il eu surconsommation, indigestion et... rejet? Les écoles ont-elles joué leur rôle qui doit être complémentaire de celui des parents? Les parents s'occupent-ils encore de l'aspect culturel dans l'éducation des enfants ou sombrent-ils eux aussi dans la facilité?

Je me permets une boutade à propos du théâtre actuel: certaines pièces de théâtre sont à ce point hermétiques que j'ai l'habitude de dire en sortant: «cela devait être très bien, car je n'ai pas compris le message de l'auteur!» Or, ce sont souvent ces pièces dont on discute au sein des établissements scolaires. Molière, Racine, Hugo, Ionesco tombent peu à peu dans l'oubli.

Il y a deux dangers au sein de la culture: l'élitisme et le crétinisme. À nous de choisir le juste milieu. Aux responsables des maisons culturelles de naviguer entre ces deux extrêmes. Heureusement, les programmes présentés par les maisons culturelles régionales sont encore de qualité. Même si à Tournai par rapport à Ath ou Mouscron, le rire se fait rare. La culture peut aussi être source de joie, les sujets graves (la mort, le viol, le racisme, la misère) semblent considérés comme les seuls maîtres mots des pièces actuelles.

> Jean-Louis Langlais Animateur - Directeur du Foyer Socioculturel | Péruwelz

Pour ce qui est des réflexions sur le sujet en voilà une: «Souvent, avec de modestes regrets, j'ai le sentiment que le secteur culturel est en avance de vingt ans» à développer peut-être.



Table-ronde

« Artistes »

Pour les artistes locaux, c'est la galère. Il faut s'éloigner, s'expatrier appliquant l'adage bien connu « nul n'est prophète en son pays ». Ce préambule, pour le moins radical, constitue en soi le substrat d'un vaste débat pour le moins contradictoire !

Etat des lieux

Pour les plasticiens présents, un constat s'impose : c'est la difficulté de trouver des espaces et des galeries pour y réaliser des expositions. Il serait question de réseaux basés sur les relations, l'amitié ou, plus carrément, le « copinage ». On s'accorde finalement sur l'importance du relationnel.

Le rôle des Centres culturels est largement évoqué avec, selon le point de vue d'un des participants, le fait de commencer par exposer dans un Centre culturel risque de fermer ou, pour le moins, de freiner l'accès à une galerie privée. Cela peut apparaître comme l'expression d'un relais politique, d'un « piston », et donc de ce copinage déjà évoqué. Par contre, le contraire n'est pas vrai et une reconnaissance par les galeries les plus réputées est une garantie d'exposer dans les Centres culturels. La question du statut de l'artiste est évoquée. Dominerait encore l'image du « saltimbanque », qui colle peut-être davantage au monde des comédiens. Il y a soit un déficit, soit un excès de juste représentation d'un métier comme les autres, donc un problème. En corollaire, le chômage de l'artiste est un chemin parsemé d'épines. Beaucoup d'artistes ont recours à un travail complémentaire afin de survivre et de pouvoir continuer leur art. Beaucoup d'artistes se tournent vers l'enseignement !

Dans le même élan de pensée, cette « non-reconnaissance » de l'artiste est peut-être due au fait que la société se méfie des créateurs, leur travail ne répondant à aucune nécessité apparente, passant au second plan face aux nécessités matérielles. Un travail sur les mentalités serait à faire. La fonction des écoles d'art est également abordée. Contrairement à d'autres études offrant un débouché plus ou moins direct, les étudiants sortant d'une école d'art, ne trouvent pas nécessairement un emploi. Ce serait une sorte d'illusion puisque que ce titre obtenu ne fera pas d'eux nécessairement des artistes, et encore moins des artistes reconnus. L'enseignement musical n'est pas en reste, même si les académies de musique ne forment pas nécessairement des futurs professionnels. Ce qui est certain, c'est que les moyens sont faibles. Si un établissement organise un événement culturel, c'est l'entretien des instruments qui en pâtira. Le constat est au pessimisme car les choses n'évoluent pas ou, alors, elles évoluent dans le sens d'une régression. D'autre part, les quotas portant sur le nombre d'élèves sont stricts, et les diminutions de population entraînent des pertes de subsides. Ne va-t-on pas vers la disparition, du moins à long terme, des études de transition qui constituent un tremplin pour les études supérieures

dans les Conservatoires royaux et autres institutions comme l'Institut Supérieur de Musique et de Pédagogie (IMEP) de Namur ?

La difficulté est renforcée par la diminution des cours artistiques et culturels, dans le cadre des études secondaires. Une occasion d'appréhender les disciplines artistiques, dans le cadre de l'enseignement, est ainsi manquée. Partant de ces constats, les artistes cherchent un relais auprès des institutions, des politiques et des pouvoirs culturels. La mission de ce relais serait de faire connaître à qui de droit les difficultés et problèmes rencontrés par les créateurs. Les grands Centres culturels, comme la Maison de la culture de Tournai ou la Maison culturelle d'Ath, devraient jouer ce rôle. Dans le mouvement, la question de l'Art populaire (concept à définir...) est mise en évidence. Ces formes d'expression seraient l'objet d'un « rejet » de la part des pouvoirs culturels et autres grosses institutions. Il faut revenir à plus de simplicité. Et se pose la question de savoir si l'art populaire a encore sa place dans les structures institutionnelles, comme c'était le cas à la création des Maisons de la culture.

Enfin, il semblerait que quand un événement se produit en Wallonie picarde, il n'est pas fait appel aux forces vives régionales. Interreg avait pour mission de tracer les contours d'une identité culturelle, dans le cadre de la relance de l'économie. Ces aides n'ont pas atteint les citoyens-artistes et ont surtout fait l'objet d'un saupoudrage. Y aurait-il eu un manque de confiance par rapport à ce qui se fait dans la région ? La conclusion de cette première partie, en forme de constat, est l'absence de dynamique régionale au sein des grandes institutions culturelles. Leurs missions doivent englober la promotion des artistes régionaux. On ne mettrait pas suffisamment en avant les créateurs de notre pays et de notre région. L'argument de la rentabilité est alors évoqué, et finalement le refus de prendre des risques, sur le plan financier, et peut-être aussi en termes de notoriété. De toute façon, la réalité des budgets est là. Pour le reste, d'aucuns reprochent un manque de relations entre les grandes institutions culturelles et les petites associations. Les grandes structures ne faciliteraient pas la communication.

Et l'avenir ?

Les artistes locaux souhaitent la présence d'une vitrine dans les Maisons de la culture où ils pourraient présenter leurs travaux. L'organisation dans le temps veillerait à un partage correct entre les différents artistes. La demande est claire : c'est la présence d'un espace régional permettant aux artistes locaux de montrer ce qu'ils font. Il faudrait aussi un espace pour créer des synergies entre les mondes culturels et politiques, de façon à établir un lien avec les pouvoirs subsidiaires. Certains évoquent l'idée d'une « couveuse artistique », ou, au contraire, voient l'avenir en termes d'individualisme, où règne la débrouille plutôt que le lien collectif et institutionnel.

Enfin, d'autres encore imaginent une multiplication des lieux tenus par les artistes eux-mêmes ou des sympathisants. Ce serait une réponse au manque de places dans les grandes institutions et à la difficulté d'y exposer, de produire ses œuvres. C'est le temps des initiatives privées ! Une « couveuse artistique » serait une structure où les artistes débutants et même confirmés, viendraient échanger des idées avec d'autres créateurs et recevraient, à leur demande, des conseils techniques, voire esthétiques, ainsi que des informations sur l'évolution des courants d'art.

Faire un vœu !

Trouver de l'argent pour donner à la culture la place qu'elle mérite. Mais aussi, comment définir un artiste de la Wallonie picarde ?

Pour certains, il faudrait oser créer pour exprimer la vérité idéale, la spécificité d'un terreau picard. Plus globalement, il est temps de reconnaître le rôle et le travail de l'artiste et lui permettre de créer en toute liberté. Par rapport à la spécificité de la Wallonie picarde, il faudrait créer un groupement d'artistes identifiés comme appartenants à la région. Le débat ne fait que commencer !

● ● ● B.L.



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> Laurent Dumortier Éditions «Chloé des Lys» | Tournai

Il y a d'une part, tout ce qui est institutionnalisé au niveau culturel et qui donc est censé rentrer dans un « moule » ; il y a d'autre part, tout ce qui est indépendant, qui propose des choses différentes et qui ne va pas nécessairement dans le sens du poil... Ce sont ces deux optiques qui vont, selon moi, poursuivre la diffusion culturelle, pour des publics différents, tant sur le plan culturel que financier...

Avec toutes les dérives que cela comporte : les « institutions » largement subsidiées continueront à soutenir le « politiquement correct » n'osant pas présenter des choses difficiles, afin de ne pas subir une coupe dans leurs subsides et afin de s'assurer l'adhésion du plus grand nombre. Les acteurs culturels indépendants essaieront, encore et toujours, de survivre face aux machines commerciales et institutionnelles... Deux courants donc qui s'affrontent et se complètent... Il y a certainement un rôle politique, au sens noble du terme, à jouer : on ne peut pas subsidier les acteurs culturels indépendants, mais on peut les aider en promotionnant leurs oeuvres, qu'elles soient littéraires, plastiques, théâtrales, etc.

La culture ne deviendra pas un « produit de consommation » : elle l'est déjà actuellement. Le zapping culturel est une réalité avec laquelle on est obligé de composer... Internet joue et continuera à jouer dans les années à venir, un rôle important, non seulement en qualité de « support » mais également en tant que lieu de créativité culturelle. C'est également un vecteur de haute importance qui permet à différents acteurs culturels géographiquement éloignés de collaborer, de créer des synergies...

En ce qui concerne la Wallonie picarde, beaucoup de choses se font et gagnent à être connues : l'ACHO a un rôle à jouer, essentiellement comme plate-forme commune à l'ensemble des acteurs culturels de la région, qu'ils soient institutionnalisés ou pas... Le site est un outil extrêmement utile en ce sens.

Car, il faut bien le dire, dans l'état actuel des choses, la Wallonie picarde est, sur le plan culturel, une région comme les autres : il n'y a pas à proprement parler d'identité culturelle commune.

L'idéal serait de mettre sur pied un projet commun, fédérateur, qui permettrait à chaque acteur culturel local d'exister sur le plan de la région et pas seulement sur le plan de sa commune...

> Patrick Allard Radio Pacifique FM | Tournai

(1) La culture a un besoin financier non négligeable et c'est un élément essentiel à son fonctionnement. Aussi, beaucoup d'organisations sont soutenues par des subsides et ne peuvent pas faire des projets à long terme. La vie devient plus chère, l'inflation augmente et l'on peut se permettre moins de choses. La culture en est la première victime.

On le sait bien, la culture est un facteur social important, une société évolue plus vite avec elle et est donc indispensable

à l'éducation dans le grand sens du terme. Elle est un facteur de réflexion et de tranquillité dans la société et donc un élément de son évolution. Il va de soi que la culture doit être libre dans une société démocratique, pour avoir et percevoir toutes les tendances possibles, et ainsi avoir une diversité et une richesse qui influencent la société elle-même.

Quant à la Wallonie picarde, elle peut avoir un avenir spécifique, mais il faut défendre cette identité et qu'elle soit reconnue dans des textes légaux comme une entité à part dans la Wallonie. Il faudrait alors au moyen de son identité Picarde la lier au reste de la région Picarde à savoir celle de la France. Notre région est très riche en culture et en histoire et contient des volontés de s'affirmer.

(2) Les artistes, je partirais sur le cadre que je soutiens, le secteur musical. Les médias actuels, les grands médias comme la Rtb, Rtl-tv, Contact, NRJ, Nostalgie ne reflètent pas nos artistes, ils les évitent et ne leur font pas ou presque pas d'écho. Pourtant, il y a beaucoup de talents présents ou à découvrir dans notre région, il faut les valoriser, et leur donner leur chance.

Naturellement, le secteur privé sera toujours plus fort, à cause de l'aspect financier... Les réseaux publics se doivent de les soutenir car ils sont le reflet d'une image d'évolution de cette société, tout en lui laissant une marge de travail assez large.

(3) L'enseignement est en crise, c'est la faute aux décideurs qui ne sont pas sur le terrain et qui bâtissent des lois, des réglementations basées sur des théories, et non pas, sur les besoins de ceux étant sur le terrain. La violence, les professeurs déprimés, tout est lié, la culture est un moyen d'adoucir les moeurs.

L'intérêt pour la culture est en régression, les classes sociales défavorisées ne sont pas enclines à se lancer vers la culture, ceci est certainement dû à leur éducation. La culture doit donc aller vers ces personnes.

La culture doit rester un lien inaltérable entre la société et l'enseignement, elle doit être une part obligée de l'enseignement, car sans cela, les élèves, qui sont l'avenir de la société, ne pourront donner de l'avenir à la culture, et il y a un risque de tomber dans l'incultisme et dans l'anarchisme, la culture est un facteur du bon ordre de vie dans une société.

(4) Le développement durable n'est pas nécessairement écologique, par contre l'écologie est un facteur indispensable à la survie de la planète, elle est aussi un type de culture que tout le monde devrait avoir.

(5) Le concept de l'Education permanente doit être intensifié. On doit lui donner plus de moyens. Son avenir dépend des moyens donnés par les instances officielles à moins que le privé et l'associatif soient encore plus forts.

(6) On reviendra sur le terme écologie, il y a le soleil et le vent qui sont gratuits, mais le matériel ? Il faut influencer la population à utiliser ces énergies, mais il faut faire baisser les prix ! Ne pas donner des primes ! Et la culture sera toujours là si on ne l'étrangle pas et qu'on la laisse se développer.



TABLE-RONDE

« EDUCATION PERMANENTE »

15 mai



La table-ronde de l'Education permanente a réuni un panel représentatif de ce vaste domaine qui correspond, faut-il le rappeler, à une des missions de base des Centres culturels, mais qui trouve sa pleine signification dans les bibliothèques et dans les mouvements qui lui sont dédiés. Certaines associations relèvent d'une stricte neutralité, tandis que d'autres ont une coloration idéologique ou philosophique, auxquels s'identifient diverses fractions de la société. Dans un cas ou l'autre, toutes ces associations oeuvrent dans le sens du développement intellectuel et l'épanouissement des personnes.



Etat des lieux

Du côté des bibliothèques, il serait bon de s'ouvrir aux mouvements et projets relevant de l'Education permanente, à l'échelle de la commune ou à un autre niveau, et à tout ce qui relève du partenariat dans la mesure de ce qui est compatible. Cette ouverture permettrait de varier la programmation avec des orientations vers des publics différents : jeunes, adolescents, publics empêchés, seniors, etc. L'immersion et l'ouverture vers la France ainsi que sur la partie néerlandophone du pays sont des pistes à explorer ; elles sont transposables dans toutes les infrastructures situées en zone frontalière. Un bel exemple d'ouverture est constitué par l'expérience de « L'âne qui butine », dans le cadre du Festival du premier roman de Chambéry. On peut aussi assumer la promotion de la littérature contemporaine en créant des « poémathèques », des micro-trottoirs, avec des rencontres entre le public et les auteurs qu'ils ont élus.

Finalement, une bibliothèque peut et doit devenir un centre de partenariat puisqu'elle offre à la fois le support du livre et l'accueil d'un local.

Mais un danger guette l'actualité de la bibliothèque en ce sens que sa position privilégiée, en tant que centre de recherche et d'information, est remise en cause par les facilités fournies par Internet, en matière de recherche, et ce sans se déplacer.

La quantité ou la qualité, il faut parfois choisir !

En ce qui concerne la Communauté française, le choix est fait et il est d'ordre quantitatif. Ce qui veut dire que l'évaluation se fait en termes de masse de mouvements, plutôt qu'en termes de travail en profondeur. Autrement dit, c'est le court terme qui est appréhendé plutôt que le long terme, ceci étant à l'opposé de l'esprit de l'Education permanente. Il existe plusieurs causes à ce constat, et la première est peut-être une forme de désintérêt

L'Education permanente s'oriente de plus en plus vers le principe du One-Shot

des pouvoirs publics qui n'ont plus une politique culturelle à long terme, mais bien à court terme, ce qui est dans l'air du temps. Tout, et tout de suite !

Au stade actuel, il faut un certain temps d'adaptation au nouveau décret, on peut parler d'une période d'observation, mais à partir de 2009, le travail devra être mené en termes de projets, ce qui, selon certains, rendra le long terme encore plus difficile à réaliser. Au fond, il semblerait que l'Education permanente s'oriente de plus en plus vers le principe du « One shot », au détriment du fond et de la durée.

À propos des partenariats, on constate qu'ils existent à une petite échelle. Leur mise en place permet d'aplanir les clivages politiques au niveau des sources de subsides.

L'augmentation du nombre de personnes âgées représente un poids important qui laisse présager une possibilité d'imposition de leur part, voire d'orientation, dans la mesure où un rapport de force peut s'établir avec d'autres publics. Il est indispensable d'établir un dialogue constructif avec cette partie importante de la population, peut-être en mettant en évidence une certaine sagesse, et en rappelant que si les aînés sont, en principe, moins consommateurs, ils peuvent être davantage acteurs, et ainsi apporter une valeur ajoutée aux institutions, et donc à toute la société.

Certains intervenants se plaisent à rappeler que les institutions culturelles se mettent, ou devraient se mettre, au niveau des publics dans un esprit de démocratisation de la culture et de la connaissance. Ce sont, par vocation, des lieux d'ouverture qui doivent rester accessibles à tous ! Pourtant, certaines apparaissent comme peu avenants aux yeux des publics défavorisés, et il faut s'interroger sur les dimensions psychologiques, sociales et environnementales de ce « blocage ». Enfin, dans certaines communes, on constate une absence de synergies entre les différentes institutions culturelles, et ce pour des causes conscientes ou non, qui doivent nous interpeller. On pense à la résistance au changement et à la vieille question des « territoires ».

Une dernière réflexion concerne la « planète Internet » à propos de laquelle se développe une situation paradoxale : d'une part, si la classe moyenne est surinformée sur l'accès et les possibilités, d'autre part, elle possède de moins en moins les clefs de décodage du fonctionnement de la toile. C'est une mission importante pour le secteur de l'Education permanente que de pouvoir travailler avec

les gens pour apprendre à acquérir ou à entretenir un véritable sens critique par rapport à l'outil. Prévoir les choses, c'est aussi anticiper leurs conséquences. Évidemment, dans la foulée de cette réflexion se greffe le problème de l'accès à l'Internet pour les publics défavorisés.

Des pistes à creuser

À propos des seniors, qui constituent un public à part entière, il faut une véritable reconnaissance de la valeur ajoutée qu'ils représentent par leur expérience professionnelle et humaine. C'est le point de départ d'une véritable reconstruction. Mais il faut prendre garde à ne pas se limiter aux compétences issues de l'activité intellectuelle, mais aussi s'ouvrir aux compétences et savoirs-faire issus d'anciens métiers et autres pratiques.

Dans le domaine des partenariats, si on veut qu'ils se développent, il faut que les institutions culturelles donnent une plus grande lisibilité à leurs actions. Pour y arriver, trois pistes sont mises en évidence : créer un répertoire de tout ce qui existe dans le domaine des projets, rencontrer les gens et les identifier et, enfin, regrouper les associations et les compétences ce qui devrait être une mission des Centres culturels.

Dépasser les clivages

Les communes de Bernissart et Péruwelz ont connu des expériences de partenariats ayant abouti. Elles ont été réalisées dans le cadre d'une coordination entre le CPAS et la commune. La mise en place d'un projet commun avait d'abord débouché sur des réunions trimestrielles qui ont permis de dépasser les clivages traditionnels souvent liés aux piliers sociétaux. Ce travail mené à Harchies, et intitulé « Regards croisés », s'est étalé sur trois ans. Il portait sur l'éducation à l'environnement.

Suite à la narration de cette belle expérience, d'aucuns déplorent un manque de passerelles, ou pour le moins une insuffisance, entre le monde de l'Éducation permanente et les domaines socioculturels.

Des solutions sont proposées, comme l'organisation d'un week-end de rencontre entre associations. In fine, les partenariats doivent être développés, il faut établir des liens entre les institutions et les groupes volontaires de façon à élargir les publics tout en créant des relais. La théorie des réseaux dynamiques et volontaires revient au galop et s'impose, plus que jamais, comme une solution d'avenir!

Et le long terme ?

Il semblerait que les valeurs déterminant les comportements, ne changent pas ou très peu, et qu'il faut y réfléchir et y travailler face à une société parfois en manque de repères. Ce qui évolue, ce sont les thématiques, les besoins et les méthodes.

D'autre part, il faudrait se réconcilier avec le long terme, seul moyen raisonnable d'évaluer un travail axé sur le qualitatif. Quant au court terme, on peut l'appivoiser, lui apporter un supplément d'âme, et en dépasser les limites en étant pro-actif, en s'associant pour mener des projets.

En ce qui concerne les jeunes, le constat d'une rupture avec la forme écrite relève de l'évidence. Il y a une résistance à certains apprentissages, parfois à tous. Certains se risquent de proposer des pistes à travers une remise en question du type d'enseignement fourni, et veiller à faire un parallèle entre les savoirs stricts et les compétences par le biais d'un projet pédagogique scolaire. Évidemment, il faudrait avoir le point de vue de quelques enseignants pour réagir au propos, en le nuanciant ou en le radicalisant à partir de leur propre expérience.

Et quid de la bibliothèque de demain ?

C'est net et clair tout à la fois : le métier de bibliothécaire doit connaître une mutation quasi fondamentale. Désormais, il faut pouvoir créer les pistes menant à une information plus pointue afin d'étayer celles, parfois douteuses ou incomplètes, trouvées sur Internet. Il faut s'ouvrir en dépassant le livre et se livrer à un travail de médiathécaire avec un solide programme d'approche.

En général, le temps est à l'ouverture à la fois institutionnelle et territoriale. Il faut aller vers les autres pour établir des partenariats dans une démarche d'Éducation permanente et de dépassement des frontières. Mais les difficultés et les obstacles ne manquent pas, notamment les exigences quantitatives s'inscrivant dans une vision perçue par certains, comme à court terme, au détriment du qualitatif. Alors que d'aucuns en appellent à la transversalité et aux pratiques synergétiques (littéralement, mettre les énergies en commun), on constate, paradoxalement, une résistance au changement dans certaines communes. Enfin, du point de vue de l'Éducation permanente, le 3^e âge constitue un groupe de personnes appelées à jouer un rôle important dans la société. Entre sagesse et action, être âgé et être acteur de la société est non seulement compatible, mais souhaitable.

● ● ● B.L.



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> Isabelle Jeudy | Organisateur | Vous l'ai-je dit ? | Tournai

Vous l'ai-je dit ? a vu le jour en novembre 2005. L'objectif de ce projet était de faire connaître des artistes et des créateurs de Wallonie en organisant des événements dans des lieux intéressants à découvrir dans la région. Réaliser des rencontres artistiques dans l'espoir de reconnecter les gens dans une ambiance créative et conviviale, voilà ce qui nous tenait à cœur. Grâce à Incubecs, une bourse de pré-activité nous a été accordée par la Région wallonne. Ainsi, début décembre 2006, l'évolution du projet et le savoir-faire acquis ont pu être démontrés avec succès lors d'un événement d'une rencontre de créateurs dont l'entrée était gratuite.

Nous avons essayé de continuer avec peu de moyen financier, mais au bout de deux années d'expériences, nous réalisons que le projet ne peut se développer sans subsides si nous voulons garder le même niveau de qualité. Pour réunir des gens de talent dans un bon encadrement, nous devons faire appel à des techniciens compétents et à une équipe professionnelle.

Nous ne pouvons répercuter les coûts des cachets d'artistes, de la location d'un lieu, de la Sabam et des assurances, d'une bonne sonorisation ainsi que des invitations et frais relatifs à la promotion de la manifestation sur le prix du billet d'entrée. Les artistes qui ont eu vent de notre existence sont de plus en plus nombreux à nous solliciter car les Centres culturels ne savent pas toujours les programmer. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous permettre de répondre à leur demande.

L'issue possible de cette aventure est donc de travailler pour des commandes privées. La rentabilité est assurée mais l'éthique est différente et la réalisation de nos prochaines créations d'événements ne pourra se réaliser que pour un public limité.

TABLE-RONDE « CENTRES CULTURELS »

26 mai

L'objectif de la table-ronde des Centres culturels est, comme pour les autres, de se projeter dans l'avenir culturel de la Wallonie picarde. Il y a là matière à paradoxe, puisque cette capacité exploratoire doit faire partie de la vocation des centres, et pourtant la chose n'est pas des plus commodes, et ce pour de nombreuses raisons dont la moindre n'est pas l'incertitude en matière financière.

La nouvelle génération se trouve davantage concernée par la consommation culturelle que par le fait d'être porteur de projets culturels menés avec les populations

Pour le Centre culturel d'Enghien, la phase actuelle est critique, dans le sens d'essentiel. Reconnu en 4^e catégorie, il y a une demande pour passer en 3^e catégorie et ainsi obtenir les moyens indispensables pour faire face aux nombreuses missions. Le directeur du centre constate que la Ville d'Enghien a bien rempli son contrat et s'interroge plutôt sur le Contrat-programme qui, pour être respecté, demande un effort constant à une équipe limitée à deux personnes, la seconde prestant un 4/5 de temps. En cette fin de saison, l'essoufflement se fait sentir. Or, il faut à la fois être présent sur le terrain tout en accomplissant les tâches administratives, ce qui est souvent difficile à concilier. Il faut aussi veiller en permanence au bon équilibre entre budget et activités.

D'autres éléments pèsent dans la balance de ce constat, et notamment le fait que la population a augmenté de près de cinquante pour cent en quelques années. D'autre part, le Centre culturel n'a pas d'infrastructures propres, ce qui prive les associations de certaines possibilités dans le domaine de la diffusion.

Le centre est également appelé à dynamiser le Parc d'Enghien, mais en même temps il y a un manque de facilité en ce qui concerne son accès.

Les fils conducteurs de l'activité du centre sont l'Education permanente et les publics jeunes, et ceux-ci réagissent fort bien, créant peut-être ainsi une réserve pour les publics de demain.

Finalement, il apparaît, selon notre interlocuteur, que le lien entre Communauté française et Contrat-programme induit une série de problèmes, car les moyens donnés ne correspondent pas aux exigences, notamment administratives. Faire des rapports, cela prend du temps et c'est au détriment du reste. Au train où les choses vont, et compte tenu des divergences de vues entre les mondes économique et politique, il faudra de nombreuses années pour faire connaître sa légitimité.

L'offre et la demande à l'unisson

L'optimisme est de rigueur au Foyer socio-culturel d'Antoing. Du moins, c'est ce que laisse largement supposer son directeur, Vincent

Bertholet, à travers un état des lieux révélant un centre reconnu en catégorie 1, une subvention cash accordée par la commune, et une équipe de dix personnes « motivées ». La recherche de cette concordance, entre les attentes du public et le travail des animateurs, se traduit pas une remise en question permanente suivie de réorientations. Ces « réorientations », il faut pouvoir aussi les appliquer vers des domaines qu'on n'aime pas nécessairement tels que le travail administratif et la comptabilité. Les animateurs doivent donc être compétents, mais aussi polyvalents. Enfin, il y a cette motivation qui est « l'élément indispensable qui fait tourner la machine ». D'où l'espoir de voir le Foyer culturel passer en catégorie 1+, mais se pose la question de pouvoir y arriver sachant que les projets coûtent de plus en plus cher et que les moyens ne suivent pas.

Du côté de la Maison culturelle d'Ath, on retrouve également des éléments comme la motivation de l'équipe et le fait que les animateurs donnent bien plus que ce qui est inscrit dans leur contrat face à une demande du public de plus en plus large. Mais signe des temps oblige : les généralistes doivent s'effacer devant la spécialisation et la professionnalisation des différents secteurs. Les équipes s'agrandissent, mais se pose parfois la question de la formation, et donc celle de la compétence. Tout, ou presque tout, oppose les grands idéaux des fondateurs, issus de la mouvance de mai 68, et la réalité actuelle. Aux concepts traditionnels de démocratisation de la culture (décentralisation, médiateurs, tarifications réduites,...) et de démocratie culturelle participative s'ajoute aujourd'hui un concept de consommation culturelle lié à l'événementiel qui prend petit à petit le pas sur les autres.

Travailler à contre-courant

Malgré la faiblesse de moyens s'opposant à l'ambition des projets, les Centres culturels ont renforcé leur position, grâce à un travail consacré par le Décret de 1992. Il est donc plus facile pour un Centre culturel de perdurer que pour d'autres organismes comme les Maisons de jeunes et les Théâtres.

Pour en revenir à l'évolution de la philosophie du projet socioculturel, un constat général s'impose, c'est le passage de la recherche du bien collectif à la satisfaction des besoins individuels. Dans la même logique, la nouvelle génération d'animateurs est moins militante, moins engagée. Elle survient alors que beaucoup de



CC Sily



© CC Comines-Warneton



© MCA Ath



CC Leuze

choses existent et qu'elles forment un substrat qu'il faut entretenir tout en l'adaptant aux exigences du temps présent. La nouvelle génération se trouve davantage concernée par la consommation culturelle, et notamment l'événementiel, plutôt que par le fait d'être porteur de projets culturels menés avec les populations. Il est donc utile, et même urgent de travailler à contre-courant, car se pose de plus en plus la question du sens.

Cette question du sens, elle s'exprime, entre autres, dans le fait que les politiques culturelles actuelles restent souvent au stade des intentions sans concrétisation ou aux concrétisations très décalées. « Il y a un écart grandissant entre le discours politique et la réalité de terrain. » La question de l'éthique est également posée avec des exemples aussi interpellants que la présence d'un directeur qui se retrouve en prison suspecté de détournements de fonds, sans oublier d'autres institutions colossales dont la gestion est remise en cause. On passe des animateurs au service de l'institution elle-même au service de la société, à des directeurs et autres acteurs culturels qui mettent les institutions à leur propre service. Dérives !

On en revient au temps, et ses corollaires que sont la patience et l'opiniâtreté. En effet, si le Foyer culturel de Péruwelz, de catégorie 1, existe depuis dix-sept ans, cela ne fait que deux ans qu'il a une réelle crédibilité. Jean-Louis Langlais constate d'ailleurs qu'il y a encore trop de gens qui ne connaissent pas les activités du Foyer et n'en franchissent pas la porte. Pourtant, ce n'est pas l'offre qui manque sur l'ensemble du territoire Wallonie picarde et pour l'ensemble des secteurs, que ce soit la diffusion, la création ou l'Education permanente. C'est le reflet d'un enjeu sociétal alors que les choses se jouent dans le monde de l'éphémère. D'où l'importance de mettre en évidence les projets et les créations.

Un constat positif s'impose avec le fait qu'il y a de nombreuses synergies entre les institutions et les associations. Il en résulte une force de travail essentielle pour le développement culturel. La proximité de l'ancienne frontière permet de constater que ce n'est pas le cas en France.

Un constat plus ambigu est celui d'un renforcement des équipes chaotiques des Centres culturels, via les programmes de résorption du chômage, ce qui leur permet de se développer, mais la base de travailleurs faiblement qualifiés est à former. D'autre part, il y a toujours cette dualité entre le travail par projet et le travail de programmation. Les exigences administratives ne sont pas étrangères à ce constat. D'années en années, on se dirige vers des modes de fonctionnement de plus en plus calibrés par des contraintes administratives provenant de pouvoirs publics différents, par exemple avec de nouveaux plans comptables. Il est grand temps de trouver des critères de normalisation entre ces administrations publiques.

Avec la population

Pour Boleil, la reconnaissance en catégorie 3 ne correspond plus au fait que le Foyer fonctionne très largement comme s'il était de catégorie 2. Il est urgent de trouver les moyens financiers qui correspondent aux exigences que représentent les projets menés actuellement. Le Foyer tend de plus en plus à répondre aux attentes des associations et privilégie cette voie au détriment de la diffusion, et cela fonctionne fort bien. La population se sent concernée, par exemple à travers un projet comme

« La nuit des Lum'rottes ». La dynamique populaire est très importante et il y a un partage des savoirs-faire. Parallèlement, les collaborations avec les écoles sont nombreuses, que ce soit dans le domaine de la diffusion de spectacle, grâce au service provincial des arts de la scène, mais aussi dans la réalisation de projets communs avec les écoles.

Finalement, le constat est plutôt positif, mais ici, comme ailleurs, il faut être attentif aux finances et aux problèmes qui en découlent.

La Maison des jeunes de Comines est reconnue en catégorie 1+ et reçoit un soutien très important de la ville. Les moyens financiers et humains ont bien évolué depuis les premiers moments et l'équipe se compose à présent de vingt-cinq animateurs. Au départ du projet, la mise en adéquation entre les objectifs poursuivis et le choix de personnes à la fois compétentes et motivées n'a pas été une priorité, ce qui fut l'origine de quelques surprises et inconvénients. Ce qui est regrettable, c'est qu'il n'y a jamais de retour de la Communauté française à la suite des rapports rendus. Or, il est important d'avoir un œil extérieur, disons même un avis d'expertise et, finalement il faut considérer l'évaluation non pas comme un travail supplémentaire mais comme un projet en soi.

On peut résumer l'ensemble des interventions à travers cinq réflexions.

La première porte sur les équipes chez lesquelles s'expriment avant tout une grande motivation, avec un investissement reposant sur l'énergie déployée, dépassant souvent le cadre contractuel, et sur une polyvalence malgré les exigences de spécialisation. Les compétences s'acquièrent au fur et à mesure et on peut parler d'une ouverture aux apprentissages nouveaux.

La seconde est plus amère puisqu'elle repose sur un constat de non crédibilité du travail, et donc d'un manque de reconnaissance.

La troisième est la nécessité d'un travail d'évaluation et de le considérer comme un travail normal s'inscrivant dans l'ensemble du projet culturel.

La quatrième débouche sur le constat d'un problème financier récurrent, et par conséquent de difficulté à réaliser certains projets.

La cinquième repose sur la discordance entre le discours théorique, quant à la politique culturelle et les réalités concrètes du terrain. Une autre discordance est liée entre les idéaux de départ et l'évolution de la société, notamment par un passage de l'intérêt collectif à l'individualisation des besoins et de leur satisfaction.

Vingt ans après ?

Qu'en sera-t-il des mousquetaires de l'aventure culturelle dans les vingt ans à venir ? La première réponse est qu'on n'en sait rien, sauf qu'il y a matière à s'inquiéter. On s'enfonce de plus en plus dans la voie, à sens unique, de la consommation et de l'éphémère avec le profit comme seule perspective morale. Les Centres culturels n'ont pas à suivre cette voie consumériste. Il faut donc bien distinguer ce qui relève du marchand et du non-marchand tout en travaillant avec les forces vives de tous les secteurs, le scolaire, l'économique, ... C'est le vieil adage qui nous dit qu'il faut aller vers l'idéal tout en tenant compte du réel. Il faudra veiller à maintenir et améliorer les questions du droit à la culture et à



© FSC Antoin



CC Lessines



© FC Boleil



© MC Tournai



CC Peruwelz



© CC Pays des Collines



© CC Enghien



© CC Mouscron

On met trop souvent en évidence la diffusion et pas suffisamment les projets

commencer par les formes les plus élémentaires que sont la lecture et l'écriture, sans négliger l'accès aux technologies de l'information. Faire évoluer la société, dans ce que nous croyons être le bon sens, est un devoir essentiel.

Ce qui est inquiétant pour les années à venir, c'est aussi le fait que la Communauté française et les pouvoirs publics associés n'auront plus les moyens d'aider les Centres culturels à monter de grands projets et de maintenir le volume de l'emploi.

Un autre danger, réel ou supposé tel, est la dérive technocratique et bureaucratique qui grippe de plus en plus les rouages des institutions. C'est le cas avec la loi sur le volontariat qui va jusqu'à l'obligation de réaliser des contrats avec les bénévoles dont les administrateurs. Tout cela concourt à renforcer la dualisation de la société et notamment le fait d'aller vers des structures de plus en plus importantes, centralisées et semblant difficilement accessibles à tout un chacun.

Résister, et surtout réagir par l'Education permanente

Les Centres culturels, comme beaucoup d'institutions, ont intérêt à mutualiser leurs services, ce qui leur permet de garder leur spécificité et notamment leur proximité, tout en réduisant les coûts indirects mais indispensables comme la comptabilité, l'information, l'informatique, le prêt de matériel, etc. Si on ne peut mutualiser, il faut pouvoir sous-traiter, à condition d'avoir le budget qui le permet.

D'autre part, la nécessité de renforcer la collaboration avec les institutions privées et publiques s'impose, mais surtout il faut travailler avec la population, dans le sens de l'Education permanente. On met trop souvent en évidence la diffusion et pas suffisamment les projets. C'est un travers dont il faut sortir.

D'autres points sont à travailler, notamment l'exigence d'éthique qui doit être maintenue. La formation du personnel fait aussi partie des préoccupations d'avenir, sans oublier la possibilité pour les Centres culturels de développer leurs capacités propres.

Finalement, il faut refonder le décret de 92 et permettre de travailler en transversalité au sein d'un même territoire. Si la permanence du personnel d'animation, de plus en plus spécialisé, est fondamentale, se pose la question du statut des techniciens dont la demande varie en fonction des circonstances. Pour la comptabilité, un professionnel s'impose dès le début, mais dans un esprit de fédération.

Dans un tout autre registre, la question des coûts des énergies, qui vont augmenter rapidement dans la prochaine décennie, va peser lourdement sur l'avenir de la culture. D'autre part, il ne faut pas négliger l'impact futur des coûts de déplacement en milieu rural. Partant de ce questionnement, l'avenir doit-il reposer sur des petites infrastructures, accessibles au plus grand nombre ou sur des infrastructures plus grandes, plus centralisatrices, notamment sur le plan des coûts de fonctionnement? La réflexion devrait être menée et déboucher sur l'achèvement du maillage culturel qui pourrait amener des regroupements sous forme d'associations de communes avec un lien direct aux politiques de mobilité.

Le Projet de région correspondrait alors au projet collectif. D'autres questions se posent encore, par exemple le fait que la culture serait de plus en plus virtuelle, ou reposant sur le principe d'une télé-culture, comme on parle de télé-travail. Quid alors du maillage social? Le danger pour les Centres culturels pourrait donc venir de l'aboutissement ultime de l'individualisation de la culture. Il faut plus que jamais y croire et veiller à mettre en équation les demandes des publics et les exigences éthiques et esthétiques des Centres culturels.

Et finalement, qu'en sera-t-il de la notion même de région, ici la Wallonie picarde, par rapport à l'élargissement de la Métropole lilloise? Quels seront alors les pôles d'attraction nouveaux qui émergeront?

En conclusion, il faut s'inscrire dans une perspective d'utopie réaliste en espérant, qu'un jour, tout le monde franchira sans réserve les portes des Centres culturels. Il faut lutter pour que la fertilisation de l'esprit reste un des grands objectifs des centres et lutter à contre courant de ce que l'on croit être l'histoire en marche et qui n'est que l'expression d'un déterminisme économique. Il faut faire l'apologie de la mobilité intellectuelle et enfin recourir de plus en plus à la pratique de la transversalité et des synergies, avec le double avantage de la réduction des coûts de fonctionnement, et d'une valeur ajoutée dans le domaine de l'expérience humaine.

● ● ● B.L.

Table-ronde Journalistes

La première officie comme journaliste culturelle depuis de longues années au sein de la rédaction de No Télé, le second dirige l'équipe de la Dernière Heure Tournai-Ath-Mouscron. Malgré les différences fondamentales dans l'espace et le traitement de la culture qu'ils sont à même d'apporter au sein de leurs médias respectifs, Dominique Rombaut et Christophe Lison partagent une analyse précise et sans concession sur les forces et faiblesses du secteur culturel en Wallonie picarde.

8 juin

«Oui, notre territoire présente un milieu culturel foisonnant, mais aussi en demande de structure claire. Un exemple, début mai, sur le même week-end, 3 ou 4 festivals rock, et donc à coup sûr l'un ou l'autre qui a raté sa cible. Les calendriers ne sont pas encore assez coordonnés» entame Dominique. Le Réseau «Musiques actuelles» de l'ACHO ne suffit pas. «On perçoit beaucoup de dynamisme, d'enthousiasme pour créer et monter des événements, et donc davantage le côté latin et artiste que la rigueur germanique qui permet d'apporter le minimum de structure dans l'organisation» ponctue-t-elle. Christophe partage ce point de vue. Dominique prend l'exemple du pré sauvage qui, dans un jardin anglais, est l'élément qui paraît le plus difficile à contenir, à encadrer, sans galvauder son aspect naturel intrinsèque.

«Attention toutefois à ne pas briser les élans en les structurant trop» mettent en garde nos deux observateurs. Idem quant à l'idée déjà évoquée de monter un vaste événement fédérateur sur l'entière du territoire de la Wallonie picarde, événement qui mobiliserait les moyens mis en commun: tant Christophe que Dominique craignent qu'il ne puisse occulter, étouffer le panel d'initiatives spontanées qui grouillent sur la carte de notre région, et qui méritent selon eux davantage de soutien public. A proximité de l'échéance électorale, nos deux journalistes affichent une forte sensibilité au rôle du politique dans le futur de la culture en Wallonie picarde. Dominique prend l'exemple de la gestion muséale, à Tournai. «Lamentable», enrage-t-elle. «Tournai a toutes les cartes en main pour un rayonnement touristique et culturel international: son patrimoine, son histoire, ses grands noms, ses musées. Qu'en fait-on? Que fait le pouvoir en place des Campin, Van der Weyden? J'éprouve une rage profonde face au manque de conscience du potentiel tournaisien, morcelé dans différents musées sans grand relief.» Citant les exemples d'Amiens, de Bilbao, qui ont réussi à tirer parti d'un patrimoine pourtant moins exemplatif qu'à Tournai, nos deux journalistes se rejoignent dans l'analyse: «il faut être fier de nos richesses, les promouvoir en interne comme en externe, comme le font les Atois avec leur ducasse et leurs géants», explique Christophe. Et en matière de culture, nos deux interlocuteurs attendent principalement des représentants du monde politique «qu'ils cessent de penser que la culture n'est pas porteuse de voix, qu'ils aient une vision, à long terme, et qu'ils rassemblent les acteurs culturels et économiques

autour d'un projet porteur.» A ce titre, la culture ne doit d'ailleurs ressentir ni honte ni crainte à aller chercher l'aide de partenaires économiques, de mécènes, juge Dominique.

Tournai, locomotive de la Wallonie picarde?

Politique muséale, Maison des associations, soutien au Carnaval de Tournai, la journaliste de No Télé reste persuadée que Tournai passe à côté de grandes choses. «Et Tournai, centre historique et touristique évident de notre territoire, doit en être le centre de gravité» s'accordent les deux journalistes. «La politique est au centre de tout. Il y a des entités où on a compris l'intérêt d'une politique culturelle dynamique, comme Silly et Comines», cite Dominique. Celle-ci constate toutefois que le mot «culture», comme son voisin «art», offre parfois des résonances très différentes pour un élu ou un autre... «L'important est que la culture puisse donner du sens.»

Évoquant le traitement des informations culturelles dans leur média, Christophe et Dominique font état de différences considérables. «On aide trois concepts de culture: l'institutionnel, les associations et comités et les isolés, les artistes. Avec des critères comme le sens de l'événement que l'on souhaite relayer, sa manière de faire avancer les choses, la découverte, le rassemblement que cela peut engendrer, puis aussi le besoin: ces organisateurs ont-ils besoin de nous pour la promo de leur événement?» explique la journaliste. Cette valeur ajoutée se traduit dans plusieurs espaces télévisuels. «No Télé consacre deux magazines de vingt-deux minutes par semaine à la culture, sans compter les émissions thématiques et les reportages du JT, l'édition de DVD... En tant que journaliste culturelle et même en comparaison avec les autres télévisions locales et communautaires, je peux dire que No Télé met les moyens nécessaires pour refléter correctement la vie culturelle. C'est une question de choix éditoriaux.»

Du strass au cosy...

Christophe expose le positionnement, forcément différent, de la Dernière Heure qui concentre davantage son attention, du moins dans les pages nationales, «à la culture strass et paillettes». «C'est dans ce cadre que nous pouvons parfois intervenir dans le magazine national. Par contre, dans les pages régionales, vu l'exiguïté de l'espace, nous focalisons notre travail culturel sur l'annonce de manifestations, via notamment un agenda hebdomadaire.» «Il y a là une logique de rentabilité, inévitable, là où dans les statuts de No Télé figure un point sur le rôle que doit jouer la chaîne en matière de développement régional...» remarque Dominique. Qui précise qu'à la DH comme à No Télé, la culture est conçue dans son sens large: «comme le portrait du collectionneur de sacs de ciment que nous avons diffusé» cite Christophe en exemple.

En guise de conclusion, Dominique et Christophe expriment leur vision de la Wallonie picarde et de son avenir, notamment culturel. «Sa plus grande chance serait de se forger une attractivité internationale au travers d'un vrai développement de Tournai», assure Dominique. L'utopie de Christophe: «rendre à la population une fierté telle de leurs racines qu'ils s'ouvrent vers l'extérieur pour en assurer la promotion commune.» «C'est en apprenant l'anglais que je suis tombée encore plus amoureuse de la langue française», paraphrase Dominique. «La culture doit être ce chemin qui mène à mieux se connaître soi pour mieux appréhender l'autre. Si j'étais candidate à Miss Univers, je dirais que mon utopie, c'est que la culture amène la paix dans le monde!»

● ● ● Alexandre Valée



ac
HO

ASSISES ET HUMEURS CULTURELLES

14 mai

Et quelles Assises! Non pas destinées à faire tomber les têtes, mais plutôt à les remplir avec les idées venues des autres, et faire un bouillon de culture encore plus riche que les « P'tits déjs » aux croissants bien connus. De là à risquer l'indigestion, il n'y avait qu'un pas qui ne fut pas franchi grâce à la présence d'un régulateur de jeu. La Direction des Affaires culturelles de la Province de Hainaut nous avait envoyé un animateur connu pour son calme olympien, Marc Vangeenderhuysen, jouant le rôle du gardien de but... à atteindre.

Selon un rituel bien établi, chacun devait avoir son temps de parole, après une mise en bouche faite par l'administrateur délégué de l'ACHO, Engelbert Petre, dans un cadre agrémenté d'œuvres d'artistes régionaux s'exprimant sur la question posée. C'est ainsi qu'on eut droit à une intervention technique de Frédéric Seynhaeve, sur le Conseil de développement de Wallonie picarde, et sur le Projet de région constituant l'aboutissement des travaux menés par le Conseil. Son intervention portait sur les missions, le territoire, la composition regroupant quatre collèges de réflexion et la stratégie répartie en une dizaine d'axes. Ensuite, ce fut la valse des interventions filmées. La première était réservée au Secrétaire général de la Communauté française, Henry Ingberg. Suivirent alors les interviews de onze échevins de la culture représentant les quatre coins du territoire Wapi. Il y en eut pour tous les goûts et chacun en tira l'un ou l'autre enseignement, souvent confirmé par le point de vue des représentants politiques, qui devait suivre.

La matinée, bien entamée. Le café bon. Le public, aussi!

C'est donc sans difficulté que l'on devait assister à un panel riche des représentants de chaque table-ronde. Les délégués en question étaient, dans l'ordre d'intervention, Michel Jakobiec (Directeur du Conservatoire de Tournai) pour les artistes, Maria Liégeois (Femmes Prévoyantes Socialistes Ath-Tournai) pour l'Education permanente, Reinold Leplat (Directeur du Parc des Plaines de l'Escaut) pour les gestionnaires de lieux et les organisateurs d'événements, Vincent Bertholet (Animateur-Directeur du Foyer socio-culturel d'Antoing) pour les Centres culturels et Alexandre Vallée, Chargé de la communication à Ideta et ancien de la Presse, pour les journalistes.

Daniel Carette, Inspecteur-Directeur du Service général de l'Inspection de la Culture, intervint alors sous l'angle de la réactivité, et du point de vue de la Communauté française.

Comme souvent, il ne mâcha pas ses mots, évitant les pièges de la langue de bois et rappelant la nature des missions de chacun, avec la promesse de soutien à ceux qui oeuvrent dans le sens de la remise en question, la transversalité, l'innovation, en n'oubliant jamais l'importance de l'Education permanente dans les missions culturelles.

Après cette intervention, le fruit de la discussion était mûr pour que chacun ait

l'occasion de s'exprimer, par des questions ou des réactions portant sur les contenus. Au-delà d'une reconnaissance renforcée du rôle de l'ACHO, nous avons relevé une série d'interventions porteuses de sens pour l'avenir, synthétisée à la dernière page de ce dossier.

Cette matinée dense s'acheva par l'intervention de Philippe Destatte, Directeur de l'Institut Destrée. Son travail nous permet de mettre en évidence une série de points :

- La vitalité de la culture et de la réflexion culturelle en Wallonie picarde, terre d'expérimentation dans le domaine culturel, mais aussi un désordre intellectuel dû, probablement, à un manque de temps pour gérer l'ensemble des informations.
- Une définition de la prospective, qui est une mise en mouvement, autrement dit, à la fois une attitude et une méthode. L'important, c'est le chemin, ... selon la formule du Général Giap. La prospective repose sur trois nécessités : la première est systémique, globale, ce sont les interrelations mises en évidence par Henry Ingberg. Ensuite, c'est la vision à long terme et enfin l'appui de l'intelligence collective.
- Il n'y a pas de développement territorial sans développement culturel, puisque la question de l'identification passe par la question : « qui suis-je » ?

Pour clôturer cette riche matinée, les « Passeurs de Rêves » nous emmènent, avec leur court-métrage « la question », sur le chemin utopique de l'Avenir de la culture de notre région.

Nous en restons-là, mais en n'ignorant pas la remarque très positive faite par Philippe Deman, Animateur-Directeur de la Maison de la culture de Tournai, et qui affirmait qu'il ne faut pas s'arrêter à ces Assises mais continuer la démarche d'aujourd'hui.

Vous avez dit « ambiance » ?

● ● ● B.L.

* Retrouvez l'ensemble de la démarche sur www.acho.be, espace documentaire « Assises culturelles » et sur <http://video.google.fr>, entrez « Assises culturelles »





Les cartes en main pour entreprendre

Michel Van Koninckxloo est le Directeur-Président de la Haute Ecole provinciale du Hainaut occidental (HEPHO), mais l'agronome qui est en lui reste attentif au devenir de la Section agronomie de Ath.

Il nous décrit un projet où il est question d'établir des ponts entre le monde de l'entreprise et celui de l'enseignement. Constatant une série d'échecs et d'abandons importants en première année, il a trouvé une solution, s'étalant sur la durée des études. « Ce programme s'inscrit dans le cadre des actions spécifiques menées par la Maison de l'Entreprise pour la sensibilisation des étudiants des écoles supérieures à l'esprit d'entreprendre. »

Imaginer, innover, entreprendre

La question première est de mieux identifier le choix d'études fait par les élèves, et donc de préciser, puis d'affiner, les projets de vie, les ambitions et les orientations.

Au cours de la première année, on cherche à développer un esprit d'initiative par un travail axé sur la confiance en soi et la créativité. L'idée est de montrer que les artistes savent innover et inventer, parfois avec des moyens dérisoires, ce qui annonce l'importance de la créativité dans l'entreprise. Des animateurs extérieurs, spécialisés en communication, apprennent aux étudiants à traiter la documentation et à utiliser sciemment l'Internet pour en tirer le meilleur dans l'élaboration d'un projet. La collaboration avec la Maison de l'Entreprise se traduit entre autres par la mise à disposition d'un spécialiste en économie. La seconde année est consacrée aux aspects techniques, économiques et environnementaux du projet. Il s'agit d'acquérir les compétences scientifiques nécessaires au bon accomplissement du projet développé par les étudiants. Notons que cette seconde année vient de commencer à la suite de la rentrée scolaire.

La dernière année intègre un stage d'une durée de près d'un semestre, ainsi qu'un Travail de fin d'études (TFE). C'est dans ce cadre que l'étudiant va passer à la phase de la réalisation avec, notamment, la mise au point d'un plan opérationnel, dénommé, dans le jargon du monde de l'entreprise, « business plan ». Pour ceux qui le souhaitent, il y a la possibilité de s'intégrer dans une structure de type pépinière d'entreprises, comme AZIMUT à Mons, ou encore la Maison de l'Entreprise à Tournai. Cette intégration permet d'entrer dans l'univers de la libre entreprise sans perdre ses droits sociaux. C'est le principe d'une « société de sociétés ». Bien entendu, la finalité n'est pas de transformer tous les diplômés en chefs d'entreprise, mais plus simplement de permettre au plus grand nombre de posséder les outils nécessaires à une bonne intégration dans le monde de l'entreprise qui est en attente de dynamisme, d'innovation et de capacité à se prendre en charge. Autrement dit, il s'agit d'acquérir la capacité d'être entreprenant dans le monde de l'entreprise.

● ● ● B.L.

Pour plus d'infos: www.lme.be, www.azimut.cc



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> François Xavier LEFEBVRE Fondation Hicter pour la Démocratie Culturelle asbl Éducation permanente Bruxelles

(1) Il faut souligner la crainte parfois des opérateurs à se lancer dans des travaux innovants, transdisciplinaires. Ce « travail des habitudes » est évidemment favorisé par des pouvoirs publics qui demandent de remplir de nombreuses missions avec des moyens ridicules et soutenant peu les initiatives impliquant de nouveaux acteurs, de nouvelles capacités.

On ne peut néanmoins que regretter l'absence de « Recherche & Développement » (R&D) dans le secteur culturel. Un certain lobbying devrait être réalisé par des structures parapluies comme l'ACHO ou son successeur. Ce R&D (analyse, diagnostic, formation) est indispensable pour aider les opérateurs à se lancer dans de nouvelles pratiques et leur faire partager des expériences.

Cela demande aussi beaucoup de temps de travailler sur la question des identités afin que celles-ci ne deviennent pas meurtrières. De ces petites morts du genre « enfermement » ou « contradictions ». Dans un monde qui se rétrécit (tout le monde voyage, les télécoms...), il est essentiel à la culture de rester ouverte et de donner aux publics la multitude d'identités présentes, que nous le voulions ou non, dans leur construction personnelle et dans notre société.

Un positionnement géographique doit donc être réfléchi non seulement en fonction d'une réalité interne mais également en fonction de ce qui entoure cette réalité, entre autres culturelle (une métropole, un pari Mons 2015, une communauté-région). Il est en tout cas important de ne pas se définir par l'exclusion.

(2) Concernant le point de l'autonomie relative de l'artiste, il s'agit de renforcer les capacités et compétences de l'artiste afin qu'il puisse lui-même se choisir un positionnement et essayer de le tenir face à des éléments bien plus structurés que lui (administration ou secteurs économiques).

La formation peut donc être un autre point d'attaque : formation à la coopération (locale, intercommunale, transfrontalière) tout en sachant que vous devez vous situer comme encadreur, architecte de celle-ci.

(4) Les culturels peuvent être des sensibilisateurs. Il y a aussi des contacts très intéressants à nouer avec les espaces « nature ».

(5) L'Éducation permanente étant devenue ce qu'elle est, suite au nouveau Décret, elle ne me semble plus être une piste d'entrée pour des petites structures telles que celles rencontrées en Wapi.

(6) Encore et toujours une envie de transversalité et un besoin de lobbying auprès des institutions, surtout régionales, pour que celles-ci prennent position en intégrant la culture au sens large comme un facteur potentiel de développement et de sensibilisation (la culture étant la grande oubliée de Marshall). Notons l'existence de programmes européens favorables – bien plus que la Communauté ou la Région – à ce genre de chose (Ex-Interreg ou LEADER).

DIFFUSION CULTURELLE, UNE PROFESSION EN PLEIN ESSOR

Artemia est l'unique diffuseur culturel en Wallonie picarde et les liens de collaboration qui l'unissent à l'ACHO reposent essentiellement sur la distribution de « Culture à chaud » et sur des partenariats dans le cadre du Contrat de Pays du Pays des Collines. Nous trouvons en Bernard Voiturier un interlocuteur qui comprend les enjeux que représentent les missions de l'Agence et le développement culturel de notre région.

« Il y a de plus en plus de demandes dans le domaine culturel (dans le sens le plus large du terme). Le marché s'élargit de jour en jour et on constate que la culture passe de plus en plus du secteur non-marchand à celui du marchand. » Ainsi, Bernard Voiturier constate que si les premiers clients d'Artemia, il y a une dizaine d'années, étaient essentiellement des asbl, à présent ce sont de plus en plus des sociétés commerciales. Cela s'explique par toute une évolution sociétale dont le reflet, dans le domaine culturel, est l'émergence et même le triomphe, de l'événementiel. D'autre part, dans le domaine du non-marchand, on assiste à une professionnalisation de l'information. Le bénévolat reste cependant de mise chez les jeunes qui montent leurs petits projets.

Du point de vue de la profession de l'affichage et de la communication, on est à la recherche de nouveaux produits. On dépasse l'affiche collée et il y a une demande pour des outils de plus en plus professionnels comme l'affichage en cadres, les bornes informatiques, etc.

Au-delà de la Wallonie picarde

Les zones à couvrir sont de plus en plus vastes et on dépasse les anciennes frontières. Par contre, la frontière linguistique disparaît moins et se renforce sans doute. Notre interlocuteur constate d'ailleurs que les français sont davantage présents en Flandre que les francophones de Belgique. « On affichera plus volontiers une affiche venant de Lille que de Mons, surtout si elle est écrite en français. Finalement le territoire couvert par Artemia dépasse les frontières virtuelles de la Wallonie picarde pour s'identifier à l'ensemble de la Communauté Wallonie-Bruxelles, ainsi qu'au Nord de la France jusqu'à Lille, Valenciennes et même la Côte d'Opale. Quant à la Flandre, elle est abordée dans le cadre de partenariats.

Des contraintes spécifiques

« On joue de plus en plus le rôle de conseiller dans le domaine des plans de travail avec les médias. Il nous arrive donc de nous



situer en amont des projets. On ne produit rien en interne, mais on conseille le client. » C'est ainsi que Bernard Voiturier nous précise ce nouveau rôle de conseiller dans le domaine de l'organisation. Il s'agit d'aider à répondre aux questions basiques selon la formulation bien connue : qui, quoi, comment, où, avec quels moyens, dans quels délais ? etc.

Pratiquement, cela signifie beaucoup de mobilité, et donc de déplacements, mais aussi de la proximité par rapport aux zones de travail. « On ne peut vraiment conseiller, et communiquer, que dans les zones que l'on connaît bien, et nos collègues sont le plus souvent impliqués dans la vie culturelle. »

Puisqu'on évoque les contraintes, il y en a avec les pouvoirs publics, par la nature même de l'activité. La société Artemia doit donc passer par des autorisations, ce qui augmente considérablement la masse de travail et la durée des délais. Il apparaît, selon notre interlocuteur, que certaines communes sont des plus réticentes quant aux messages venant d'entités différentes. L'activité est évidemment considérée comme commerciale et taxée comme tel, même si la matière est culturelle. « Il est vrai que la frontière entre le commercial et le culturel est de plus en plus floue. »

Il y a de l'avenir en Wallonie picarde et ailleurs

Peu de supports sont appelés à disparaître tandis que les nouveaux canaux de la communication vont s'imposer avec les bornes multimédias, et l'Internet dont la technique du E-mailing est la forme la plus évidente et déjà bien en place. On constate donc une augmentation du nombre de supports différents, tandis que l'affichage collé ou placé dans les magasins continuera dans la mesure où cela reste une formule accessible et souple. Pour le reste, la question de l'avenir reste largement posée et les inconnues ne manquent pas.

● ● ● B. L.

Ce n'est pas par hasard que notre choix s'est porté sur la société Labelpages pour cette interview. Graphiste, concepteur et maquettiste de « Culture à chaud », tels sont les liens qui l'unissent à l'ACHO. Un climat de confiance s'est installé entre les deux équipes avec le temps et l'expérience partagée. La qualité de la mise en page, mais aussi la souplesse, la rapidité et la compréhension des attentes sont autant d'éléments qui confortent l'équipe de l'Agence à faire appel à ses services.

se limiter au mail traditionnel, mais pour des gros fichiers, on fait appel au système FTP (Transfert de fichier direct sur le serveur de Labelpages) qui permet de transférer le contenu d'un livre entier. Enfin, au stade actuel, le client peut calculer lui-même son devis à partir d'un modèle que l'on trouve sur le site de l'entreprise. On gagne du temps, sans nuire à l'efficacité, l'équipe pouvant se faire rapidement une idée des attentes du client.

Une vision prospective

Il n'y a ni secret, ni miracle : la force d'une entreprise, c'est non seulement de répondre aux critères de qualité et de rapidité, tout en maintenant des coûts de production raisonnables, mais aussi de faire fonctionner le matériel, de créer un bon climat de travail, et de savoir se projeter dans un avenir plus ou moins proche. « On va se servir de plus en plus de l'Internet comme d'un outil de travail qui, par exemple, permettra aux gens de se créer leur propre mise en page... » Ainsi, si on désire réaliser des cartes postales, par exemple, il suffira de télécharger des images dans des zones prédéfinies puis, après une validation

Labelpages

« Recherche et développement » dynamique à exploiter !



électronique, confirmée par un paiement, la commande sera lancée, et exécutée dans un délai très court. Le principe sera évidemment applicable à d'autres domaines et notamment les cartes de visite, d'invitation et autres vecteurs de la communication visuelle.

Cette évolution est en route, mais elle suppose un remaniement des pratiques de travail, et surtout un investissement très lourd en temps de recherche, d'expérimentation et de mise en place des canevas indispensables au maintien de la qualité graphique. Ces canevas seront une source de facilité et notamment de souplesse pour les clients, tout en préservant des critères esthétiques auxquels Labelpages ne veut pas renoncer. Ce qui ne gêne rien c'est qu'il est question de créer des plates-formes ludiques avec la mise à disposition d'une banque d'images pour les clients. On devine la somme d'expertise, mais aussi d'improductivité liée à la période de mise au point, que cela présuppose !

Ainsi, cette dynamique de « Recherche et développement » s'inscrit dans une perspective qui dépasse le court terme, sachant que dans l'univers des TIC « demain est déjà hier ».

A plus long terme, il faut s'attendre à une fusion des différents documents, grâce à la généralisation du vecteur numérique, qui sera élaborée de façon à pouvoir être déclinés en fonction des médias utilisés (papier, Internet, vidéo, etc). D'autre part, il faut s'attendre à une évolution paradoxale des programmes informatiques : d'une part, ils seront de plus en plus capables d'engendrer de la complexité et de la traiter, mais d'autre part, leur utilisation sera de plus en plus commode.

Ceci étant dit, Nicolas Verplancken précise que son équipe et lui vont suivre une formation intensive à la pratique de la nouvelle « Suite » d'Adobe. Sachant leur niveau de compétence, c'est dire leur volonté de rester « pointus ».

Avant de quitter ce cadre de travail, agréable tant pour le client que pour les membres de l'équipe, Nicolas nous fait une dernière confidence. C'est vrai qu'il faut produire une certaine quantité, mais il préfère la formule « moins, mais mieux » et ainsi réaliser un travail à grande valeur ajoutée. Il veut dire valeur humaine, et on l'a bien compris !

Le jeune patron de Labelpages, Nicolas Verplancken, nous parle de son métier en le restituant d'abord dans le présent, puis en le projetant dans un avenir relativement proche, puisque dans son domaine les choses bougent très vite.

Pour commencer, rappelons que la vocation de la société Labelpages est de faire de la création et de la production graphique dont les différentes facettes sont la création de maquette, la mise en page, et l'impression numérique. Ces différentes composantes sont, en fonction des circonstances, indissociables ou, au contraire, séparées. On peut donc parler d'une approche partielle ou globale, l'ensemble de la démarche étant placée sous le signe d'une qualité ne se laissant pas prendre en défaut par d'autres éléments comme la production à tout prix.

« On travaille de plus en plus avec Internet », précise Nicolas. « Nous avons donc avec nos clients soit un rapport direct, physique en quelque sorte ou, au contraire, nous travaillons avec des gens qu'on ne voit jamais. On nous envoie des fichiers et cela permet de raccourcir les délais et d'économiser des déplacements. » Ainsi, l'Internet est un véritable outil de travail et toute perturbation sérieuse de son fonctionnement peut évidemment avoir des conséquences fâcheuses. Les techniques de transfert peuvent



TOURISME ET CULTURE, MARIAGE SÉDUISANT

La fédération des opérateurs culturels, l'importance de l'innovation, les économies de moyens, les synergies, l'attractivité à travers l'événementiel, la lisibilité, les partenariats, bref autant d'éléments récurrents qui, finalement, se recoupent avec l'ensemble des approches. C'est aussi la mise en évidence des enjeux culturels et touristiques que représentent les parcs naturels, le sentiment d'adhésion à un terroir et l'importance de pôles d'attraction. Enfin, c'est le constat, cent fois répété, que le territoire est d'une richesse culturelle exceptionnelle s'inscrivant dans une logique de tourisme en courts séjours.

Vision d'ensemble d'un territoire

La Maison du Tourisme du Tournais regroupe une équipe de huit personnes dont la direction est assumée par Nicolas Plouvier. Nous lui posons la question habituelle sur l'état actuel des choses. Il nous propose alors un bref retour en arrière, en prenant l'année 1995 comme point de départ. « Il n'y avait pas de vision d'ensemble pour les quelques acteurs liés au tourisme en Wallonie picarde, car ils ne se connaissaient pas. Un de nos premiers objectifs a été de les rassembler. » Voilà le préambule qui permet de mesurer le chemin parcouru depuis lors : le renforcement de ce qui existait déjà dans le domaine du patrimoine, les aménagements architecturaux mais aussi scénographiques, par exemple sous la forme de réalisations audiovisuelles complexes. On pense irrésistiblement à la magie de la Maison des Géants à Ath ! C'est aussi le temps des réalisations faites au Parc d'Enghien, aux deux Maisons des Parcs naturels, sans oublier Notre-Dame à la Rose, le cœur historique de la Ville de Tournai, Mahymobiles à Leuze et l'Archéosite d'Aubechies. Cette stratégie, souligne Nicolas Plouvier, est caractéristique de la démarche suivie en Wallonie picarde. Et il ajoute que « ... les infrastructures permettent de faire évoluer les contenus », et ce en fonction des opportunités et des réalités de terrain. Cette phase de renforcement, soutenue par des actions de promotion et de marketing, est à présent suivie d'une seconde phase placée sous le signe de la diversification. L'attraction touristique, à forte valeur culturelle ajoutée, cède la place, depuis 2004, à la randonnée. On peut discuter de la dimension culturelle de cette nouvelle filière, sachant que l'approche paysagère de la marche permet une lecture particulière de la ruralité, ce qui nous permet de souligner l'excellence de la documentation sous forme de fiches d'itinéraires. C'est alors qu'on se projette dans l'avenir, à la fois proche, au moyen des stratégies mises en place par l'équipe de la Maison du Tourisme du Tournais, et lointain, par la vision prospective de notre interlocuteur. La gastronomie, les relations aux terroirs, les loisirs et le tourisme d'affaire (séminaires et réceptions) constituent autant de filières à explorer.

Des filières multiples, mais une à la fois

Nicolas Plouvier reprend ici un principe bien connu des stratèges, et notamment du fameux Clausewitz : il faut traiter un seul théâtre d'opération à la fois. Notons que le contexte est nettement plus

pacifique ! Mais il s'agit bien de ne pas se disperser. Aussi, l'équipe travaille sur deux niveaux : l'un concerne la maintenance et l'amélioration de la filière en cours, l'autre s'intéresse à la mise en place d'une nouvelle filière. Parallèlement à cette dualité d'action et de réflexion prospective, au sein de chaque filière se produit une diversification des publics cibles. Ainsi, la première catégorie de public relevait de l'individuel, tandis que depuis trois ans, la dimension collective est abordée à partir des autocaristes, des associations et des écoles. La portée de l'action, concernant les individus ou les groupes, s'inscrit dans le registre du tourisme d'un jour, dans un rayon d'une centaine de kilomètres. Le scolaire a été abordé selon des méthodes résolument actuelles, puisque les acteurs de terrain que sont les enseignants ont été impliqués à travers des équipes volontaires de réflexion et de prospection. « Des enseignants qui parlaient à des enseignants, et cela a donné 280 fiches pédagogiques. » Un exemple à méditer par les décideurs qui décident sans tenir compte des réalités de terrain. Et il ajoute : « Nous avons investi dans la pierre, à présent nous investissons dans la matière grise, dans l'humain. » Car le but, qui n'a plus rien d'utopique, est de réunir les acteurs des mêmes secteurs d'activités. Pour y arriver, tout un travail d'animation de terrain est mené pour apprendre aux personnes impliquées à travailler ensemble. Les principaux domaines concernés sont donc tout ce qui relève de l'attractivité, du monde pédagogique, des communes, les responsables des lieux d'accueil, etc.

La transversalité est l'avenir de toute dynamique

Il s'agira, dans un avenir plus ou moins proche, de ne plus se limiter au tourisme et de se livrer à des approches transversales. Un premier axe de travail, déjà en cours, consiste en la revitalisation des centres urbains à Lessines, Péruwelz et Tournai. On améliore ainsi le cadre de vie des habitants tout en renforçant l'attractivité touristique. Les retombées économiques sont nombreuses, notamment sur l'Horeca et l'immobilier. L'action de revitalisation possède une charge culturelle importante et confirme les relations de plus en plus tangibles entre culture et économie. Ceci se vérifie à travers le second axe stratégique développé par la Maison du Tourisme du Tournais, qui tend au mixage des trois secteurs que sont le tourisme, la culture et l'économique. L'importance du patrimoine est ainsi largement démontrée.

Un troisième axe stratégique est constitué par l'émergence de l'événementiel qui permet, avec d'autres facteurs, de dégager une dynamique de région et une certaine image devant aboutir à

une sorte de fidélisation. Encore une fois, il faut faire rencontrer les acteurs du secteur, les aider à organiser et à structurer leurs actions. L'adage affirmant que « l'union fait la force » a beau être mis à mal par certaines réalités politiques, il n'en reste pas moins vrai dans le domaine des actions humaines. L'échelle territoriale de la Wallonie picarde le permet et notre interlocuteur évoque la mise en commun de petites actions événementielles jusqu'à un « Festival de la randonnée ». Cette image forte, soutenue par une bonne information, intéresse évidemment le secteur économique qui peut-être collaborer sous forme de partenariat, de sponsoring, de renforcement de l'image de marque. En conclusion, il faut dans un avenir proche, créer des outils de promotion dans le domaine de l'événementiel. Ainsi, en visant trois publics cibles, la Maison du Tourisme peut mettre à son actif le renforcement de l'attractivité de la Wallonie picarde et la création des sentiers de randonnées. Les loisirs, la gastronomie et l'événementiel verront leurs filières s'amorcer en 2008, tandis que le tourisme d'affaire est prévu pour la fin de cette année.

Finalement, la dimension culturelle du développement touristique est intimement liée au Patrimoine, particulièrement riche et diversifié en Wallonie picarde et, dans une vision prospective, au développement de l'événementiel à caractère culturel dans le sens large du terme. Un challenge qui ne fait que commencer !

Infos : www.tournaisis.be, www.rando-nature.be et www.sortie-scolaire.be

Un « après » au Contrat de Pays du Pays des Collines ?

L'entretien porte sur le Contrat de Pays et sur les conclusions de cette expérience-pilote dont le renouvellement n'est pas à l'ordre du jour. Tout commence en 2000 avec le souhait de mettre en place une expérience-pilote basée sur le modèle du Contrat-Culture des villes. La durée du Contrat de Pays du Pays des Collines est de quatre années, soit de 2003 à 2007. C'est dans ce cadre que l'Agence culturelle du Hainaut occidental, en qualité de structure porteuse, se voit confier la concrétisation du projet en assurant la coordination de terrain.

Valeur ajoutée aux projets

Le point de départ repose sur la dynamique associative qui caractérise si bien le Pays des Collines, mais avec un supplément en matière d'apports financiers et en termes de collaborations. « Le Contrat-Culture (ou Contrat de Pays) du Pays des Collines a ceci de particulier, c'est qu'on y a travaillé en termes d'objectifs, d'axes et de moyens », nous précise Martine Laurent, Responsable de l'équipe du Hainaut occidental de la Fondation Rurale de Wallonie (FRW).

En matières d'objectifs, le principal était de renforcer l'identité du Pays des Collines et de créer ainsi une dynamique nouvelle, renforçant le sentiment d'appartenance, tout en faisant connaître cette région à l'extérieur. « Ce qui a été positif, c'est que le Contrat de Pays a été porté par un Comité de concertation qui réunissait les différents opérateurs de la région », ajoute-t-elle. La dynamique entre les opérateurs s'en est trouvée renforcée. La formule « se mettre autour d'une table et pouvoir entendre le point de vue de l'autre » prend ici sa pleine signification. « On a appris à travailler ensemble ce qui permet de créer une dynamique nouvelle et apporter une valeur ajoutée dans le domaine des projets. Et ces projets ont particulièrement bien abouti. »

Une dynamique de projets, une meilleure gestion des fonds, des économies d'échelles dans l'acquisition et l'utilisation du matériel, et une meilleure communication grâce à l'ACHO qui assumait cette fonction. Les moyens supplémentaires utilisés pour ces différents volets proviennent du Contrat de Pays.

La Fondation Rurale de Wallonie et ses missions

A la question de savoir quel fut le rôle et la place de la Fondation dans la mise en place du Contrat de Pays, Martine Laurent rappelle avant tout la présence de la Fondation depuis un quart de siècle dans cette belle région des Collines. Pour la mise en œuvre des programmes communaux de développement rural des communes d'Ellezelles, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing et Mont de l'Enclus et l'accompagnement des projets sur le terrain. C'est ainsi que la FRW peut faire le lien entre les projets des communes, le programme européen Leader + du Gal du Pays des Collines et le Contrat de Pays culture.

Pour Martine Laurent, la fin du Contrat n'est pas la fin de tout, il faut continuer sous une autre forme. La Communauté française se penche vers d'autres formules comme, par exemple, des Contrats de développement territoriaux. « Il est important de maintenir cette dynamique, et de nouveaux types de contrats permettraient peut-être d'aller plus loin dans les partenariats, » précise notre interlocutrice. Au cours de la discussion qui prolonge cet entretien, se manifeste l'importance de structures macroscopiques comme l'Agence culturelle et la Fondation rurale, dans la mesure où elles peuvent prendre le recul nécessaire par rapport aux différents points de vue. Finalement, l'essentiel est de pouvoir créer les synergies nouvelles auxquelles nous avons déjà fait allusion. La partie n'est peut-être pas gagnée, mais un véritable progrès a été réalisé pour mieux vivre et mieux agir au Pays des Collines.



ACHO



Les partenaires de l'expérience pilote

Ils sont treize opérateurs à s'être retrouvés régulièrement pour développer des synergies nouvelles dans le cadre du Contrat de Pays : le Parc Naturel et le Centre culturel du Pays des Collines, l'Ecomusée des Collines à La Hamaide comme la Maison du Sucre à Frasnes, ou encore les Amis de Watkyne à Ellezelles. Ceux-ci ont un rôle emblématique en matière de conservation des traditions matérielles et immatérielles. On retrouve encore la régionale du Hainaut occidental du GSARA, la Confédération Parascolaire du Hainaut, la Maison des Jeunes « Vaniche », le Centre protestant d'Amougies, la Maison culturelle d'Ath, la Fondation Rurale de Wallonie, le Centre culturel René Magritte et l'ACHO. C'est pratiquement l'ensemble des forces vives de la région des Collines que l'on y retrouve et c'est dire la somme de potentialités humaines que cela représente.

Dans cette dynamique, un travail d'évaluation exposé du Contrat de Pays du Pays des Collines a été confié au STICS asbl, Service de formation agréé en Education permanente par le Ministère de la Communauté française, via une méthode d'évaluation participative. L'ensemble des partenaires du Contrat de Pays du Pays des Collines ont été associés à toutes les étapes. Cette évaluation permettra, sans aucun doute, de nourrir une réflexion et d'avoir une vision globale et cohérente quant à l'avenir du développement culturel de cette belle région.*

Infos : www.pays-des-collines.be*

* Le travail d'évaluation est téléchargeable sur www.acho.be, « espace documentaire-contrat de pays », ou disponible sur simple demande au +32 (0)69 53 28 00.

Du côté du Parc des Plaines de l'Escaut

Le Parc a vécu un moment fort avec le 10e anniversaire de sa création. C'était en 1996 ! C'est tout naturellement, façon de parler, que ce temps fort a été réalisé en collaboration avec le Parc de la Scarpe et de l'Escaut dans l'esprit transfrontalier qui a toujours caractérisé la collaboration entre les deux espaces. La fête portait d'ailleurs le nom évocateur de « Passeurs de frontières » et a constitué une vitrine idéale pour montrer au public tout ce qu'on peut faire en matière d'éducation à l'environnement. C'était une belle vitrine de savoirs-faire en association avec les producteurs locaux et

le projet festif intitulé « Le déjeuner sur l'herbe ». Ce passage de frontière est à sens multiple. On passe aussi les frontières entre les différentes politiques sectorielles. « Pour répondre aux enjeux de nos territoires, il faut des réponses adaptées qui dépassent les réponses toutes faites. On a toujours une approche transversale des problématiques qui associent toutes les thématiques et compétences présentes sur le territoire. Ce sont les membres de l'équipe, les acteurs et les gestionnaires. »

Il s'agit donc d'une approche globale dont le paysage pourrait constituer la représentation à la fois symbolique et concrète. En effet, la notion de paysage fait intervenir des secteurs comme l'aménagement du territoire, la biodiversité, la conservation de la nature, l'agriculture et le tourisme en activant tous les niveaux de pouvoir, la population, les communes du Parc ainsi que les autres acteurs, les associations, les gestionnaires jusqu'à l'échelle de la Région wallonne.

Et ça marche ?

« On bouscule certaines habitudes, certainement, mais, à l'usage, on montre que l'on trouve des solutions plus durables. On doit un peu faire la démonstration que cela fonctionne, avec beaucoup d'efforts dans le domaine de la communication, et notamment la pédagogie et la vulgarisation. Il faut remarquer que l'outil Parc naturel n'est pas encore suffisamment bien connu et reconnu. » A ce sujet, notons qu'un nouveau décret sur les Parcs naturels est en préparation, le premier datant de 1985 et ayant subi une révision en 1999, avec la volonté d'affiner les missions des parcs et de leur donner les moyens à la hauteur de ces missions.

Et dans les vingt ans à venir ?

« Dans les vingt ans, on sera un des premiers parcs européens reconnu, puisqu'il est déjà dénommé Parc naturel transfrontalier du Hainaut. Tout en gardant notre identité et notre spécificité qui viennent enrichir le territoire, mais avec des moyens en commun pour aborder les grandes problématiques du territoire qui n'ont pas de frontière comme la gestion des paysages, de l'eau, des milieux naturels et du développement d'offres de tourisme et de loisirs. »

Va-t-on vers un élargissement du Parc ?

A cette question, la réponse de Reinold Leplat est directe, et c'est « non ». En effet, un Parc naturel repose sur une dynamique de territoires marquée par la cohérence et diverses caractéristiques spécifiques. Mais il précise que : « Par contre, les Parcs sont des laboratoires. Un Parc est un territoire d'innovation et d'expérimentation dont les démarches peuvent inspirer, faire évoluer d'autres espaces. » Mis à l'échelle de la Wallonie picarde, la dynamique d'un Parc naturel peut évidemment inspirer des démarches intéressantes permettant de mieux répondre à des enjeux et des attentes en matière territoriale. C'est le cas, notamment, en ce qui concerne la gestion des territoires ruraux et de leur préservation, voire de leur amélioration.

On en arrive, inévitablement au projet de Contrat de Pays qui n'a pas abouti. Pour le directeur du Parc, le Contrat de Pays est essentiellement un outil, un cadre destiné à faire caisse de résonance par rapport à des ambitions, des projets, etc. C'est ainsi que les Parcs n'ont pas de compétence culturelle et, pourtant, la culture est un vecteur qui permet aussi de répondre à des enjeux de territoire. La culture permet de faire émerger des projets, par exemple en matière de patrimoine. Et notre interlocuteur précise que : « La culture irrigue tous les domaines de compétence du Parc. Que ce soit en matière de biodiversité, de patrimoine, de paysage... » Évocation du projet porté par le conseil culturel de la Maison de la culture de Tournai et intitulé « La Nuit à fleur de peau » qui intégrait si bien le double concept de nature et de culture. Ce cocktail « nature – environnement – culture » est un véritable bouillon de culture pouvant générer des projets intéressants. Alors se pose la question de savoir comment ne pas être exclu du projet culturel ? La réponse est simple, du moins en théorie, mais mise en pratique sur le territoire du Parc par des partenariats avec les acteurs culturels et plus particulièrement avec les Centres culturels d'Antoing, de Beloeil

et de Péruwelz qui se situent dans le territoire du Parc.

Les résultats sont positifs, puisqu'il apparaît que les différentes rencontres et expériences se révèlent positives. C'est encore relativement à l'état embryonnaire, mais la bonne volonté y est. En ce sens, la réédition du «Déjeuner sur l'herbe» est un exemple encourageant. Pour le reste, Reinold Leplat semble avoir beaucoup d'idées en réserve quant à l'avenir et au développement des partenariats qui sont, sans aucun doute, la clef de voûte d'un projet global.

Infos : www.plainesdescaut.be

Une porte d'entrée parmi d'autres...

L'Hôpital Notre-Dame à la Rose a une portée emblématique représentée par les métamorphoses de ce bâtiment, hier encore voué à la destruction, et à présent en pleine renaissance. Non seulement, il représente une portion importante de notre patrimoine, mais il est appelé à faire de la ville de Lessines une porte d'entrée idéale pour les voisins venant de Flandre. Avec le Château de Beloëil et la Cathédrale de Tournai, on forme ainsi un triangle à l'intérieur duquel tout est à découvrir.



Le maître des lieux, Raphaël Debruyne, nous accueille avec l'enthousiasme qu'on lui connaît. Rien que de bonnes nouvelles. On apprend ainsi que dans quelques semaines les derniers aménagements muséologiques seront terminés avec l'inauguration de trois nouvelles salles de pharmacie et de cuisine. «Cela permet de continuer la partie consacrée aux différentes thématiques de l'histoire des sciences qui diffèrent des thématiques d'un musée d'histoire de l'art», nous précise-t-il. Ainsi, il s'agit d'augmenter le spectre de rayonnement du site et de ses activités, notamment par des collaborations mises en place avec les entités voisines de Flobecq et d'Ellezelles. L'indice de fréquentation se maintient largement à hauteur de 40.000 visiteurs par an. Qui aurait imaginé un tel mouvement de visiteurs, il y a une vingtaine d'années ?

Un présent porteur d'avenir, un nouveau livre pour le signifier

Ce qui est très encourageant, et donc motivant, c'est le «feedback» assumé par les visiteurs sous la forme de courriels, de lettres, par l'inscription au registre des Amis du musée, par les visites recommencées, le bouche-à-oreille. Il se produit ainsi ce que banalement on appelle l'effet «boule-de-neige». Et plus élégamment, le directeur du lieu précise que «les visiteurs sont appelés à devenir les maillons d'un grand mouvement humain. Nous donnons le meilleur de nous-mêmes et on nous le rend bien.» Ce n'est donc pas un miracle, malgré le passé religieux du site sauvé de justesse et de façon quasi miraculeuse, mais bien le produit d'un humanisme piquide et concret.

À Lessines, on ne reste pas sur ses lauriers et, déjà, un nouveau livre se fait jour. Il reprend l'ossature de la première édition, mais il l'amplifie par de nouveaux chapitres qui en feront un nouvel ouvrage de référence. Il sortira pour la fin d'année et sera, qui sait, un must pour les cadeaux à glisser sous les aiguilles du sapin. Notre interlocuteur ne nous laisse pas totalement sur notre faim, puisqu'il précise que l'histoire du chantier y sera contée, tandis qu'un autre chapitre sera consacré aux collections scientifiques et, notamment, à la bibliothèque spécialisée dont les premiers ouvrages remontent au 15^e siècle. Et pour finir, ou presque, une approche du fond d'archives sera réservée au lecteur passionné. Un détour par le 17^e siècle, si riche sur tant de plans (c'est le siècle de Descartes) insistera sur les rapports entre la présence de Supérieures de haut niveau et l'entrée d'œuvres d'art commandées auprès d'orfèvres tournaisiens et de peintres anversois issus de la grande école de Rubens, sans oublier les planches et autres éditions réalisées par les ateliers Plantin-Moretus. On en reste là, sachant que la liste des projets ne peut que s'allonger.

Un réseau européen avec une antenne en Wallonie picarde

Toutes ces belles choses seront visibles sous la forme d'une exposition provisoire qui sera présentée sur le plateau d'expositions dont les travaux s'achèvent. Mais l'exposition, promise à un prestige certain, est prévue pour le printemps 2009. Qu'on se le dise... déjà!

En termes de prospectives, Raphaël Debruyne propose de distinguer les cinq ans à venir, d'un futur plus lointain.

Tout d'abord, il y a l'achèvement des grands chantiers et notamment celui de la dernière grande façade. Parallèlement se développe le principe d'un réseau européen de sites hospitaliers à caractère historique. Citons les Hospices de Beaune, Ste Marie à Siennes, St Jean de Bruges, etc. Ce serait la possibilité de porter ensemble un dossier devant l'Unesco.

Enfin, la dimension événementielle ne pouvant être négligée sur un site aussi magique, des possibilités de spectacles fixes ou ambulatoires sont envisagées et déjà on se met à rêver aux futures nuits de Lessines. Mais d'une façon plus globale, et au-delà de l'événementiel qui est par définition éphémère, le directeur-conservateur envisage aussi la possibilité d'animations permanentes avec des chanteurs, des musiciens et des jongleurs s'exprimant en pleine résonance avec le lieu. Il nous parle de valeur ajoutée par ce qui est pour lui le plus significatif et le plus enrichissant : l'humain. Une gradation s'établit alors, partant d'un ancien château, passant par une cathédrale, et aboutissant en ce lieu de souffrance et de compassion que fut Notre-Dame à la Rose. «Et au-delà s'accomplit le passage historique de la charité à la bienfaisance publique, pour aboutir à la grandeur de l'homme.» Nous saluons ensemble la mémoire des hommes qu'exhalent les murs de Notre-Dame à la Rose, un des plus purs joyaux de notre Wallonie picarde.

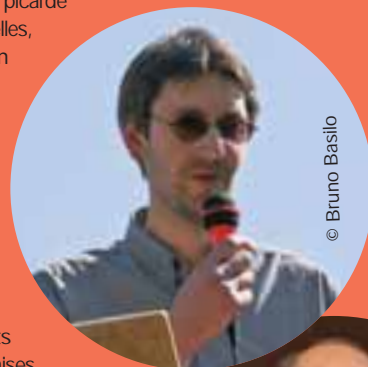
Une projection dans l'avenir...

Pour Raphaël Debruyne, l'avenir de la Wallonie picarde est en partie tributaire de la relation avec Bruxelles, qui restera, il l'espère, un pôle d'attraction essentiel. Nous sommes soumis à des forces centrifuges se focalisant autour de deux axes : Lille - Bruxelles d'une part, et Mons - Flandre, d'autre part. C'est un problème d'équilibre. Mons, capitale culturelle en puissance, sera-t-elle à l'origine de retombées positives? Ce n'est pas certain. Après tout, Lille 2004 n'a pas fait de miracle sur notre territoire. Aussi notre interlocuteur penche pour ces partenariats avec Bruxelles, et avec des communes françaises telles que Valenciennes, Seclin et Douai. Il faudrait aussi être présent dans un projet comme «Louvre-Lens»... qui a été présenté au Mac's, à Hornu.

L'avenir commence par une meilleure visibilité. Il existe de nombreuses pistes telles que l'édition, par exemple sous la forme d'une publication portant à la fois sur le patrimoine et le folklore. Il faut aussi fédérer les opérateurs valorisant le patrimoine, faire revenir les «cerveaux» issus de nos terroirs et leur donner la possibilité d'œuvrer à des projets novateurs. Mais bien sûr, rien n'est possible sans l'économique, d'où l'importance de ne pas négliger Bruxelles et les moyens de transport. Le constat fait par notre interlocuteur est à la fois nuancé et riche en interrogations multiples. Il est vrai que l'avenir comporte sa part d'imprédictibilité, par exemple dans le domaine de l'énergie vouée aux transports et qui pourrait influencer l'orientation du projet culturel de territoire.

● ● ● B.L.

infos : www.notredamealarose.com



© Bruno Basilo



La rencontre avec ces deux personnages de terrain, en juin 2007, à quelques jours de nos Assises, constituait une belle opportunité pour appréhender la représentation que se font des voisins expérimentés sur le territoire de la Wallonie picarde. La notion de territoire-pilote, associée à celle de conscientisation quant à l'appartenance, semble évidente à nos deux interlocuteurs. Des caractéristiques communes avec le Nord de la France leur apparaissent clairement, notamment par cette phase post-industrielle qui suppose une reconstruction dont le ciment est la culture.

... De Donato Giuliani, Chef de Projet Mission "Coopération Culturelle Eurorégionale et Internationale" de la Direction de la Culture Région Nord-Pas de Calais.

Qu'advient-il de notre région culturelle ?

« Dans le Nord Pas-de-Calais, on s'est penché sur la politique culturelle qui passe par ses voisins du Kent et de Belgique. On ne peut réfléchir sur soi-même sans prendre le pouls des voisins.

on associe Pierre Mauroy qui fut le premier à prendre la culture comme élément de développement. On pense à la création de l'Orchestre philharmonique de Lille, au Festival de musique, ... Il s'est donné les moyens de travailler sur cette région et cela a donné un aménagement culturel du territoire auquel on a consacré un budget important. Trente ans après, plus exactement en 2003, on a fait un constat d'institutionnalisation sur un budget de 46 millions d'Euros : 85 % bénéficiaient à 15 % des structures.

La politique culturelle n'était pas visible, trop peu, et Lille 2004 a constitué un projet totem pour donner du désir culturel. Il n'était pas possible de ne pas avoir une concertation sur la mise en place des synergies et de se positionner sur les moyens de communication et l'utilisation d'Interreg. Se posait la question de l'appropriation des moyens.

La Wallonie picarde nous apparaît comme l'épicentre de ce qui a été plus largement développé au niveau euro-régional. C'est un territoire pilote. La Wallonie picarde est le territoire sur lequel on a commencé les choses au point de vue de la collaboration transfrontalière. On a acquis une sorte de maturité et, là où se réalisent des collaborations, on peut poser le problème de la mobilité des citoyens. L'objectif de la mobilité est fixé à 2013, et les citoyens de cette région ont peut-être une conscience plus élevée de ce problème. Par exemple, la liaison Tournai - Lille qui n'est pas des plus commodes. Et dès 2009, on se posera la question de l'après 2013. Ainsi, on développe une politique culturelle tout en interrogeant les générations. »

Les habitants concernés par la liaison Tournai-Lille ont-ils acquis un supplément de mobilité ?

« La mobilité culturelle est représentative de la mobilité en général. La nouveauté est qu'il faut rentabiliser les actions, et ce dans le meilleur sens du terme. L'expérience réussie du musée Guggenheim, à Bilbao, est édifiante. »

Connaissez-vous le concept de Wallonie picarde ?

« Je ne connaissais pas le terme, mais



Au milieu des années septante, le Nord Pas-de-Calais qui avait basé son redéploiement sur une série d'activités a vu sa prospérité s'écrouler. Les politiques allaient avoir une intuition à laquelle

certainement le Hainaut occidental en tant que territoire important, regroupant 300.000 personnes. Il y a une conscience collective d'appartenir à un territoire caractérisé par l'aspect linguistique. De ce point de vue, l'Eurorégion est un lieu de croisement dans lequel coexistent des logiques infrarégionales complexes. Ici, quand j'en parle, c'est en termes de cohésion et pas nécessairement d'objectifs communs. » L'échange continue par rapport au travail mené dans la relation entre Dunkerque et Bruges, la construction ne faisant que commencer avec des collaborations entre les trois régions impliquées : le Nord Pas-de-Calais, la Flandre et la Wallonie picarde.

... De Pascal Brunet, Directeur du Relais Culture Europe

« D'une façon générale, la question de la culture repose sur les acteurs culturels et sur le financement par les pouvoirs publics. La conciliation est difficile car on regarde les projets avec des grilles différentes. Aussi, il faut savoir retrouver un lien fort avec la société, par exemple en retrouvant le lien entre l'Education permanente et la culture. La population est concernée par des problématiques nouvelles par rapport à la culture. Il y a trop peu de public concerné, entre 5 et 10 %, et il faut donc retrouver le lien significatif. Le territoire (le Nord dans le sens large du terme) est caractérisé par une population interculturelle qui se situe entre l'auto-centrage et l'ouverture. Il nous faut désormais intégrer le champ interculturel. Plus nous avançons et plus la bonne gouvernance ne sera pas facile dans le domaine de la culture. La dimension citoyenne me semble plus avancée en Wallonie et notamment en Wallonie picarde.

Dans un espace commun, marqué par l'interculturalité, se pose la question de la citoyenneté. Si on abandonne ce terrain, ce sont d'autres qui s'en empareront, par exemple le monde de l'industrie. Se poserait alors rapidement le problème de la liberté d'expression. Il y a là une responsabilité politique. C'est l'ensemble de la société qui est concerné, puisqu'il s'agit de la liberté publique. Cela discute et se traduit comme aujourd'hui dans ce genre de rencontre.

En matière d'interculturalité, on est en présence d'une double impasse avec le constat d'échec aussi bien du modèle anglo-saxon que du modèle républicain. Le premier produit des coupures, tandis que le second révèle les limites de l'intégration. Nous sommes en présence de communautés dont la langue n'est pas représentative numériquement puisqu'elle concerne une centaine de populations différentes. Il faut relancer la question interculturelle, mais aussi multiculturelle. Par exemple, est-ce que nous n'imposons pas un modèle éthique, d'où l'importance d'un examen historique post-colonial. Mais il doit y avoir réciprocité. Toutes les communautés doivent donc être envisagées.

C'est l'enjeu de la démocratisation culturelle : il faut réinventer les politiques culturelles en tant qu'outil de transformation culturelle. Et ce n'est pas le rôle des artistes qui ont autre chose à faire, à créer. Il faut se définir des objectifs clairs, avoir une vision, un projet politique, quelle que soit la dimension territoriale. On doit aussi se donner des outils pour se raconter soi-même, par exemple à travers le cinéma. A ce point du vue, l'expression de la Belgitude par le cinéma est une réussite. »

Et la Wallonie picarde ?

Pour notre interlocuteur, le Hainaut étant identifié en tant qu'intérêt pour l'Europe, par son aspect post-industriel, induit les mêmes questions que l'on se pose pour d'autres questions d'Europe.

« C'est la notion d'appartenance et celles des fondamentaux culturels plus forts. Cela doit servir à se reconstruire. Il s'agit d'un questionnement et non d'un repli identitaire, sachant que les racines sont nécessaires dans un espace mondialisé. Tout le monde doit s'interroger, comme en Corse ou ailleurs. Dans les régions marquées par les catastrophes économiques, il est toujours bon de poser la question de l'appartenance pour se relancer, pour créer une dynamique nouvelle ».

● ● ● B. L.

Infos : www.relais-culture-europe.org
www.nordpasdecalais.fr/culture

> Jean-Luc Dubart Ecrivain | Bléharies

Poème

" Somme toute :

il n'y a pas ou peu de différence entre une pierre et un poème.
Ils se nourrissent tous deux de vent, de soleil et de pluie.
Ils sont tous deux de brèche, de veine et de taille.
Ils connaissent le temps des feuilles gelées
et des fièvres incertaines,
les temps des éclipses et ceux des équinoxes.

A dire vrai :

il n'y a pas ou peu de différence entre une pierre et un poème.
Tous deux disent – paradoxalement – l'éphémère et le vivant,
ils affirment l'éternel et celui qu'il est inconvenant d'appeler
Dieu.

Un mot, dans un dictionnaire, n'est jamais
qu'un cadavre de mot.

Quand il est en bouche, quand ils sont en bouche,
lui avec tous ses amis de la langue tendre,
c'est seulement qu'ils prennent corps et âme et chair.

Il en est de même pour la pierre.

C'est en éclats, en rocailles et cailloutis qu'elle prend
toute sa mesure.

Vous le verrez maintenant.

Que dis-je ?

Vous l'avez déjà vu puisque vous venez d'entrer
Dans ce blanc pays qui dit le solide, le minéral,
La vie."

Ce poème dit la Wallonie Picarde, il tente de décrire le Pays Blanc.

> Les Passeurs de Rêves Théâtre de rue | Barry

Compagnie de théâtre de rue fondée en 1999 par Yves Coumans et Nadia Vermeulen, les « Passeurs de Rêves » entendent favoriser l'émergence de créations plastiques, théâtrales ou musicales à travers les Arts de la rue.

Les Passeurs de Rêves présentent 'La question' : l'Avenir de la culture en Wallonie picarde ? La question est plutôt vache. Les passeurs de rêves vont tenter d'y apporter quelques réponses.

Le film qu'il vous est possible de visionner sur Video Google* est très très amateur !

Il n'est cependant pas interdit aux moins de 18 ans, ni aux moins de 12 ans, ni aux moins de 6 ans, rien, cela va de soi !

Bonne découverte !

* video.google.fr, entrez Assises culturelles, rendez-vous à 28 minutes et 20 secondes





Culture... un mot plein de sens

Pierre Mory est professeur honoraire à l'Institut des Hautes Études des Communications sociales (IHECS) où il a enseigné la sociologie depuis la fondation de l'institution à Ramegnies-Chin, en 1965. Docteur en droit, il a aussi obtenu un Diplôme d'études supérieures (DES) en Sciences politiques, à Lille. Il se définit comme un sociologue progressiste, relié à la réalité terrienne.

La politique de la culture depuis les années soixante

Le 27 octobre 1966, André Malraux, Ministre français de la culture, présente à l'Assemblée Nationale le budget de son Ministère en annonçant sa volonté de créer de nombreuses maisons de la culture.

L'esprit de sa politique est clair. L'enseignement a été démocratisé mais l'art ne l'a pas été. Quelques phrases de son intervention expriment bien sa logique.

«La Maison de la culture est en train de devenir, la religion en moins, la cathédrale, c'est-à-dire le lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux.»

«Il s'agit de faire ce que la IIIe République avait réalisé, dans sa volonté républicaine, pour l'enseignement ; il s'agit de faire en sorte que chaque enfant de France puisse avoir droit aux tableaux, au théâtre, au cinéma, etc., comme il a droit à l'alphabet.»

André Malraux insiste aussi sur le fait que l'objectif n'est pas de façonner toutes les personnes de la même manière mais de faire en sorte que chacun puisse faire ses choix.

Dans les années qui ont suivi, la Belgique, principalement du côté francophone, est entrée dans la même logique.

La politique culturelle menée depuis lors a constitué une réalité importante dans notre société. Faut-il la remettre en question ?

La culture, de la terre à la réalité sociale

Le mot culture a des sens différents. La politique de la culture, globalement, n'en a retenu qu'un. Ne pourrait-on pas, cependant, tenir compte de quelques-uns des autres ?

Le premier sens du mot culture, apparu au Moyen-Âge, est lié

au travail de la terre. Il se rapporte aux opérations menées pour produire des végétaux utiles à l'homme.

Au milieu du XVIe siècle, apparaît une transposition frappante. La culture est aussi le travail systématique de développement de ses possibilités intellectuelles. Il faut se faire grandir.

Les élargissements de sens du mot culture seront nombreux dans la suite. L'exercice de développement des capacités individuelles débouche sur un savoir et une expérience qui enrichissent le goût et les capacités de jugement. Il s'agit là d'un nouveau sens du mot culture. Au Siècle des lumières se développe ensuite l'image de l'homme cultivé, qui est intelligent, sensible et raffiné.

Un glissement important va encore s'opérer dans la suite. La notion de culture ne sera plus seulement liée à l'expérience individuelle. Des connaissances et des œuvres d'art peuvent être reconnues dans une société comme essentielles pour le développement des personnes. Elles constituent la culture.

Un nouvel élargissement de sens du mot culture va s'opérer au XIXe siècle, dans le contexte du développement de l'anthropologie. La société façonne ses membres. Elle le fait à travers bien des éléments, religieux ou philosophiques, sociaux, économiques, géographiques, politiques..., qui sont relativement cohérents parce qu'ils appartiennent à la même culture, c'est-à-dire aux mêmes modèles et aux mêmes modes de fonctionnement.

Sur la base de cette nouvelle orientation, on insistera, plus récemment, sur l'importance des images, des mythes et des modèles créés par les médias.

Une nouvelle politique de « la » culture dans notre société ?

Après une période marquée par d'indiscutables réussites, la question de la politique de la culture est cependant reposée aujourd'hui. Est-il possible de construire un projet aussi cohérent que celui d'André Malraux ? Si nous reprenons les différents sens du mot culture, nous pouvons peut-être imaginer quelques orientations.

Le premier sens du mot culture n'a plus rien à voir, apparemment, avec la réflexion sur une politique de la culture. Il nous renvoie pourtant à un type de travail, manuel et utilitaire, pouvant déboucher sur de la création. L'artisanat, il est vrai, a perdu de son importance dans notre société.

Faut-il insister sur l'exercice intellectuel ou artistique ? Les connaissances, dans cette logique, n'ont pas la première importance et ce qui compte c'est la méthodologie. Sans doute ce domaine appartient-il, en bonne partie, à l'enseignement.

La culture est liée, pour un certain nombre de personnes, à l'idée que des connaissances sont fondamentales et que certaines tendances et réalisations artistiques sont d'une qualité exceptionnelle. Ce sont ces connaissances et ces œuvres qui doivent être mises en valeur et devenir des références pour l'ensemble de la population. C'est dans cet esprit qu'a été menée en grande partie la politique culturelle depuis quarante ans. Une question doit cependant être posée. Le choix d'un groupe de personnes, dans le domaine de la création artistique, doit-il être imposé à l'ensemble de la population ?

La conception de la culture ne doit-elle pas être plus large ?

Ne faut-il pas tenir compte de la réalité des fondements culturels de notre société, au sens anthropologique, et amener la population à mieux la connaître pour pouvoir, éventuellement, mieux la transformer ?

La culture ne doit-elle pas être, à la fois la reconnaissance des fondements de la société, l'ouverture aux messages et aux œuvres de qualité particulière (en acceptant les critères de groupes différents) et l'entraînement à l'innovation et à la création ?

Quels que soient les choix, ne faut-il pas espérer surtout un projet politique clair, ouvert, efficace et toujours démocratique ?

Faut-il insister sur l'exercice intellectuel ou artistique ?

● ● ● Pierre Mory



À la recherche de repères pour l'avenir

Voici plusieurs années que la Maison Culturelle d'Ath (MCA) a choisi d'orienter une partie de ses actions de développement de la citoyenneté vers le futur.



Si l'Education permanente a pour objectif de permettre à chacun de devenir un citoyen responsable, actif, critique et solidaire, il ne faut pas seulement s'attaquer aux problèmes d'aujourd'hui qui sont souvent des résultantes de dangers non perçus précédemment ou d'indicateurs négligés.

Entraîner chacun à se poser la question de demain est une manière d'agir plus dans la prévention que dans la réparation.

La mondialisation effrénée entraîne des risques majeurs et complique fortement la compréhension de la mutation et du devenir du monde et de nos sociétés. Il est urgent d'outiller les citoyens pour leur permettre de faire face à la complexification

en cours et de leur permettre d'agir à leur niveau. « Penser global pour agir local », n'a jamais eu autant de sens.

Le réchauffement climatique, les pollutions, le gaspillage des ressources naturelles, la diminution de la biodiversité, la santé, la démographie mondiale galopante, la dualisation au sein de la planète, le changement des valeurs sont quelques-unes des grandes questions de demain.

La MCA a mis sur pied un cycle de conférences : « Repères pour l'avenir », un cycle de grandes conférences, invitant intellectuels connus ou moins connus qui ouvrent tous la réflexion sur demain en couvrant des aspects complémentaires.

À côté de cette initiative, des activités destinées à créer un point de départ à la réflexion sont proposées avec des supports créatifs et culturels :

« Chroniques 2047 » réalisation de photos-romans par des étudiants du secondaire supérieur présentant leur vision du futur. Plus que le résultat concret de la publication des photos-romans, c'est le trajet réalisé avec les étudiants qui est important, la découverte du travail en groupe, les animations d'accompagnement, les initiations techniques et la réflexion qui débute.

« 2007<...>2027 » propose aux citoyens, en novembre 2007, de contribuer à une exposition/installation en apportant un objet, qu'ils supposent disparu d'ici 2027. Chaque objet est photographié avec son contributeur qui explique sa démarche. Les objets sont embaumés par des étudiants artistes et replacés dans le cadre d'une expo qui sera montée en 2007 et 2027. Une seconde expo réalisée par une autre école artistique présentera sa vision de 2027. En complément à la démarche artistique, un village associatif réunira des groupements prônant le développement durable. Ce village accueillera étudiants et publics autour d'animations. En soirée, des rencontres thématiques seront également prévues.

Un des atouts du projet est qu'il permet d'atteindre des objectifs différents en utilisant des outils spécifiquement culturels et artistiques. Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration et mise en route du projet, la MCA entraîne ses partenaires à partager sa réflexion.

Un effet de contamination qui se veut porteur d'avenir.

● ● ● Engelbert Petre

* Plus d'informations au +32 (0)68 26 99 99

> Anne Deroubaix

Éducation permanente Responsable régionale Vie Féminine - Région Picarde Tournai / Mouscron

L'Education permanente, une démarche culturelle fondamentale.

Par son travail culturel, Vie Féminine veut répondre aux besoins des femmes et les accompagner dans la prise d'autonomie, dans la mise en œuvre de projets, d'actions collectives, de manières innovantes de participer et d'être actrices de changements. C'est dans ce sens que notre démarche d'Education permanente est et reste fondamentale. Ce que nous mettons en place dans la région est à développer : ateliers théâtraux, ateliers d'écriture, activités créatives, groupes de réflexion thématique, excursions et visites collectives.

L'accès à la culture est problématique pour beaucoup de femmes vivant dans la précarité. Il est souvent entravé par les problèmes de mobilité, plus encore en soirée. La culture et les sorties se trouvent au point de convergence de deux problématiques différentes : celles des revenus et celle des rapports sociaux. « Quand on n'a pas d'argent, on ne sort pas et quand on ne sort pas, on perd ses contacts sociaux. »

Tout cela montre que, comme dans d'autres domaines, la question de la culture ne peut être pensée de manière isolée, sans tenir compte de son coût et de l'infrastructure qui y donne accès, sous peine que tous les efforts pour proposer une large offre culturelle soient vains.

Que représente la culture pour les femmes de notre réseau en région picarde et quels sont les freins ressentis et à travailler ?

Sortir, se distraire, oublier, avoir des contacts sociaux, prendre de l'autonomie, construire son identité, avoir une maîtrise de son temps, capital culturel, avoir plus de compétences, avoir une meilleure image de soi, être en groupe, avoir des affinités, échanger, augmenter son savoir, développer son esprit critique, prendre du recul par rapport à ses difficultés quotidiennes, recréer des liens familiaux, spectacles jeunes publics et lieux de culture pour les enfants, sortir pour soi, ...

Cependant des freins nombreux existent quant à l'accès à la culture, freins financiers mais aussi autres :

- s'octroyer le droit de sortir ;
- chercher une solution de garde pour les enfants, manque de garderie ;
- image de la « mauvaise mère » qui délaisse la famille ;
- crainte de sortir accompagnée ou seule ;
- sentiment d'insécurité ;
- problèmes de mobilité, de transports ;
- crainte de sortir seule ;
- comment s'habiller, surtout quand on manque de moyens ;
- effort de sortir de l'isolement.

(Extrait d'une étude réalisée par Vie Féminine sur le thème : « comment les femmes vivent-elles la précarité aujourd'hui ? » avec la collaboration de B. Francq, sociologue de l'UCL)

WALLONIE PICARDE 2025: DIX AXES ET DES PROJETS CONCRETS

En surface et dans la vie concrète des habitants de Wallonie picarde, il semblerait ne s'être rien passé depuis les trois forums publics du printemps. Mais en surface seulement... Car le Conseil de développement et son Bureau de prospective ont travaillé d'arrache-pied, depuis lors, pour finaliser un document qui s'avérera primordial pour les deux prochaines décennies.

Un Projet de Région, qu'est-ce à dire ? Selon la définition qu'en fait le Directeur de l'Institut Jules Destrée (lire en page 36 l'entretien avec Philippe Destatte), il s'agit fondamentalement d'un chemin que les parties prenantes du territoire (les entreprises, les pouvoirs publics, les associations et les citoyens) prennent ensemble pour construire, en bonne intelligence, une vision d'avenir partagée par tous et fondée sur des valeurs, des finalités ainsi qu'une volonté commune.

Ce chemin se traduit, in concreto, par un plan d'actions à court, moyen et long termes, qui répond aux enjeux actuels et futurs du territoire, qui est approprié par tous, et fait l'objet d'un contrat ou d'une charte de territoire. Cette charte précise pour sa part les conditions d'une mise en œuvre efficiente, les moyens humains et financiers à affecter ainsi que les systèmes de pilotage et d'évaluation.

10 axes stratégiques

Ce Projet de région s'articule autour des dix axes stratégiques qui ont été avalisés par le Conseil de développement le 21 mai :

1. Fédérer les projets et institutionnaliser une coopération supracommunale respectueuse des parties et participative
2. Concevoir et réaliser une stratégie de développement contractualisée avec la Région wallonne, d'une part, avec les métropoles et territoires voisins, d'autre part
3. Affirmer une image volontariste et cohérente du territoire à l'intérieur comme à l'extérieur
4. Réaménager le territoire, gérer ses potentialités et ses mobilités sur un mode intégré
5. Devenir un territoire apprenant, qui favorise culture, innovation, multilinguisme, créativité et entrepreneuriat
6. Mettre en œuvre un projet de qualification socio-économique globale du territoire
7. Remobiliser le capital endogène conjointement aux efforts faits pour l'accueil d'investisseurs extérieurs
8. Assurer l'emploi pour tous par un développement plus innovant dans de nouveaux secteurs (bio-industries, services aux personnes, énergie, tourisme, logistique)

9. Intégrer la solidarité sociale comme un vecteur indissociable du développement

10. Donner au territoire une dimension environnementale marquée
Et ensuite ?

L'été s'est donc révélé propice à la compilation de plus d'une centaine de fiches-actions rédigées par les opérateurs institutionnels, économiques, culturels, associatifs, environnementaux du territoire. Toutes les actions ont ensuite été réparties selon leur adéquation avec un ou plusieurs de ces dix axes stratégiques.

Des concepts qui peuvent apparaître abstraits, mais qui se déclinent en projets tangibles : projet de revitalisation urbaine et de valorisation touristique de la Cathédrale de Tournai et du centre historique, aménagements touristiques et verts le long du canal de l'Espierre, liaison de Lessines à l'A8, mise en œuvre de parcs d'activités économiques qualitatifs et création de crèches dans ces derniers, création d'un pôle d'enseignement supérieur interréseaux...

Parallèlement, les projets issus de ces fiches qui seraient introduits auprès de la Région wallonne en vue de décrocher des financements européens (Programmes « Objectif Convergence 2007-2013 », « Interreg IV ») bénéficieront d'une forme de « label ». En effet, puisqu'elles auront été sélectionnées comme projets structurants pour la Wallonie picarde et intégrées au Projet de région, ces actions verront leur candidature appuyée par une mention de leur participation à une vision globale, cohérente et partagée du territoire.

Si, dans la méthodologie définie par l'Institut Jules Destrée, cinq des six étapes ont d'ores et déjà été franchies dans le processus de conception de ce « Projet de région Wallonie picarde 2025 », la sixième et ultime portion de ce cercle vertueux n'est pas la moindre : il s'agira, dès demain, de la mise en œuvre concrète des projets et, à moyen terme, de leur évaluation. « Savoir pour prévoir, afin de pouvoir », aurait probablement résumé Auguste Comte.

● ● ● Le Conseil de développement de Wallonie picarde



LA PAROLE VOUS EST DONNÉE!

> Laurent Dumortier
Éditions Chloé des Lys | Tournai

Je pense qu'à côté de la littérature de masse, se développe une littérature plus pointue, plus spécifique. Il est clair que des genres littéraires, comme la poésie, ne se vendront pas à des milliers d'exemplaires, mais elles font partie intégrante de la littérature. Les grosses maisons d'édition ont pour stratégie de devenir de grands groupes littéraires, à l'instar de ce qu'est Hachette en

France. En rachetant de nombreuses maisons d'édition, il ne demeure plus qu'une seule politique éditoriale, ce qui a pour conséquence d'avoir des textes « formatés »... Seules les maisons d'édition indépendantes peuvent proposer autre chose...

Le phénomène est identique pour la musique, le théâtre et les autres disciplines artistiques : seuls les subventionnés, les « reconnus »

UNE LONGUE VUE AMBITIEUSE POUR TRACER L'AVENIR

Chacun sait qu'il doit tirer sa force de ses différences

Analyser, réfléchir, proposer, évaluer. Autant d'actions qui peuvent déjà apparaître compliquées lorsqu'elles s'appliquent à un territoire ou à un groupe social restreint et unitaire. Conjuguer ces quatre verbes à l'échelle d'un territoire riche de 23 entités et 325.000 habitants peut s'apparenter à une gageure. Un défi, en tout cas.

Le COPITAM (Comité de pilotage Tournai-Ath-Mouscron) avait entrepris de le relever. Il s'agissait d'un lieu de concertation où différents acteurs de ce Hainaut occidental qui se cherchait encore, évoquaient des projets et problématiques d'intérêt commun. Où ils traçaient déjà la vision d'un territoire dont chacun sait qu'il doit tirer sa force de ses différences, sous peine de périr par son morcellement.

Après six années d'existence, le COPITAM s'est effacé le 21 juin 2006 au profit du Conseil de développement de Wallonie picarde. Association de fait et donc volontariste, ce Conseil se veut avant toute chose un lieu de débat, une force de proposition et d'impulsion. Composé d'une soixantaine d'acteurs de la Wallonie picarde, recrutés après un appel à candidature, le Conseil s'articule autour de plusieurs secteurs : monde socio-économique, enseignement, formation, culture, milieux associatifs, acteurs politique, personnalités (médias, institutions...).

A raison d'une réunion plénière bimestrielle, de régulières convocations du Bureau de l'Intercommunale (19 membres) et du travail acharné de plusieurs groupes thématiques, le Conseil de développement a progressé, en un peu plus d'un an, dans la rédaction d'un Projet de région (lire ci-dessous). Ce document, appelé à baliser, à orienter le développement de la Wallonie picarde au cours des vingt prochaines années, constitue un exercice de prospective, qui passe de l'introspection au réalisable. Qui s'inspire des rêves sans négliger le risque de désillusion.

Afin d'encadrer cette démarche, le Conseil de développement s'est adjoint l'expertise technique de l'Institut Jules Destrée. Centre de recherche spécialisé dans le développement territorial, l'Institut a calqué son intervention sur une méthodologie précise, définie autour des étapes suivantes : identification et diagnostic prospectif, définition des enjeux de long terme, construction de la vision commune, définition des axes stratégiques, mesure et choix des actions concrètes, mise en œuvre et évaluation. Aussi théorique qu'elle puisse paraître, cette méthode a rapidement été transformée en gestes concrets, en réalités palpables.

Ainsi, le premier chantier aura consisté en une analyse à la loupe de notre territoire, de ses forces et faiblesses. Fin 2006, cet exercice était accompli et les caractéristiques majeures de la Wallonie picarde étaient identifiées : un cadre de vie dont la qualité n'a d'égal

que la fragilité, une identité vigoureuse mais morcelée, une place confuse dans l'espace et le voisinage immédiat, une gouvernance éclatée (entre intercommunales, notamment), un capital humain et social menacé (vieillesse de la population...), et au final, un développement territorial bridé par ces divers constats.

Une fois posées les premières bases de ce diagnostic territorial, il fallait confronter ces éléments avec la perception du grand public. Il était en effet devenu primordial de savoir ce que pensaient les habitants de cette Wallonie picarde en devenir. Le printemps 2007 a donc vu fleurir trois forums publics, participatifs, où des thématiques comme l'identité du territoire, l'innovation, la formation et le développement durable ont été disséquées. Objectif : amender le Projet de région grâce aux interventions des uns et des autres, aux priorités et avis pertinents émis lors de ces trois rencontres. Les « souhaitables » ont permis de cerner une série d'enjeux globaux de développement.

Qu'il s'agisse du renforcement de l'identité et de la cohésion du territoire, de sa place dans les relations transfrontalières, du respect de ses composantes rurales et urbaines, de l'intensification de l'éducation, de la formation et de l'enseignement au service de la compétitivité, les acteurs réunis autour de la table ont ainsi construit leur vision commune pour l'avenir du territoire.

Mais le Conseil de développement, ce n'est pas « que » le ferment du Projet de région, même s'il est vrai que ces derniers mois, la démarche a accaparé une bonne partie des débats. Des dossiers d'actualité y sont également évoqués, comme par exemple les menaces sur la place de la gare de Tournai sur le réseau ferroviaire belge, les flux de travailleurs frontaliers, la perspective d'une Communauté de communes, le projet de Centre de sports de nature et de glisse à Péronnes, l'implantation du Cora à Estaimpuis ou encore le Centre funéraire (crématorium) de Wallonie picarde, à Frasnes-lez-Anvaing... Des problématiques et des projets dont l'envergure embrasse l'entièreté du territoire, et qui cadrent donc parfaitement avec la vocation du Conseil de développement.

● ● ● Le Conseil de développement de Wallonie picarde

> Alexis Lambert Studio Plasma | Entreprise culturelle

ont droit de cité : je pense qu'on doit créer, en ce qui concerne la Wallonie picarde, une synergie entre les divers partenaires culturels : une mise sur pied d'un événement intégrant les groupes musicaux régionaux, les comédiens, les artistes, auteurs, metteurs en scène, peintres, sculpteurs, etc.. qui permettrait à coup sûr de mettre en évidence les « talents » existant en Wallonie picarde. Et pourquoi pas une « nuit du fantastique » ? Un thème suffisamment large qui serait ouvert à pas mal de monde.

Cela ne nous inspire qu'une seule chose ... Quand le service public via des associations n'assume pas ses engagements et finit par ne pas régler la note au secteur privé, où va t-on ? Il faut arrêter de diaboliser le secteur privé ! Nous ne sommes pas là pour financer sous une quelconque forme des projets ou produits censés être financés par l'état et le contribuable. Les entreprises ne sont pas des banques.

Etat des lieux et perspectives pour la Wallonie picarde

Philippe Destatte, Directeur général de l'Institut Destrée et Professeur de prospective à l'Université de Paris 7, pose un regard extérieur sur notre Wallonie picarde et, partant de là, établit une série de constats dont le plus important est celui d'une dynamique de renouveau issue d'une prise de conscience des potentialités nombreuses.



Il nous propose un retour en arrière, disons d'une dizaine d'années, pour mieux apprécier ce mouvement. A l'époque, notre région lui avait semblé être avant tout l'expression d'une ruralité gravitant autour de quelques pôles urbains, comme une sorte de tâche verte, sur la carte, cela s'entend, tournant le dos à la grande métropole lilloise. Ainsi, tandis que se renforçait le triangle urbain formé par Lille, Tourcoing et Roubaix, il se produisait chez nous une sorte d'enfermement par rapport à une « dynamique urbaine conquérante... ». Ainsi, notre territoire se pensait-il ailleurs, à l'extérieur, comme un hinterland de cet ailleurs. Depuis lors, la prise de conscience de cet état de choses, suivie d'une dynamique stratégique, a eu pour conséquence que, désormais, notre territoire se pense de l'intérieur. Selon notre interlocuteur, il est clair que notre conscience territoriale, s'identifiant de plus en plus en tant que Wallonie picarde, a trouvé et prouvé sa maturité.

Désormais, le Hainaut occidental, de plus en plus souvent dénommé Wallonie picarde se positionne plus sûrement par rapport à la région lilloise, avec toutes les possibilités que cela représente. D'autre part, il constate aussi qu'on tournait le dos à une autre réalité, car le fait de se limiter à cette « tâche verte », où il fait bon vivre, limitait le regard dans la direction de Namur. Autrement dit, ignorait la réalité de la capitale de la Wallonie.

La dynamique issue de Wallonie picarde s'inscrit dans une idée de reconstruction, et de participation à la dynamique wallonne dans son ensemble. Ce n'est donc pas une dynamique de personnes, mais tout un mouvement se devant d'être le plus collectif possible. Notre Wallonie picarde n'est d'ailleurs pas la seule région où l'on constate cette évolution, puisqu'on retrouve la même logique dans la province de Luxembourg.

Il faut donc se tourner vers Namur, mais aussi vers Bruxelles, où la métropolisation intense nous apparaît à la fois comme une menace et comme une opportunité de développement. Pour des régions comme Silly et Lessines, l'élargissement de la ceinture immobilière autour de Bruxelles est évidemment ressentie négativement du point de vue de la pression sur l'habitat local. C'est ressenti, et c'est aussi une réalité, comme une logique de dortoir, ce qui voile, en un premier temps, les opportunités que ces mouvements de populations représentent.

Ainsi, le territoire a pris conscience de son positionnement par rapport aux autres régions, et cela a débouché sur l'idée de construire une stratégie s'inscrivant dans le moyen terme et surtout le long terme.

Si la réalité bruxelloise apparaît clairement à travers ses habitants et son attractivité de capitale, la pierre d'achoppement vient de la difficulté d'établir un dialogue entre les instances de décision, et cela dans la mesure où elles relèvent de Namur ou de Bruxelles. Il faut évidemment se parler et les relations « diplomatiques » relèvent d'un « discours de région à région ».

Deux axes de référence

Mais revenons à la notion de territoire. Le nôtre, autrement dit la Wallonie picarde, est traversé par deux axes de référence qui se croisent, symboliquement, mais surtout dans la réalité de la géographie humaine (par le jeu des autoroutes, par exemple) au centre du territoire. C'est une réalité, et surtout une opportunité, qui ne doit pas nous échapper.

Le premier axe relie Mouscron à Mons et, au-delà, à Namur, tandis qu'au-delà de Mouscron il y a Courtrai, puis Bruges, le littoral et la zone transfrontalière qu'il englobe, jusqu'à Dunkerque y compris avec une ouverture vers le Kent. Le second axe, Bruxelles - Lille, a également beaucoup d'implications, dont la moindre n'est pas sa participation à l'extension des ceintures urbaines auxquelles il a déjà été fait allusion.

L'ensemble de ces constats débouche sur cette prise de conscience d'une grande richesse endogène : celle de nos villes et de nos huit terroirs. C'est un ensemble territorial où les gens peuvent se parler et se mettre ensemble autour d'une stratégie d'ouverture sur le monde qui entoure la Wallonie picarde.

Déjà, le Livre blanc avait mis en évidence la nécessité d'accroître les liens et de développer des réseaux entre les territoires, condition nécessaire pour créer une dynamique commune. Mais comment y arriver ?

C'est ici qu'apparaît un élément intéressant : c'est la volonté d'innover à travers la mise en place d'un Conseil de développement. « Quelques pionniers sont allés voir en France où se développait avec succès une expérience issue de la Loi Voynet. Ils ont adapté cette expérience aux réalités de ce territoire. » C'est ainsi que l'on a fait appel à une soixantaine de personnes représentatives des forces vives de la Wallonie picarde. On y retrouve donc l'ensemble des secteurs significatifs comme l'économie, la culture, le transfrontalier, le social, le politique, etc. C'est un succès car non seulement tout le monde répond à cet appel, mais en plus il se dégage un véritable consensus et une forte volonté d'agir. On peut donc affirmer que

Positionnement spatial de Wallonie picarde 2025





Wallonie picarde, précurseur culturel

Les inspecteurs du service général de l'Inspection de la Culture de la Communauté française sont à la disposition des organisations, associations et pouvoirs publics pour examiner avec eux les questions et projets qu'ils voudront bien leur soumettre et pour tenter, dans la mesure des moyens disponibles, d'y apporter avec leur collaboration les réponses adéquates. Daniel Carette, Jacky Barbiot et Jean-Pierre Tournois sont les inspecteurs chargés du suivi de dossiers sur notre territoire. Les deux premiers expliquent leur perception de l'avenir culturel en Wallonie picarde.

Le premier échange met en évidence un paradoxe : les technologies de l'information n'ont pas abouti à une meilleure communication, au contraire. On constate un individualisme dans le chef des opérateurs culturels induisant un manque de partenariat et de collaboration. C'est peut-être une conséquence du cloisonnement institutionnel.

Décloisonner, aller vers l'autre

Daniel Carette évoque la « théorie des capitaux ». Pour développer des projets, il faut disposer de ressources formant les capitaux : capital culturel, social, économique et symbolique. Si on veut aller plus loin en matière de développement, il faut s'interroger sur les ressources et mettre en évidence les manques. Le capital social est essentiel puisqu'il concerne les alliances, les réseaux et les partenariats. Le decloisonnement est donc indispensable. La discussion se poursuit sur le constat des difficultés que la démarche d'ouverture représente. Elle serait moindre en Hainaut occidental, même si certaines institutions culturelles n'ont pas réalisé leur mission fédératrice. On peut donc s'interroger sur ce manque de dialogue et de partenariats avec les acteurs et autres opérateurs culturels. L'ouverture concerne aussi les autres secteurs du capital social : l'économie, le tourisme, le social, l'enseignement et la formation.

L'école et la culture

Les passerelles entre le domaine culturel et l'enseignement ne manquent pas. S'agit-il de partenariats, ou de « roues de secours » ? Mais alors, où se trouve la véritable coopération, si la mutualisation des moyens n'est pas envisagée ? Daniel Carette constate bien un retour vers la culture de la part de l'école, mais, selon lui, il ne faut surtout pas revenir à la formule des années 80, celle des activités

socioculturelles, mais établir des contrats. Jacky Barbiot cite le sociologue Alain Touraine : « ... il faut que l'école mette la culture dans son projet pédagogique et fasse elle-même appel à la culture... »¹

Créer des lieux de débats

On en revient à l'échange pour dépasser la défense du projet personnel. Ces rencontres existent, mais alors qu'elles devraient être centrales avec des lieux dédiés, elles proviennent de la périphérie, là où surgissent des facteurs de divergence et de changement. Les rencontres concernent évidemment le monde de l'Inspection. Est-ce que les « culturels » rencontrent les « académiques » ? La réponse est oui, ... mais c'est plutôt l'exception, et ce à cause des barrières institutionnelles. La conscience de cette difficulté est réelle, puisque l'on vient de créer une cellule culture-enseignement. Bien sûr, on n'a pas attendu après cela pour s'intéresser aux zones d'intersection, précise Daniel Carette, mais il faut agir dans un cadre légal. Si on s'intéresse aux autres piliers du développement que sont l'économie et l'environnement, dans une perspective de développement durable, les choses se compliquent, puisque ce sont des compétences relevant de la Région wallonne.

Projet de région, projet d'avenir

Le Projet de région est le moyen d'obtenir une légitimité de la Région wallonne et d'arriver à une approche globale des problèmes. Il ne suffit cependant pas de decloisonner les secteurs, il faut encore développer un projet commun tout en veillant à renforcer le capital social. La difficulté proviendrait, selon lui, des relations existantes entre le secteur culturel et le monde politique. Tournai serait un indicateur d'alliance trop faible entre ces deux secteurs, tandis que Mouscron connaîtrait l'effet inverse, avec les risques de confusion. Pas assez d'interférences politiques est peut-être mieux que trop d'interférences ? La question reste ouverte, d'autant plus que le rôle de l'appareil d'Etat est de créer de l'harmonie dans la société et pour y arriver, il cloisonne.

Une conséquence de ce cloisonnement est que de travailler à la fois à l'échelle de la Communauté, de la Région et de l'Europe est d'une rare complexité.

Ce cloisonnement, on le retrouve dans les institutions d'Education permanente qui s'inscrivent, souvent, dans un courant idéologique. Mais par le système des alliances, ce déficit de pluralisme peut être comblé. C'est le cas avec la rencontre du MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien) et des FPS (Femmes Prévoyantes Socialistes) qui a permis l'éclosion du projet « Lire et Ecrire ».

Un phénomène intéressant a été mis en évidence en 2000. Il consistait à établir un parallèle entre la population d'une région et la quantité d'institutions culturelles. Chez nous, on a constaté que les Centres culturels et les bibliothèques étaient les mieux représentés. Or, ce sont des institutions pluralistes soumises au Pacte culturel. Par contre, à Charleroi, on découvrait un déficit du nombre de ces mêmes institutions. La création de Centres culturels pourrait être une réponse pluraliste face à des majorités ne se renouvelant pas. On comprend mieux actuellement !

Du point de vue de la créativité, il semblerait qu'il y ait un déficit de Centre d'expression et de créativité (CEC), lié au fait que le secteur est limité. Par contre, les pratiques d'amateurs sont nombreuses à travers les fanfares, les chorales et les pratiques dialectales. La création professionnelle est au contraire limitée et se résume surtout à des productions personnelles.

Une fonction centrale pas assez reconnue

Tournai a une position centrale par rapport au secteur artistique, mais on constate trop peu de relais entre les écoles d'art et le projet culturel tournaisien.² Au contraire, à Comines, la décentralisation de l'Académie de Tournai est en interpénétration avec la politique culturelle de la cité, et cela s'exprime à travers le projet « Art/Terre ». Il



est vrai que le sens de l'ouverture découle naturellement de l'expérience transfrontalière de Comines, avec une relation privilégiée avec la France, bien avant que les projets Interreg n'apparaissent.

On retrouve cette dynamique d'ouverture à travers le projet Interreg, Mouscron-Tourcoing, de la Compagnie Chateau. C'est une institution qui manque de structure d'accueil et en trouve une à Mouscron.³ Par contre, cette ouverture on ne la retrouve pas dans les flux d'étudiants vers les universités françaises pourtant toutes proches.

Un constat optimiste

La Wallonie picarde possède un actif important en tant que territoire expérimental. On y a créé la première Maison de la culture de Tournai, l'Agence culturelle (ACHO) y est implantée, les premiers Contrats-culture ont été négociés à Tournai (et à Mons), les radios locales à orientation culturelle sont nombreuses, il y a des projets transfrontaliers⁴ à Tournai et à Péruwelz. Le tout est, selon nos interlocuteurs, de préserver les spécificités sous-régionales, non pas en termes d'opposition, mais bien de complémentarité sachant que l'avenir est dans l'ouverture.

Il est clair que depuis l'époque révolue des « pères fondateurs » liés aux années soixante, les regards, ainsi que les analyses, ont changé. Qu'en est-il à présent dans les structures décisionnelles ?

Daniel Carette estime que les trois lignes de politique culturelle vont être conservées :

- L'encouragement à la production et à la diffusion d'œuvres.
- La démocratisation culturelle, c'est-à-dire l'accès à la culture pour tous avec un accompagnement pédagogique.
- Le renforcement de la capacité d'expression des associations et des groupes en définissant mieux les stratégies à suivre.

Des axes de travail sont à mettre en place !

C'est la mise en route d'une politique d'évaluation participative : « ...quitter le faire pour mieux réfléchir au faire. »

C'est la participation citoyenne de telle façon que le citoyen devienne actif dans la détermination de l'offre culturelle, par exemple dans le domaine des arts de la rue.

C'est le décloisonnement des champs sociaux et culturels.

Il faut aussi s'intéresser aux relations entre les citoyens et l'Etat, et mieux définir les critères en matière de subventions, de responsabilisation des opérateurs culturels, affiner ou renouveler la définition des Centres culturels, etc.

● ● ● B.L.

(1) Alain Touraine, né en 1925, est un des chefs de file des courants sociologiques apparus en France. Il considère que la société est le résultat toujours renouvelé de conflits opposant les acteurs collectifs que sont les classes et les mouvements sociaux.

(2) Les collaborations existent entre les écoles d'art et la Maison de la culture, par exemple dans le cadre du 250^e anniversaire de l'Académie des Beaux-Arts. Le musée Horta (Beaux-Arts) est de plus en plus impliqué dans des projets sous forme d'ouverture et d'accueil. Les choses sont peut-être en train de bouger...

(3) L'ouverture mouscronnoise a fait l'objet de reportages de la part de la RTBF. L'Animateur-Directeur, Christian Debaere a évoqué les difficultés financières qu'engendrent les accueils d'artistes flamands parce que non subventionnés.

(4) La Maison de la culture de Tournai poursuit sa collaboration avec la Rose des Vents à Villeneuve d'Ascq et le Prato à Lille et le Centre Culturel de Péruwelz avec Vieux-Condé.

Harmonie pour l'avenir...

Lors des tables-rondes réunissant les acteurs de terrain d'univers distincts et complémentaires, des prospectives communes ont été dégagées pour construire l'Avenir de la culture en Wallonie picarde. Voici les principales :

- Sensibiliser les jeunes à l'art, à la culture via l'enseignement et inciter le citoyen à devenir actif dans la détermination de l'offre culturelle.
- Injecter plus de subsides, afin de donner à la culture la place qu'elle mérite.
- Établir des synergies entre le culturel, le politique et décloisonner les secteurs et les compétences.
- Permettre de travailler réellement sur les transversalités au sein d'un même territoire avec les associations publiques, privées, pluralistes.
- Modifier les Politiques culturelles et établir des réflexions plus larges sur la culture au niveau fédéral. Les politiques doivent jouer la carte de la transversalité et de la transcommunauté.
- Mettre en place au sein de la Communauté française une structure consacrée au milieu rural.
- Décloisonner les frontières institutionnelles et les secteurs de compétence entre la Région wallonne et la Communauté française.
- Souligner l'importance du rôle de l'ACHO grâce à son travail de coopération, d'information, d'aides, d'accueil, de rencontres, ...
- Redéfinir le profil des agents culturels, leurs différentes fonctions et missions sur le territoire dans les Centres culturels mais également dans les petits lieux culturels.
- Professionnaliser et accompagner les bénévoles et les opérateurs culturels pour partager le savoir-faire, le professionnalisme et la logistique.
- Identifier notre Région en définissant un projet global et territorial fédérateur au-delà de la culture, lié à l'économie, au tourisme, au folklore, ... (intégrés au patrimoine, à l'histoire, au terroir, aux légendes, aux habitants) et tenant compte des différences existantes des populations de la Région. Renforcer les moyens d'information sur les propriétés du territoire.

● ● ● L'équipe de l'ACHO

Pour prendre connaissance de l'entièreté des Assises culturelles 2007 organisées par l'ACHO, rendez-vous sur notre site Internet www.acho.be, dans la rubrique « Espace documentaire- Rencontres de l'ACHO » et sur video.google.fr, entrez « Assises culturelles ».

LA PAROLE VOUS EST DONNÉE

Henri Quintin

Peintre | Amougies

« Nos anciens souhaitaient déjà une dixième province pour le Tournaisis.

Ce vœu continue, en mieux ; voici le Hainaut picard.

Tournai tournait depuis toujours dans la même musique autour du même pivot, il s'envole maintenant.

Cette toile montre « mon » cheval de bois quitter son carrousel où il tournait, toujours dans le même sens. Il emporte avec lui un espoir neuf, vers des cioux neufs, éternel souhait ? Et pourquoi pas !!! »



Quand en novembre 2005, le Parlement de la Communauté française adopte la note « Priorités Culture » rédigée à l'issue des États Généraux de la Culture, c'est l'étonnement. La note de la Ministre de la culture, Fadila Laanan, annonce la suppression des Agences régionales de développement culturel, des Contrats-Culture et Contrats de Pays.

S'il ne faut pas nier la disparité existante entre les agences subventionnées, la décision a été prise sans évaluation réelle de l'action menée par les opérateurs, les Contrats-programmes n'étant pas encore arrivés à échéance, et l'avis de l'inspection ayant été sollicité par après.

Si pour certains, la création des agences par le Ministre de la culture de l'époque, Rudy Demotte, répondait à une déficience de Centres culturels régionaux, accusés de ne pas jouer leur rôle de développement régional, l'intention du Ministre allait bien au-delà.

Il s'agissait de donner mission à une institution, dans une région ou un territoire homogène, de créer un maillage entre tous les aspects du développement culturel tout en prenant en compte les autres facteurs du développement territorial que sont l'économie, le social, l'enseignement... La culture englobant tant les démarches des institutions subventionnées que les démarches individuelles ainsi que les actions menées par le secteur marchand. La mission était vaste mais indispensable dans un Projet de région. La première étape était de partir à la découverte et la reconnaissance de l'existant, et de réaliser un état des lieux.

Ce qui devait rester un projet pilote, mené à la fois dans le Hainaut occidental et à Dinant, s'est sans doute multiplié un peu rapidement et sous une forme qui a contribué à la remise en question des agences. Dans la plupart des nouveaux projets, les moyens ont été dévolus à des Centres culturels régionaux qui ont principalement orienté leur action vers une mission de communication au service des événements culturels de leur région.

Nouveau contrat de coopération

Si la note « Priorités Culture » annonce la fin des agences et des Contrats-Culture elle annonce également une nouvelle initiative: les contrats de coopération culturelle (CCC) qui viseront, soit le développement culturel d'une région, soit celui d'un domaine culturel.

Les CCC territoriaux identifieront des projets de développement culturel à l'échelle territoriale, en association avec les autres niveaux de pouvoir impliqués. Ils apporteront un soutien financier incitatif à des projets globaux et concertés. Cette formule intègre à la fois la dimension apportée par les agences et par les Contrats-Culture. La seule agence ayant développé cet axe mixte est l'ACHO. L'agence est devenue l'opérateur conventionné pour le Contrat de Pays des Collines et pour plusieurs projets européens.

L'ACHO est confiante dans sa possibilité de s'engager dans la nouvelle piste annoncée et y est attentive. Le hic, c'est qu'alors que les procédures de transition ont été budgétées depuis 2006 (2006 : 400.000€; 2007 : 700.000€; 2008 : 1.500.000€), les textes qui devaient opérationnaliser le nouveau dispositif se font attendre depuis début 2006, empêchant toute avancée dans ce sens.

C'est particulièrement regrettable alors que le Hainaut occidental ou Wallonie picarde, construit son avenir.

Agence fédératrice, et demain?

Le travail de prospective initié et mené par le Conseil de développement de la Wallonie picarde est une initiative importante qui donne une légitimité supplémentaire à l'action menée par l'ACHO qui s'insère, par là, dans une démarche globale, comme souhaité lors de sa création.

L'état des lieux mené par l'agence, au cours de ses premières années d'existence, a été essentiel. Outre les outils de communication et de coordination mis en place, l'ACHO a notamment été à la rencontre de beaucoup de petits opérateurs culturels qui ne se sentaient parfois pas concernés, souvent pas reconnus, souvent pas entendus. Cela a aussi permis de mesurer les faiblesses et les points forts de la région.

L'avenir, autrement dit demain, doit permettre une meilleure mutualisation des moyens et une coopération accrue entre les acteurs et principalement entre les plus importants.

Pour y arriver, il faut aussi que les acteurs culturels augmentent leur capacité à se projeter dans un futur en étant conscients du développement global de la région et de l'influence des facteurs mondiaux et sociétaux en pleine mutation. Le « Penser global et agir local » des acteurs culturels doit s'appuyer sur une vision prospective qui dépasse celle à laquelle ils sont habitués. C'est-à-dire à très court terme et centrée sur son seul propre projet, que ce soit en terme de survie ou de développement. Les différentes rencontres réalisées montrent à quel point, les préoccupations sont celles de l'ici et maintenant, et que très rares sont les interlocuteurs qui identifient des transformations à venir.

Là, le monde culturel a beaucoup (peut-être) à apprendre du secteur marchand qui a acquis une plus grande capacité à anticiper.

Un des rôles importants de l'ACHO est de favoriser le développement de ces capacités par les acteurs culturels en liaison avec les autres.

La Wallonie picarde et la Communauté française pourraient-elles se passer aujourd'hui d'un interlocuteur comme l'Agence Culturelle du Hainaut occidental?

● ● ● E. P.

A votre service!

L'Agence culturelle du Hainaut occidental peut vous être utile. N'hésitez pas à nous contacter!

- Aide et conseil à la communication culturelle : conception d'un dossier de presse, d'une demande de subsides,...
- Information : séances d'info, portail culturel www.acho.be, publication du Culture à chaud, p'tits déjs thématiques mensuels et conviviaux,...
- Mise en réseau des opérateurs culturels au travers des réseaux musiques actuelles et culture-nature, collaboration avec Article 27,...

« Culture à chaud »

Le Culture à chaud est gratuit! Si vous souhaitez le recevoir chez vous, demandez-le nous simplement!

Agence culturelle du Hainaut occidental
Boulevard des Frères Rimbaud, 2 – 7500 Tournai
Tél.: +32(0)69/53.28.00 - Fax: +32(0)69/53.28.09
agence.culturelle@acho.be - www.acho.be

Editeur responsable : Pierre Vandewattyne
Comité de rédaction : Sarah Wlomainck, Bruno Lestarquit et Engelbert Petre

Ont collaboré à ce numéro : Aurélie Lambert, Cyril Mahieu, Pierre Mory, Alexandre Vallée, le Conseil de développement de la Wallonie picarde.

Conception graphique : Label **puges**
+32(0)69/22.83.39

Ce dossier est diffusé gracieusement par Artémia, diffuseur culturel, www.artemia.be

